

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

LA VENTE FORCÉE

ET DE

LA CESSION JUDICIAIRE DES CRÉANCES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présentée et soutenue le Jeudi 7 juin 1900 à 10 heures

PAR

ARTHUR LECAT

Président : M. GLASSON, *doyen de la Faculté.*

Suffragants { MM. GÉRARDIN, *professeur.*
COLIN, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

LA VENTE FORCÉE

ET DE

LA CESSION JUDICIAIRE DES CRÉANCES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 7 juin 1900 à 10 heures

PAR

ARTHUR LECAT

Président : M. GLASSON, *doyen de la Faculté.*

Suffragants { MM. GÉRARDIN, *professeur.*
COLIN, *professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

—
1900

CHAPITRE PREMIER

DE LA CESSION LÉGALE, DE LA VENTE FORCÉE ET DU TRANSPORT JUDICIAIRE EN GÉNÉRAL DES CRÉANCES

SECTION I. — De la cession légale des créances.

1. Le Code civil ne prévoit et ne réglemente dans les art. 1689 et suiv. que la cession conventionnelle des créances. On peut cependant se demander si la loi ou une simple décision judiciaire ne peut dans certains cas suppléer à l'accord des volontés des parties, s'il n'existe pas, dans notre droit, des cas de cession légale ou judiciaire des créances.

2. Que, théoriquement, tout au moins, l'on puisse concevoir des cas de cession légale des créances, cela ne paraît pas douteux. Si la seule autorité de la loi suffit pour faire naître une obligation à la charge d'une personne déterminée, ne peut-elle pas aussi transporter un droit de créance de la tête d'une personne sur celle d'une autre? De même qu'on a voulu expliquer par une idée de cession tacite certaines actions dites directes qui ont

leur source dans la convention des parties, et notamment l'action directe qu'on voudrait donner à l'ouvrier contre l'assureur, dans l'assurance collective (1), il ne serait peut-être pas impossible de trouver dans l'idée de cession légale le fondement de certaines actions directes qu'on a voulu rencontrer dans le Code civil lui-même. Mais c'est surtout à l'occasion de la loi du 19 février 1889, que cette théorie de la cession légale des créances s'est fait jour et que nous devons succinctement l'apprécier.

3. On sait que cette loi a pour objet : d'une part, de restreindre le privilège du bailleur d'immeubles ruraux ; d'autre part, d'attribuer en cas de sinistre aux créanciers privilégiés et hypothécaires l'indemnité d'assurance, et les indemnités qui peuvent être dues par les locataires ou les voisins dans les termes des art. 1733 et 1382 du Code civil (art. 2 et 3 § 1) ; — et aussi de conférer au propriétaire et aux voisins ou aux tiers subrogés à leurs droits un droit exclusif sur l'indemnité d'assurance du risque locatif et du recours des voisins.

Quel est le fondement de cette double attribution ? Certains auteurs ont voulu voir dans les deux cas une application de l'idée de cession légale.

4. Si l'on ne considère tout d'abord que l'attribution des indemnités de l'art. 2, il semble que l'on ne puisse éprouver grand embarras. Les précédents et le texte de la loi paraissent favorables à cette opinion.

1. Note de M. Planiol sous arrêt de Rouen du 25 janvier 1892. (D. 1893. 2. 121).

Avant 1889, les créanciers privilégiés et hypothécaires ne pouvaient prétendre exercer leur droit de préférence sur l'indemnité d'assurance ; mais la pratique avait cherché et trouvé le moyen d'éviter dans la plupart des cas l'application rigoureuse d'une jurisprudence immuable. Dans tous les actes de prêts hypothécaires, dans les actes de ventes immobilières, les emprunteurs ou les acquéreurs s'engageaient à faire assurer les immeubles hypothéqués ou acquis et transportaient éventuellement l'indemnité aux créanciers hypothécaires ou aux vendeurs non payés. Sans doute ce procédé présentait certains inconvénients ; il nécessitait notamment l'accomplissement des formalités de l'art. 1690 et quand la signification de ce transport d'indemnité était omise ou tardive, ce qui se produisait souvent, tel créancier hypothécaire pouvait se voir primé par tel autre créancier de rang inférieur. La clause de cession d'indemnité n'en était pas moins devenue de style ; et la loi, peut-on dire, n'a fait que la sous-entendre dans les hypothèses où elle intervenait le plus fréquemment.

Le texte de la loi traduit d'ailleurs exactement cette pensée. On lit en effet dans l'art. 2 ces mots « sans qu'il y ait besoin de délégation expresse... » Qu'est-ce à dire sinon que la cession sous-entendue par la loi produira désormais les mêmes effets qu'une délégation expresse ?

5. Ces arguments ont une très grande force. Pour les détruire, on a prétendu qu'admettre cette théorie, ce serait mettre le législateur en contradiction formelle avec lui-même ; en effet, dit-on, les créanciers privilégiés

ou hypothécaires vont ainsi se trouver substitués de plein droit à l'assuré vis-à-vis de l'assureur, et il sera dès lors impossible de concevoir l'hypothèse d'un paiement de bonne foi, comme la loi le prévoit (1).

La réponse est facile : l'assureur doit être informé de la cession légale. Jusqu'au moment où cette cession n'est pas portée à sa connaissance, il lui reste étranger : s'il paie dans ces conditions à l'assuré, il paie de bonne foi, ignorant la cession légale ; la solution donnée par le législateur n'est donc pas en réalité incompatible avec les principes de la cession.

Cependant, et malgré le texte de la loi, l'idée de cession légale ne paraît pas en harmonie avec les intentions du législateur. — Sans doute M. Lacombe, dans son discours au sénat du 6 mars 1888 s'exprimait en ces termes : « Désormais, à côté de la délégation conventionnelle, il existera une *délégation de plein droit* au profit des créanciers privilégiés et hypothécaires » (2). Mais il ne faut voir là qu'une opinion isolée. Le rapporteur de la loi au sénat, M. Labiche, s'est à plusieurs reprises formellement prononcé dans un sens contraire, notamment le 10 février 1888 dans la séance du sénat « Le but de l'art. 2, est de faire porter sur l'indemnité due en cas de sinistre d'un objet assuré les privilèges ou hypothèques existant sur cet objet. En un mot l'art. 2 assimile, sans qu'il soit besoin de délégation expresse, l'indemnité au

1. Glinel. Loi du 19 fév. 1889. Comment. des art. 2 à 4, p. 155. Baudry. Lacantinerie et de Loynes. Priv. et hyp. t. 1 n° 284.

2. Journ. off. 7 mars 1888. déb. parl. Sénat, p. 254.

prix, c'est-à-dire permet d'exercer en cas de sinistre sur les indemnités dues par les assureurs le droit de préférence qui en cas de vente aurait été exercé sur le prix de l'objet assuré » (1). L'idée de l'assimilation de l'indemnité à un prix de vente se trouve encore reproduite dans le rapport de M. Maunoury à la Chambre des députés. « Ces indemnités seront considérées comme la représentation de l'objet sinistré au même titre que le prix de vente de cet objet » (2).

L'article lui-même n'est d'ailleurs pas aussi favorable qu'on veut bien le dire à l'existence d'une cession légale ; si nous étions en présence de cessions s'opérant par le seul effet de la loi, le législateur, pour régler les attributions de l'indemnité, devrait s'attacher uniquement aux diverses dates de cessions successives, et le rang des attributions serait déterminé par les dates de constitution des droits de préférence. En décidant que les créanciers viendraient sur l'indemnité dans l'ordre légal de leurs causes de préférence, le législateur a manifestement repoussé toute idée de cession légale et nettement marquée, l'assimilation qu'il faisait de l'indemnité au prix de vente (3).

1. *Journ. off.* 11 févr. 1888. déb. parl. Sénat, p. 132 ; *adde*, le même, séance du 2 fév. 1888, p. 83.

2. *Journ. off.* 1889. Doc. parl., Ch. des dép., 1889, Ann. n° 3194.

3. On a proposé d'autres solutions au problème de la nature juridique du droit conféré aux créanciers privilégiés et hypothécaires. Les uns ont cru pouvoir expliquer cette attribution par l'idée d'une subrogation personnelle (Lenoël, séance du Sénat du 2 fév. 1888). — D'autres prétendent que la loi de 1889 a créé

6. Après avoir attribué aux créanciers privilégiés et hypothécaires les indemnités dues par suite de l'assurance de l'objet sinistré, la loi de 1889 dispose dans son art. 3 § 1 « Il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin, par application des art. 1733 et 1382 du Code civil » Comme on le voit, le législateur tient dans l'art. 3 le même langage que dans l'art. 2 ; n'ayant pas adopté l'idée de cession légale dans la première hypothèse nous la repousserons également ici, et nous nous rangerons également à l'avis des auteurs qui assimilent ces indemnités à un prix de vente (1).

par sa seule force un lien de droit spécial et indépendant unissant l'assureur aux créanciers hypothécaires (cette théorie qui a été consacrée par plusieurs arrêts a propos des indemnités d'assurance de l'art. 3 § 2 est proposée comme pouvant être étendue à notre matière dans la note qui accompagne l'arrêt de la cour de Nancy du 13 mai 1893 (Dall. 94. 2. 440). — La théorie de la subrogation réelle a été également mise en avant. — Enfin, l'on aurait pu soutenir que la loi de 1889 créait ici de véritables privilèges sur une créance et faisait dans un cas particulier une application de la théorie de M. Labbé, mais cette opinion doit être formellement rejetée en présence de la déclaration très nette de M. Labiche rapporteur au Sénat, dans la séance du 10 février 1888.

1. Le législateur assimile complètement les indemnités dues par le locataire en vertu de l'art. 1733 et celles dues par le voisin en l'art. 1382, mais en réalité cette assimilation est inexacte. La nature juridique du droit qui appartient aux créanciers hypothécaires contre le voisin responsable découle tout naturellement de l'art. 1382. C. civ. Les créanciers hypothécaires ont en effet un droit réel sur l'immeuble affecté à la sûreté de leur créance ; la disparition ou la diminution de ce droit réel peut causer aux

7. L'art. 3 § 2 règle l'attribution des indemnités d'assurance-responsabilité « En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits, aient été désintéressés des conséquences du sinistre. » Cette disposition législative a pour but de faire bénéficier le propriétaire de l'objet sinistré, de l'indemnité résultant de l'assurance du risque locatif ou du recours du voisin. Mais comment a-t-on atteint le but que l'on s'était proposé ? Ici encore, l'on a émis l'idée de cession légale. Cette explication doit être aussi repoussée. Nous n'avons même plus l'argument de texte tiré des expressions employées par le législateur parlant dans l'article 2 « d'attribution d'indemnité ». Il semble bien résulter au contraire de la lettre de la loi que le droit à l'indemnité reste fixé dans le patrimoine de l'assuré et, de ce fait seul que l'indemnité doit en principe être payée à l'assuré, on peut en conclure que la victime du sinistre n'est pas devenue titulaire du droit de créance contre la compagnie.

SECTION II. — De la vente forcée des créances.

8. S'il est rare d'entendre parler de cession légale des créances, il en est autrement de la cession judiciaire.

créanciers hypothécaires un préjudice dont il leur est dû directement réparation par le voisin quand celui-ci est responsable de la perte de la chose aux termes de l'art 1382 C. civ. On peut donc ne voir dans l'art. 3 § 1 en ce qui concerne le voisin, qu'une application du droit commun.

On peut vouloir désigner par ces mots : ou la *vente judiciaire* des créances ; ou bien — et c'est en ce sens que cette expression revient souvent dans le langage de la jurisprudence — l'*attribution* faite par justice à un créancier, pour le désintéresser, de la créance même de son débiteur.

9. Les créances, dans notre droit moderne sont susceptibles d'être vendues comme les autres éléments du patrimoine. Il n'est pas nécessaire comme dans une période du droit romain de se servir d'expédients plus ou moins détournés pour arriver au résultat voulu, mais sont-elles susceptibles d'être vendues judiciairement, et de quelles formalités, en ce cas, la vente doit-elle être assortie ?

On n'est pas absolument d'accord sur le sens qu'il faut donner à ces mots : vente judiciaire.

Parfois, on n'entend sous ce nom que les ventes faites à la barre du tribunal ou renvoyées par lui devant notaire. Il n'y aurait alors de ventes judiciaires de meubles que les ventes de rentes constituées sur particuliers (art. 636 et 989 C. pr.) et celles d'objets mobiliers vendus comme accessoires d'un immeuble, et en même temps que cet immeuble ; et c'est bien aussi qu'il faut entendre l'expression « vente judiciaire » dans la loi du 26 janvier 1892 sur la réforme des frais de justice. Cela résulte, à n'en pas douter de la discussion qui s'est élevée à ce sujet à la Chambre des députés (1).

1. On est étonné de voir M. Godin qui a pris part lui-même à la discussion soutenir une opinion contraire dans son commentaire sur la loi du 26 janvier 1892.

10. On donne d'ordinaire de la vente judiciaire une définition beaucoup plus large et l'on désigne par là : toutes les ventes qui sont la conséquence des procédures d'exécution individuelle (diverses saisies) ou collective (faillite) suivies sur un débiteur, et même celles qui, faites par le propriétaire ou son représentant, exigent pour leur validité certaines formes et le plus souvent une autorisation de justice.

Le Code de procédure civile ne s'est guère préoccupé que de la réglementation de la vente des meubles corporels. En ce qui concerne les meubles incorporels, il se contente d'indiquer les formes qui doivent être suivies dans le cas de vente judiciaire des rentes constituées sur particuliers, et il garde, pour le surplus, un silence qui a fait naître un certain nombre de difficultés.

11. Il faudrait, pour être complet, examiner ici les formalités qu'il y a lieu de remplir dans les ventes judiciaires de créances, soit volontaires, soit forcées. Je ne dirai cependant rien de la vente volontaire : cette étude a été faite depuis longtemps, et ferait à elle seule l'objet d'un volume (1). Je crois cependant devoir étudier la vente forcée des créances, et cela pour deux raisons : d'abord c'est plutôt la vente forcée que l'on a eu en vue quand on parle de vente judiciaire ; ensuite, et surtout, ce travail ayant pour but de montrer comment les créances de somme d'argent ne sont pas d'ordinaire vendues,

1. On pourra consulter notamment sur ce sujet : Saleilles. De l'aliénation des valeurs mobilières par les administrateurs des patrimoines d'autrui ; Léon Michel, de l'aliénation des meubles.

mais attribuées en paiement aux créanciers, il me paraît naturel d'indiquer les cas dans lesquels il y a bien exceptionnellement de procéder à la vente et d'en repartir le prix entre tous les créanciers, comme de tous les autres éléments du patrimoine.

12. Vente des créances après faillite. — Cette vente ne soulève guère de difficultés ; elle n'aura pas lieu dans la période antérieure à l'union : le syndic se contentera alors d'opérer le recouvrement des créances au fur et à mesure qu'elles arriveront à échéance (art. 485 C. com.).

La vente pourra être nécessaire, au contraire, dans la période de l'union ; la réalisation est alors conforme à l'esprit de la loi qui veut que la liquidation se fasse sans retard. Aussi est-il de pratique générale que les syndics d'union mettent en vente aux enchères, le plus souvent par devant notaires (1), les créances dépendant de l'actif dont le recouvrement ne peut être immédiat ; bien que les syndics puissent réaliser les meubles du failli sans autorisation ni du tribunal de commerce ni même du juge commissaire, (art. 534 C. com.), ils prennent habituellement tout au moins, une ordonnance du juge commissaire, afin de couvrir leur responsabilité.

Une remarque importante est à faire au sujet de la vente des créances après faillite, au point de vue des droits du cessionnaire. Le syndic n'a pour mandat que d'éteindre le passif, et ce n'est que dans la mesure nécessaire pour

1. Voir formules d'adjudications par devant notaires dans *Journal des faill.* 1884, p. 95 et *Pand. franc.* v^o adj. mob.

atteindre ce résultat qu'il a le droit d'agir contre les débiteurs du failli ou contre les actionnaires et commanditaires d'une société en faillite ; on admet cependant, en général, qu'en raison de l'incertitude des recouvrements à opérer, il peut demander aux débiteurs du failli le versement de sommes dont l'importance peut dépasser le montant alors indéterminé du passif à éteindre, mais à la charge par lui, après avoir désintéressé tous les créanciers de faire état à qui de droit, en rendant son compte de l'excédent d'actif resté disponible entre ses mains (1). Les droits d'un cessionnaire de créances ou d'actions non libérées dépendant d'une faillite seront plus limités : le syndic n'a pu faire mettre en vente plus de droits que n'en a réalité la faillite elle-même ; il en résulte que l'adjudicataire d'une créance ne pourra réclamer au débiteur que la somme qui aurait été suffisante pour désintéresser complètement les créanciers (2).

13. Vente des créances après saisies. — Le Code de de procédure civile, avons-nous vu, n'a réglementé que la vente forcée des rentes constituées sur particuliers. Sans doute, tout un titre est consacré à la saisie-arrêt

1. Paris, 9 mai 1884 ; Paris, 19 du 1884 (2 arrêts). (D. 86. 2. 116) ; Lyon, 25 avril 1885. (D. 86. 2. 116) ; Bordeaux, 3 mars 1884. (D. 86. 2. 68) ; Cass., req. 27 mai 1886. (D. 87. 1. 383) ; Cass., civ. 20 oct. 1886. (D. 87. 1. 117) ; Paris, 4 mai 1888. (D. 89. 2. 1).

2. Paris, (7^e Ch.), 8 février 1884 (actions non libérées) (*J. faill.* 84. 105 ; *Revue des Soc.* 1884, p. 614, Sirey, 84. 2. 117) ; — Trib. com. Seine (créance ordinaire) (Loi 5-6 août 1896) ; — Trib. com. Seine 17 juin 1897. (Loi 6 juill. 1897).

qui s'exerce principalement sur les créances, mais rien ne fait supposer que la vente en soit admise ; il y a lieu bien certainement de procéder à la vente quand la saisie-arrêt porte sur des meubles corporels détenus par un tiers ; les articles 578 et 579 C. proc. nous disent alors que la déclaration affirmative du tiers saisi doit contenir un état détaillé des objets saisis, qui doivent être vendus de façon à pouvoir en distribuer le prix conformément aux règles du titre de la distribution par contribution. Mais ces articles ne nous parlent que des effets mobiliers, et l'esprit du Code est bien que la saisie d'une créance de somme d'argent ne doit pas conduire à la vente de cette créance ; le tiers saisi paiera le saisissant au lieu et place du débiteur saisi ; mais la créance qui existe contre lui ne sera pas mise aux enchères. A quoi bon d'ailleurs ? Est-ce que la vente ne conduirait pas nécessairement à faire naître une créance de somme d'argent au profit du saisi ? pourquoi alors transformer une créance de somme d'argent en une autre créance ayant le même objet ? Il est cependant des cas où la vente de la créance devient nécessaire ; pour faire apparaître ces cas, distinguons trois hypothèses. Le créancier peut procéder 1° par voie de saisie-arrêt entre les mains du débiteur 2° par voie de saisie-exécution sur le titre même de créance 3° par voie de saisie-arrêt des titres entre les mains d'un tiers.

14. Le créancier procède par voie de saisie-arrêt entre les mains du débiteur.

Supposons d'abord que la saisie-arrêt porte sur une

créance ordinaire ; la vente pourra quelquefois, et par exception, en être ordonnée par justice. Il en sera ainsi, d'après la jurisprudence, lorsque l'époque de l'exigibilité de la créance saisie est très éloignée (1). Bien que cette jurisprudence ait été vigoureusement combattue, notamment par M. Roger (2), je la crois néanmoins très fondée.

On a dit : 1° Permettre la vente aux enchères, c'est ruiner le saisi, sans satisfaire le saisissant ; une créance payable à long terme sera vendue bien au-dessous de sa valeur à cause de l'insolvabilité possible de celui qui doit la payer. Il est facile de répondre que c'est le résultat de toutes les ventes forcées de déprécier le gage commun et que cependant elles sont formellement autorisées par la loi. 2° Si le Code de procédure autorisait une pareille vente, il aurait enjoint à l'huissier chargé d'une saisie-exécution d'appréhender et d'énumérer les papiers et titres trouvés au domicile du saisi : or c'est seulement en cas d'absence du saisi, qu'il lui prescrit de faire apposer les scellés sur les papiers par l'officier appelé par l'ouverture des meubles, de telle sorte que si le saisi est présent, ces papiers et titres doivent rester en sa possession. Nous verrons bientôt jusqu'à quel point le Code de procédure prohibe la saisie-exécution des titres de créances ; en tous cas, cette prohibition est motivée par les inconvénients qui résulteraient des recherches auxquelles l'huissier devrait se livrer dans les papiers domestiques du saisi, et nullement par le désir d'éviter la vente forcée des

1. Paris, 5 août 1842 ; Paris, 24 juin 1851 (D. 52. 2. 26).

2. Roger. *Traité de la saisie-arrêt*, n. 168 bis.

titres de créance qui seraient ainsi saisis. 3° Le créancier qui a obtenu le jugement de validité n'a pas à redouter que pendant le temps qui s'écoulera jusqu'à l'échéance, d'autres créanciers viennent former de nouvelles appositions, et partager avec lui le montant de la créance, puisque, d'après la jurisprudence, le jugement qui valide une saisie-arrêt opère en sa faveur un transport judiciaire qui le rend propriétaire exclusif de la somme saisie. Cette considération diminue, beaucoup en effet l'intérêt que le créancier saisissant a à demander la vente ; le plus souvent, au contraire, il se gardera bien d'y conclure ; il est de jurisprudence, en effet, que le créancier saisissant n'a pas de droit exclusif sur le prix des objets par lui saisis ; il n'est alors à l'abri du concours des autres créanciers que lorsque le prix de la vente a été versé entre ses mains, et ces règles s'appliquent bien certainement au cas de vente forcée d'une créance. Le créancier saisissant peut cependant avoir intérêt à demander que la vente soit ordonnée ; d'abord, il peut vouloir être payé immédiatement ; ensuite, d'autres saisies-arrêts sont peut-être déjà intervenues, et ont empêché un droit privatif de naître à son profit ; enfin, et jusqu'à ces derniers temps, la question de savoir si le transport judiciaire s'opérait dans le cas d'une créance à terme était encore très discutée et n'a guère été résolue d'une façon formelle que par l'arrêt de Cassation du 27 novembre 1894 (1).

4° Le législateur n'a tracé aucune formalité pour la vente des créances à termes tandis qu'il l'a fait pour celle

1. Cass., 27 novembre 1894 (Sir. 96. 1. 489).

des meubles corporels, pour celle des rentes constituées, et enfin des immeubles. Il faudra suppléer au silence de la loi ; voilà tout. La loi ne réglemente en effet nulle part la vente forcée des meubles incorporels, et cependant on ne saurait dire qu'ils ne peuvent faire l'objet d'une vente judiciaire sous peine de les considérer comme insaisissables, ce qui est impossible. L'arrêt de Paris du 24 juin 1851, précité, ordonne la vente dans les formes des rentes constituées (1) ; mais cette opinion est insoutenable. Il résulte, en effet, comme nous le verrons bientôt, des débats qui ont eu lieu à la Chambre des pairs (2), lors de la discussion de la loi du 24 mai 1842 que les formes de la vente forcée des rentes constituées sur particuliers ne doivent pas être étendues à d'autres cas. Ce sera donc au tribunal qui ordonnera la vente d'indiquer les formalités à remplir (3).

15. Les mêmes raisons s'appliquent aux titres nominatifs qui constatent ordinairement des créances à long terme. Il nous faut cependant examiner : 1^o comment la

1. Dans le même sens. Trib. civil d'Angoulême, 23 mai 1864. *J. av.* 89 p. 581.

2. Séance du 29 mars 1842.

3. Cf. Art 743. C. proc. civ. all. « Si la créance saisie est conditionnelle ou à terme, ou si son recouvrement présente des difficultés à raison de ce qu'elle serait subordonnée à une contre prescription ou pour d'autres motifs, le tribunal peut sur les conclusions qui lui sont soumises prescrire au lieu de la délégation un autre mode de réalisation. L'adversaire doit être entendu avant le décret qui statue sur ces conclusions à moins qu'il ne soit nécessaire de faire une signification à l'étranger ou par avis public. »

saisie-arrêt peut être formée entre les mains du débiteur du titre nominatif, et pourquoi il en est différemment des titres à ordre ou au porteur 2^o les formes qui doivent être suivies pour la vente.

16. La saisie-arrêt, tout d'abord, entre les mains du débiteur est impossible quand la créance se trouve constatée sous la forme à ordre ou au porteur. L'article 149 C. com. indique seulement deux cas dans lesquels il peut être fait opposition au paiement de la lettre de change. « Il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change, ou en cas de faillite du porteur ». Et cette disposition est applicable aux billets à ordre et d'une façon générale à tous les effets négociables par endossement. Les créanciers du porteur ne peuvent donc hors des deux cas qui viennent d'être indiqués, s'opposer valablement au paiement du titre à ordre en formant une saisie-arrêt entre les mains du tiré ou du souscripteur du billet à ordre ; il serait trop facile à un porteur rencontrant l'obstacle d'une saisie-arrêt d'en paralyser absolument les effets en cédant le titre qui reprendrait naturellement toute sa force entre les mains d'un autre porteur (1) (2).

1. Cass., 20 mai 1885 (D. 86. 1. 82 Sir. 88. 1. 262) ; Cass., 3 juin 1891 (Sir., 91. 1. 296) ; Trib. Mascara, 30 janvier 1895 (Loi 1895 p. 221) ; — Voy. pour les polices d'assurance payables à ordre Paris 24 déc. 1872 (D. 74. 5. 440) ; pour le chèque. Trib. com. Seine 13 août 1897 (Droit, 3 sept. 1897).

2. Cf. Code proc. civ. all. art. 732. « La saisie des créances fondées sur lettres de change ou autres titres transmissibles par

17. Nous n'avons pas de texte semblable pour les titres au porteur. On peut donc se poser la question de savoir si la saisie-arrêt est théoriquement possible (1), mais en fait elle ne produira aucun effet utile (2).

D'abord, et la plupart du temps, les créanciers ne connaîtront pas les numéros des titres ; et, s'ils les connaissent, ils ne pourraient que s'opposer au paiement qui serait fait personnellement à leur débiteur. Or, il sera toujours facile à celui-ci de céder son titre, ou de le faire toucher par un tiers, ou même de le toucher lui-même en se présentant sous un faux nom, puisque le payant n'a pas le droit de contrôler l'exactitude des déclarations du porteur.

Cependant, en ce qui concerne les reconnaissances des monts de piété, les créanciers particuliers des porteurs de reconnaissances peuvent être reçus à former opposition à la délivrance des bonis, pourvu qu'il soient en état de fournir au mont de piété les indications nécessaires pour faire connaître les reconnaissances sur lesquels portent leurs oppositions (3). Il a même été jugé que la saisie-arrêt formée entre les mains de l'administration du mont de piété sur les bonis qui peuvent revenir au débiteur saisi, après la vente d'objets déposés par lui, n'est pas subordonnée à l'indication des numéros de dépôt, ni dès lors, à la désignation de celui des divers bureaux

endossement s'opère au moyen de la prise de possession de ces titres par l'huissier.

1. Pour l'aff. Wahl. *Traité des titres au porteur*, n. 1163.

2. Paris (3^e Ch.). 22 mai 1895 (Sir. 96. 2. 251).

3. Règl. 1865, art. 96.

de cette administration où les dépôts ont été effectués (1).

18. Si la saisie-arrêt des titres à ordre ou au porteur entre les mains du débiteur est impossible, il en est autrement de la saisie-arrêt des titres nominatifs entre les mains de l'établissement qui les a créés. Les titres nominatifs comprennent : des rentes sur l'Etat, des obligations de sociétés ou compagnies, des actions de ces mêmes sociétés.

En ce qui concerne les rentes sur l'Etat, la saisie-arrêt entre les mains du Trésor est certainement inefficace (2).

Quant aux obligations des sociétés, il n'est pas douteux qu'elles puissent être l'objet d'une saisie-arrêt entre les mains de la société qui les a créées, laquelle est débitrice au même titre que tout autre débiteur.

19. On a prétendu au contraire — et un arrêt récent de la Cour de Paris (3) a consacré cette doctrine — qu'une action nominative ne pouvait faire l'objet d'une saisie-arrêt entre les mains de l'établissement débiteur. Le droit de l'actionnaire, d'après cet arrêt, ne serait pas un droit de créance susceptible comme tel de saisie-arrêt, mais un droit de copropriété devant se transformer, après le partage, en un droit de propriété individuel et

1. Paris, 19 janvier 1867. (D. 68. 2. 142. — Sir. 67. 2. 194).

2. Loi, 8 nivose an VI, art. 4.

3. Paris, 11 janvier 1895. (Sir. 97. 2. 241). — Voy. égal. Arthuys, *Rev. critique* 1898, p. 348.

spécial, et la Cour de Paris en tire cette conséquence que la saisie-arrêt ne peut notamment empêcher l'actionnaire de céder son action, et la société d'opérer le transfert sur ses registres. S'il en était ainsi, il est bien évident que la saisie-arrêt, ne pouvant produire aucun effet, ne saurait conduire à la vente de l'action.

Pour écarter les effets de la saisie-arrêt, l'arrêt précité a cru devoir examiner une question bien ancienne, celle de savoir si l'action est ou non un droit de créance. Ce n'est pas ici le lieu de discuter cette question qui a donné lieu à plusieurs solutions. « Est-il nécessaire d'ailleurs, comme le dit M. Tissier dans la note sous Sirey, de prendre partie sur cette controverse pour attribuer au créancier de l'associé le droit de former saisie-arrêt ? L'art. 557. C. proc. civ. dispose que tout créancier peut « saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur ou s'opposer à leur remise. Dès qu'il y a un droit contre un tiers susceptible d'être atteint par la saisie-arrêt, celle-ci est possible. Si le capital social ne comprend que de l'argent ou des valeurs mobilières, ce qui est fréquent, quel est l'obstacle à la saisie-arrêt, même en considérant l'actionnaire comme un propriétaire ? Et d'un façon générale, d'ailleurs, l'actionnaire a un droit mobilier susceptible de saisie-arrêt (C. civil, art. 529) ; la société aura à lui remettre des sommes ou valeurs dont la saisie-arrêt peut empêcher le versement. Du moment qu'il y a possibilité d'appliquer la saisie-arrêt aux actions nominatives, les tribunaux doivent l'admettre ».

C'est d'ailleurs la solution qui a prévalu dans la pra-

tique où l'on ne s'est jamais préoccupé de la nature juridique de l'action. Aucune distinction n'est faite entre les obligations ou les actions représentées par des titres nominatifs (1). On procède, dit M. Garsonnet, par voie de saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie à laquelle on fait défense de payer les intérêts et les dividendes, et de rembourser, le cas échéant, le capital de l'action ou de l'obligation ; puis, on demande au tribunal, en même temps qu'il prononcera sur la validité de cette saisie d'ordonner la vente du titre à la Bourse s'il est coté, et, dans le cas contraire, par un notaire (2).

20. Le projet du nouveau Code de procédure civile règle d'une façon très précise la saisie des titres nominatifs entre les mains de l'établissement qui les a créés. Ce sont les règles de la saisie-arrêt qui sont applicables en principe ; c'est d'ailleurs dans la section II du titre consacré à la saisie-arrêt que ces règles sont posées.

Livre V. Titre VI. Section 2. Règles générales relatives

1. Paris, 20 nov. 1889. Sir. 91. 2. 93.

2. Lors de la réforme du titre de la saisie des rentes en 1842, M. Persil avait proposé à la chambre des pairs de rendre les art. 636 et suivants applicables à la saisie et à la vente des actions. Cet amendement fut repoussé après observation faite par le garde des sceaux que ces articles ne pouvaient être appliqués à la saisie des actions, et que celle-ci serait l'objet d'une proposition de loi spéciale. Aucune loi n'est intervenue depuis lors ; il résulte cependant de cette discussion que les articles 636 et suiv. sont applicables uniquement à la saisie et à la vente des rentes constituées sur particuliers, et doivent être écartés quand il y a lieu de procéder à la vente d'actions ou de créances, quelle que soit la forme sous laquelle elles sont constatées.

à la saisie arrêt des titres nominatifs entre les mains des établissements qui les ont créés.

Art. 1^{er}. La saisie arrêt des titres nominatifs entre les mains des administrateurs, directeurs, gérants et représentants des sociétés ou établissements qui les ont émis est soumise aux règles déterminées par la section 1^{re} du présent titre.

Elle emporte défense qu'aucun transfert ne soit fait, mentionné ou accepté sur les registres de la société, et qu'il ne soit effectué aucun paiement afférent à ces titres.

Art. 2. L'exploit de saisie-arrêt contient outre les énonciations mentionnées à l'article 3 (du même titre, section I) une sommation aux représentants des sociétés, de délivrer aux saisissants dans les quinze jours de la date, un certificat constatant :

1^o Les numéros et la valeur nominale des titres et toute indication propre à les désigner ; 2^o la proportion dans laquelle ils sont libérées ; 3^o les intérêts, dividendes, primes et remboursements en capital afférents aux dits titres ; 4^o la mention des saisies-arrêts existant à cette époque avec désignation des noms et élections de domicile des saisissants et indication des causes de ces saisies. Si le tiers saisi ne délivre pas le certificat dans le délai prescrit, il est procédé ainsi qu'il est dit à l'article 14 du titre des saisies-arrêts (1).

Art. 3. Sur le vu du certificat, s'il n'est pas contesté,

1. Le projet se montre ainsi plus rigoureux à l'égard du tiers saisi que dans le cas où la saisie-arrêt porte sur une créance ordinaire (art. 5 et 14 du titre de la saisie-arrêt) ; on ne s'explique guère les raisons de cette différence.

le tribunal en même temps qu'il statue sur la validité de la saisie-arrêt, ordonne, s'il y a lieu, la vente des titres conformément au titre VII.

Art. 4. En cas de contestation sur le certificat, il sera statué sur les contestations et sur la validité de la saisie-arrêt par un seul et même jugement sans préjudice des dispositions de l'art. 9 du titre des saisies-arrêts.

Art. 5. Le jugement ordonnera au débiteur d'effectuer dans la huitaine de la signification la remise des titres ou certificats qui en tiennent lieu entre les mains de l'officier public désigné pour procéder à la vente.

Le même jugement autorisera l'officier public pour le cas où le débiteur n'effectuerait pas la remise à se faire remettre les titres et certificats par le tiers saisi s'il en est détenteur ou à s'en faire délivrer des duplicata par les représentants des sociétés, établissements ou administrations.

Dans ce dernier cas, un extrait du jugement sera publié dans un ou plusieurs des journaux de l'arrondissement, du siège de la société et de celui du domicile du débiteur.

L'insertion contiendra en outre mention de la délivrance des duplicata avec avertissement que les titres et certificats primitifs sont annulés.

Le débiteur qui fait usage de ces titres ou certificats après notification de la saisie est passible suivant les cas des peines édictées par l'art. 400 ou par l'art. 405 du Code pénal.

Art. 6. S'il survient de nouvelles saisies-arrêts depuis la délivrance des certificats, il sera procédé comme à l'article 15 du titre des saisies-arrêts.

Le titre VII consacré à l'aliénation des valeurs mobilières règle aussi par là même la vente des titres nominatifs, lorsque ceux-ci sont saisis-arrêtés entre les mains de l'établissement débiteur. Les formes de l'aliénation étant les mêmes dans les deux autres hypothèses que nous avons prévues et qu'il nous reste à examiner, il nous paraît plus rationnel d'étudier si la saisie et la vente forcée sont possibles dans ces deux cas.

21. Le créancier procède par voie de saisie-exécution des titres mêmes de créances.

Il semble bien qu'à l'heure actuelle, la saisie-exécution des meubles incorporels et en particulier des créances soit impossible. Cela paraît résulter d'abord de l'esprit du Code ; de plus, l'art. 591 du Code de procédure le décide implicitement en traçant à l'huissier qui procède à la saisie la ligne de conduite à suivre lorsque parmi les objets saisis se rencontrent des papiers (1).

On décide cependant, quant au billet de banque, qu'il est susceptible de saisie-exécution comme l'argent comptant.

Quelques décisions isolées ont aussi admis, l'une la saisie-exécution des nantissements de monts de piété (2), l'autre des titres à ordre (3).

1. M. Roger (*op. cit.* n° 168) tire aussi argument « de ce qu'il y aurait monstruosité à vendre sur la place publique des titres de créances comme des meubles meublants ». Il suffit de renvoyer, pour la réfutation de cet argument aux explications qui ont été données au sujet de la vente forcée des créances à long terme.

2. Paris, 8 septembre 1842. D. *Rép.* V° Saisie-exécution, n° 154. Voy. égal. Paris, 6 janvier 1855. J. av. 80, p. 222. Paris 19 octobre 1854. J. *huis.* 36 p. 42.

3. Riom, 27 juin 1819. D. *Rép.* v° Sais-exécut., n° 155.

Il peut donc se faire qu'une partie importante de l'actif du débiteur se trouve ainsi soustraite au droit de gage de ses créanciers ; c'est pour remédier à cette situation que le projet du nouveau code de procédure permet à l'huissier d'ouvrir les meubles et édicte les formalités suivantes.

TITRE VIII. DES SAISIES-EXÉCUTIONS.

.

Art. 9. Les effets de commerce ou autres échus ou à échoir, les titres de créance, les titres nominatifs ou au porteur peuvent être compris dans la saisie. L'huissier les mentionne dans son procès verbal et les dépose immédiatement ainsi que les deniers comptants et les billets de banque, à la Caisse des dépôts et consignations, ou entre les mains d'un dépositaire convenu entre le saisissant et les opposants s'il y en a. Il est donné récépissé sur le procès-verbal par le représentant de la Caisse des dépôts ou par le dépositaire convenu.

Dans le cas où des mesures conservatoires ou autres seraient urgentes, il sera statué par ordonnance du juge de paix ou du président du tribunal, suivant leur compétence déterminée par le chiffre de la créance. Cette ordonnance est mise à la suite du procès-verbal de saisie et n'est susceptible d'aucun recours (1).

L'huissier peut toucher immédiatement les effets échus, même sans y avoir été spécialement autorisé, à charge de mentionner le paiement à la suite du procès-verbal et de déposer les fonds ainsi qu'il est dit ci-dessus.

1. C'est une exception à la règle que les ordonnances de référé sont susceptibles d'appel.

Art. 10. La saisie et le dépôt pour les valeurs autres que les effets à échoir, transmissibles par endossement, sont notifiés aux débiteurs, administrateurs, directeurs ou représentants des sociétés et établissements qui ont émis les titres.

Sont nuls et de nul effet tous transports, paiements, remises de titres, cessions de créance faits après cette notification.

La vente des valeurs saisie sera poursuivie conformément aux prescriptions des articles... ci-après (1) à moins que la partie poursuivante ne préfère agir par voie de saisie-arrêt, sur celles de ces valeurs qui en seraient susceptibles (2).

22. Le créancier procède par voie de saisie-arrêt des titres de créance entre les mains d'un tiers.

Ce qui rend impossible la saisie exécution des titres de créance dans notre droit actuel, c'est moins la nature même de la créance, objet incorporel, que la défense qui est faite à l'huissier par l'art. 591 du Code de procédure d'ouvrir les meubles du saisi ; cet obstacle ne se rencontrant plus lorsque le créancier forme une saisie-arrêt des titres entre les mains d'un tiers, il semble que cette saisie doive être efficace, quelle que soit la nature du titre de créance.

1. C'est une erreur ; c'est aux prescriptions du titre précédent qu'il faut renvoyer.

2. La saisie-arrêt ne conduira pas alors, bien entendu, à la vente forcée des titres de créances ; le créancier ne l'emploiera que lorsqu'il aura intérêt à obtenir un jugement d'attribution.

Aucun doute ne peut s'élever pour les titres au porteur : le droit de créance est alors incorporé au titre, peut se transmettre par simple tradition comme un objet corporel quelconque et est, par conséquent, susceptible d'être saisi-arrêté comme tout effet mobilier.

La question peut paraître plus difficile quand on se trouve en présence d'une créance à personne dénommée, ou d'un titre à ordre ou nominatif.

Elle a été, dans ces derniers temps, très vivement agitée devant les tribunaux. Voici à quel propos. On connaît les discussions qui se sont élevées au sujet de l'insaisissabilité absolue ou relative des rentes sur l'Etat. D'après un premier système, l'article 4 de la loi de nivôse an VI aurait frappé les rentes sur l'Etat d'une insaisissabilité absolue de telle sorte qu'elles se trouveraient absolument en dehors des atteintes des créanciers des rentiers et soustraites ainsi au gage général de l'article 2092 du Code civil. D'après une autre théorie, au contraire, qui tend de plus en plus à prévaloir et qui est aujourd'hui consacrée par la Cour de Cassation (1), la loi de nivôse an VI, édictant une disposition exorbitante, exceptionnelle, doit être entendue littéralement dans son sens le plus strict. Le texte de l'article 4, dit-on, ne défend qu'une chose : la saisie-arrêt formée entre les mains des agents du Trésor, et cela, dans le but de ne pas entraver la comptabilité publique, mais, sauf cette restriction aux

1. Civ. rej., 2 juill. 1894 ; Cass.-req., 16 juill. 1894 (D. 94. 1. 497 et la note de M. Glasson. — Sir. 95. 1. 5 et la note de M. Lyon-Caen). Civ. cass., 23 novembre 1897 (S. 98. 1. 161 et la note de M. Lyon-Caen).

droits des créanciers, la rente sur l'Etat est soumise au droit commun, et notamment, elle peut être vendue à la requête des créanciers du rentier, et à leur profit, toutes les fois que cette exécution pourra se faire autrement que par voie de saisie-arrêt pratiquée entre les mains des agents du Trésor.

Or, avons nous vu, la saisie-exécution du titre de rente ne peut avoir lieu dans le droit actuel ; elle ne conduirait pas d'ailleurs à un résultat bien satisfaisant, car il est trop évident que le débiteur qui se voit menacé d'une saisie-exécution aurait bien soin de faire disparaître tous ses titres de créance avant l'arrivée de l'huissier.

Ce qui sera pratique, c'est la saisie-arrêt entre les mains des détenteurs de ces titres. On a voulu prétendre que cette saisie-arrêt n'est pas valable, ce qui ôterait bien de l'intérêt à la théorie de l'insaisissabilité relative des rentes sur l'Etat. Les créanciers, dit-on, ne peuvent employer que les mesures d'exécution qui sont mises à leur disposition par la loi, et nulle part, on ne trouve trace d'une pareille procédure. Il est facile de répondre que cette procédure n'est pas autre chose que la saisie-arrêt pure et simple et que la Cour de Cassation en avait admis la validité avant de consacrer la théorie de l'insaisissabilité relative.

« L'art. 557, lisons-nous dans un arrêt de Cassation du 18 janvier 1876, (1) ne comporte aucune distinction entre les meubles corporels ou incorporels du débiteur, et dès lors s'applique dans sa généralité aux titres de créance

1. Cass , 18 janvier 1876. (D. 76. 1. 74. Sir. 76. 1. 220).

ou effets souscrits au profit du saisi qui peuvent se trouver entre les mains d'un tiers détenteur ou dépositaire ;.... elle a pour but et pour effet légal d'assurer la conservation dans l'intérêt de saisissant des titres de créance ou effets saisis, et d'obliger le tiers saisi à les comprendre dans sa déclaration affirmative et à les représenter au tribunal qui peut suivant les circonstances, soit les attribuer a due concurrence au saisissant, soit en ordonner la vente ou le recouvrement, pour le prix être mis en distribution s'il y a lieu, entre les ayants droit ».

La saisie-arrêt produira donc ses effets, et aboutira le plus souvent à la vente des titres dans les conditions qui seront déterminées par le tribunal (1).

Cette vente, qui ne présente pas de difficultés quand on se trouve en présence de titres d'une société, en présente, au contraire, de très délicates si l'on a affaire à des rentes nominatives sur l'Etat (2).

1. Un jugement du tribunal civil de la Seine du 2 juillet 1898. (*Gaz. Trib.* 16 septembre 1898. *Rec. périod. de proc.* 1899, page 51) à même décidé qu'en spécifiant que les actions d'apport ne pouvaient être détachées de la souche et négociées que deux ans après la constitution définitive de la société, la loi du 1^{er} août 1893 n'a pas entendu frapper ces valeurs d'inaliénabilité ; qu'elle a voulu seulement, pendant un certain temps, prohiber l'agiotage qui résulte de la vente par voie commerciale, c'est-à-dire en banque ou en bourse. En conséquence, lorsque ces actions ont été frappées de saisie-arrêt entre les mains de la société, le juge peut en ordonner la vente par l'intermédiaire d'un notaire avec les obligations et les charges y afférentes.

2. La question se pose de la même façon pour les obligations foncières et les lettres de gage du Crédit foncier. (Josseau, t. I, n. 294).

Il est évident que la saisie-arrêt ne remplit pas son but, si le créancier ne peut obtenir un jugement d'attribution ou se faire payer sur le produit de la vente des titres saisis : car, il ne doit pas être possible à un créancier de frapper d'indisponibilité les titres de rente appartenant à son débiteur, si c'est là tout l'avantage qu'il doit en retirer. Le créancier qui ne peut procéder à la vente, et le débiteur qui ne peut tirer parti de son titre de rente ne pourront alors qu'arriver à une transaction aux termes de laquelle le créancier consentira à donner mainlevée de sa saisie-arrêt à la condition d'être payé d'une partie de sa créance ; et, c'est en réalité, à cette solution bâtarde qu'on aboutit aujourd'hui dans la pratique. Le tribunal a beau nommer un séquestre avec mission de vendre les titres en bourse par le ministère d'un agent de change ; la jurisprudence administrative s'est jusqu'ici refusé à l'exécution de ces décisions. Elle se fonde sur ce que l'arrêté du 27 prairial an 10, art. 15, exige pour le transfert, la signature du titulaire sur le titre à transférer ; cette signature doit être certifiée par un agent de change responsable et l'ordonnance du 14 avril 1819 contient une disposition analogue. En vertu de ces textes, le Conseil d'Etat a toujours maintenu que l'administration des finances devait refuser de procéder au profit de simples créanciers à aucun transfert de rentes, sans le concours du titulaire ou de son mandataire, alors même que ces créanciers auraient obtenu un jugement conforme à leurs prétentions (1). La nomination d'un séquestre est

1. Voy. en ce sens une lettre du ministre des finances du

donc absolument inefficace et si le Conseil d'Etat persiste dans sa jurisprudence, une réforme législative paraît absolument s'imposer.

On a cependant proposé un moyen qui permettrait d'arriver au transfert (2) ; c'est la mise en cause de l'Administration dans l'instance tendant à la vente au profit des créanciers des titres saisis-arrêtés. « Mise en cause, dit-on, l'Administration avait le moyen de se défendre, si elle considérait comme illégale l'intervention d'une autorité judiciaire : il lui suffisait d'élever le conflit. Si elle ne l'a pas fait, il ne lui reste plus qu'à s'incliner devant la décision qui la condamne. On a le droit de dire que le Conseil d'Etat consacre implicitement cette interprétation ; car, dans toutes les occasions où il a déclaré justifiée la résistance opposée par l'Administration à l'exécution de certaines décisions judiciaires, il s'est fondé sur ce fait que l'Administration n'avait pas figuré dans l'instance ; il en a conclu que ces jugements ne lui étaient pas opposables, réservant, par conséquent, le cas où il y aurait force de chose jugée vis-à-vis d'elle (3). Il faut donc souhaiter que désormais, la direction de la dette inscrite figure comme partie dans le débat ; à cette condition, on peut croire qu'elle se soumettra ou fera

20 novembre 1897, adressée à M. de Sal, sénateur, dans laquelle il déclare se conformer à l'exposé fait par son prédécesseur à la tribune de la Chambre des députés le 19 novembre 1895.

2. Charmont. Ex. de la jur. civile. *Rev. crit.* 1899, p. 77 et suiv.

3. Conseil d'Etat, 13 mars 1874, Sir. 76, 2, 59; Laferrière I, 462.

porter la question devant le Tribunal des conflits qui la tranchera.

Ce système peut paraître ingénieux au premier abord ; malheureusement, le saisissant ne peut obliger le Trésor qui, vis-à-vis de lui, est un tiers à figurer dans une instance engagée contre son débiteur qui seul est parti au débat ; l'Administration ne manquera pas de demander sa mise hors de cause, et les tribunaux seront bien obligés de faire droit à sa demande (1).

23. Nous avons déjà vu qu'en l'absence de toute disposition législative, c'est au tribunal lui-même de déterminer les formalités de la vente (2), et de dire si la vente doit avoir lieu par le ministère d'un notaire ou d'un agent de change (3).

1. Je relève dans un jugement du tribunal civil de la Seine (1^{re} Ch.) du 27 novembre 1896 (Loi 29 novembre 1896), le passage suivant :

« En ce qui concerne les conclusions du Trésor public tendant à sa mise hors de cause.

Attendu qu'aux termes des lois, décrets, et règlements relatifs à la dette publique, tout ce qui a trait à la tenue du Grand Livre, constitue une opération essentiellement administrative qui échappe au contrôle des tribunaux civils, lesquels ne sauraient adresser une injonction au Trésor public sans violer le principe de la séparation des pouvoirs. »

2. En ce sens Douai 23 mars 1855. (Sir. 55. 2. 639).

3. Civ. cass., 7 décembre 1853 (Sir. 1854. 1. 177. D. 54. 1. 128) ; — Buchère, opér. de Bourse, n^{os} 101 et suiv. ; Ruben de Couder. Dict. v. Agents de change, n. 127 et 128 ; — Cf. Paris 30 mai 1851. (D. 1852. 2. 92).

Voy. eg. sur la vente judiciaire des valeurs de Bourse : Bruxelles 8 janvier 1834 (D. Rép. v. Nantissement, n. 169 ; Sir. 34. 2. 283) ; Paris 13 janvier 1854 (D. 54. 2. 93. Sir. 54. 2. 209) ;

Le projet du nouveau Code de procédure détermine les formes à remplir dans le titre VIII du livre V.

Art. 1^{er} La vente des valeurs mobilières qui font l'objet d'une saisie-arrêt est ordonnée par le jugement qui valide la saisie ou par celui qui statue sur la déclaration du tiers saisi (1). La vente des valeurs mobilières qui font l'objet d'une saisie exécution est ordonnée par le président du tribunal, ou par le juge de paix, suivant

Décret du 7 octobre 1890 (art. 70 à 73) ; — sur la vente des valeurs au porteur données en gage au mont de piété, Loi 21 juillet 1891, art. 4 et 5 ; — sur la vente des titres donnés en gage à la Banque de France, l'ordonnance du 25 juin 1834, art. 5.

1. Il pourra se faire que la déclaration du tiers saisi ne soit pas contestée, et qu'il n'y ait pas lieu de statuer sur sa déclaration ; d'un autre côté, le tribunal ne pourra pas ordonner par le jugement qui statue sur la validité de la saisie-arrêt la vente de valeurs qu'il ne connaîtra pas toujours à cette époque. Il est donc possible, même dans le cas de titres saisis-arrêtés, que la demande tendant à l'aliénation, fasse l'objet d'une instance spéciale et distincte. Dans une espèce où la saisie-arrêt portait sur une créance à long terme, la Cour d'Orléans, par un arrêt du 6 mars 1847 (Pal. 47. 1. 508) a décidé que lorsque le saisissant avait fait déclarer sa saisie-arrêt bonne et valable, et s'était fait autoriser à toucher des mains du tiers saisi, il n'était plus recevable à poursuivre en justice la vente de cette créance. Il ne paraît pas nécessaire, contrairement à cet arrêt, que le créancier en assignant en validité de saisie-arrêt, ait conclu non à la délégation judiciaire, mais à la vente de la créance saisie-arrêtée ; quoi qu'il en soit, la question est tranchée par le projet du nouveau Code qui suppose que le jugement autorisant la vente peut être postérieur au jugement validant la saisie-arrêt. D'ailleurs un arrêt de la Cour de Paris du 24 juin 1851 a même décidé que la demande des créanciers à fin de vente, peut être formée par incident dans le cours de la distribution ouverte à la suite du jugement de validité, et sans préliminaire de conciliation.

leur compétence respective, sur la requête du saisissant.

Le jugement ou l'ordonnance désigne, suivant la nature des valeurs, l'officier public chargé de procéder à la vente soit à la Bourse, soit de toute autre manière.

Art. 2. Le juge qui autorise la vente à la Bourse peut désigner un officier public exerçant près une Bourse autre que celle existant dans l'arrondissement du tribunal. Il peut, s'il s'agit d'une valeur étrangère, ordonner que la vente aura lieu dans une Bourse étrangère et adresser à cet effet une commission rogatoire au juge étranger.

Art. 3. Si la vente n'a pas lieu à la Bourse, le jugement ou l'ordonnance commet pour y procéder un notaire qui peut être choisi hors de l'arrondissement. La même décision détermine les conditions de la vente et le mode de publicité, et fixe le jour de l'adjudication. Elle n'est de ce chef susceptible d'aucun recours. En cas d'appel sur le fond, l'arrêt fixe de nouveau s'il est nécessaire le jour de l'adjudication.

Art. 4. Les valeurs à vendre sont remises à l'officier public commis à cet effet, et sur son récépissé, par tout dépositaire ou détenteur, sur le vu du jugement ou de l'ordonnance. Le notaire dresse en minute procès-verbal de la remise, lequel contient : 1^o l'énonciation du jugement ou de l'ordonnance autorisant la vente ; 2^o les noms, professions et demeures des saisissants ; 3^o la désignation des valeurs mises en vente ; 4^o les conditions de l'adjudication ; 5^o la mise à prix ; 6^o les jour, lieu et heure de l'adjudication.

Art. 5. Quinze jours au moins avant celui fixé pour

l'adjudication, la vente est annoncée par des placards rédigés par le notaire et contenant sommairement les énonciations comprises en l'article précédent. Ces placards sont apposés à la porte du domicile du saisi, à la porte de la mairie ou au lieu destiné à recevoir dans la commune les affiches de l'autorité publique, à la porte du notaire, et en outre dans les autres lieux désignés, s'il y échet, par le jugement ou par l'ordonnance.

L'apposition à lieu par les soins et sous la responsabilité du notaire ; elle est attestée sans frais, au bas d'un exemplaire, par un certificat de l'afficheur ou par le maire.

Art. 6. Dans le même délai, un extrait contenant les mêmes indications est, si le juge l'a ordonné, inséré dans un ou plusieurs des journaux désignés pour recevoir les annonces judiciaires.

Les insertions sont constatées par un exemplaire du journal.

Art. 7. Les dispositions des articles 5 et 6 sont prescrites à peine de nullité.

Art. 8. La nullité peut être proposée par tout intéressé par un dire inscrit au procès-verbal huit jours au moins avant celui fixé pour l'adjudication, à peine de déchéance. Le notaire délivre un extrait de ce dire à la partie contestante et il est statué d'urgence en référé par le président ou par le juge de paix, suivant leur compétence.

L'ordonnance n'est susceptible d'aucun recours ; elle n'est ni lence ni signifiée, mais transmise en minute par le greffier au notaire qui l'annexe à son procès-verbal.

Les frais de la contestation et ceux occasionnés par le retard restent à la charge du contestant qui succombe (1).

Art. 9. L'adjudication a lieu aux enchères publiques et à l'extinction des feux. Si la mise à prix n'est pas couverte, le notaire peut l'abaisser pour être procédé sans désemparer à l'adjudication et même il peut remettre la vente pour causes graves qu'il doit énoncer en son procès-verbal.

Art. 10. Le notaire est responsable du prix. Faute par l'adjudicataire de payer comptant le prix et les frais, il est procédé séance tenante à la vente sur folle enchère. Le fol enchérisseur est tenu de la différence entre son prix et celui de la revente sur folle enchère sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il y a (2).

SECTION III. — De la cession judiciaire des créances.

24. § 1^{er}. — *Généralités.*

Ce n'est pas ordinairement de la vente judiciaire des créances qu'on entend parler par les mots « transport

1. Le juge du référé peut d'ailleurs statuer sur les dépens du référé dans le projet du nouveau code de procédure.

2. Cf. C. proc. civ. allemand art. 722. Les valeurs saisies sont vendues par l'huissier de gré à gré, au cours du jour, lorsqu'elles sont cotées en bourse ou ont un prix marchand; sinon, elles sont vendues aux enchères, conformément aux règles générales.

Art. 723. S'il s'agit d'une valeur nominative, l'huissier peut

judiciaire des créances » Le plus souvent, on indique par là l'attribution qui est faite par justice à un créancier de la créance même de son débiteur, en paiement ou jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû.

L'exécution porte-t-elle sur des immeubles, ou sur des meubles corporels ou incorporels autres que des créances de sommes d'argent, il sera nécessaire, pour que le créancier obtienne complète satisfaction, pour qu'il soit payé, de transformer tout d'abord en demers comptants les biens saisis. On ne saurait imposer au créancier une dation en paiement qui peut être contraire à ses intérêts, en l'obligeant à recevoir une chose dont il n'a nul besoin ; on ne saurait également y contraindre le débiteur qui a le droit de voir l'élément de son patrimoine contre lequel l'exécution est dirigé porté à sa plus haute valeur par les enchères. Il n'y a d'exception à ce principe que pour le créancier gagiste qui peut demander que l'objet qui lui a été donné à titre de gage soit laissé entre ses mains par une dation en paiement dans des conditions que je n'ai pas à indiquer ici (art. 2078 C. civ.).

Il faut donc faire vendre ; et comme notre Code n'admet plus le privilège du premier saisissant, c'est seulement le versement des deniers entre les mains du poursuivant qui le mettra à l'abri du concours des autres créanciers. Cependant, même dans ce cas, et avant tout paiement, on a voulu reconnaître au saisissant et aux créanciers dont les oppositions sont antérieures à la vente

être autorisé par le tribunal d'exécution à faire opérer la mutation au nom de l'acheteur et à faire à cet effet à la place du débiteur, toutes déclarations nécessaires.

un droit exclusif sur le prix à en provenir. Aux termes de l'article 622 du Code de procédure civile « lorsque la valeur des effets saisis excédera le montant des causes de la saisie et des oppositions, il ne sera procédé qu'à la vente des objets suffisants à fournir la somme nécessaire pour le paiement des créances et des frais ». On a dit que cette disposition impliquait attribution de cette somme au saisissant et aux créanciers qui s'étaient régulièrement fait connaître au moment de la vente (1). Lorsque la vente est terminée, dit-on à l'appui de ce système, aucune opposition ne peut plus être admise, puisque, autrement, le saisissant qui a arrêté la vente, ayant de justes motifs de croire que le prix des seuls objets vendus serait suffisant pour le désintéresser, se verrait frustré d'une part de sa créance, bien qu'aucune faute ni négligence ne puisse lui être reproché. C'est aux autres créanciers de s'imputer de ne pas s'être fait connaître plus tôt, car s'ils l'avaient fait, la vente eût été continuée, et elle aurait peut être produit de quoi satisfaire tous les créanciers (2). Cette doctrine ne doit pas

1. En ce sens Alger, 4 mai 1878 (D. 79, 2. 89. Sir. 78, 2. 139).

2. La Cour d'Alger (arrêt précité) tire encore argument *a fortiori* de l'effet attributif du jugement de validité de saisie-arrêt « L'attribution, conséquence de la saisie-arrêt, se comprend mieux encore à l'égard de la saisie-exécution pratiquée en vertu d'un titre exécutoire et sur le débiteur directement ». — On verra que rien n'est plus contestable que le transport judiciaire que la jurisprudence fait résulter du jugement de validité de saisie-arrêt ; mais il n'y a même pas identité de situation ; l'attribution, en matière de saisie-exécution, ne peut être judiciaire, puisqu'elle ne résulte pas d'un jugement ; elle serait donc légale ;

être admise, ses partisans édictent en réalité une conclusion au préjudice de certains créanciers en dehors de tout texte de loi (1). Il faut toutefois reconnaître que la solution contraire est plus équitable et qu'il y aurait lieu de la consacrer législativement ; c'est ce que fait d'ailleurs le projet du nouveau Code de procédure (2).

il faudrait donc un texte qui l'établisse, et ce n'est certainement pas l'art. 622.

1. En ce sens Liège, 14 avril 1823. P. chr. — Voy. aussi Cass. 11 novembre 1863 (D. 63. 1. 473). La Cour de Cassation n'a pas eu à se prononcer directement sur la question. Dans l'espèce qui lui était soumise, des bordereaux à toucher des adjudicataires avaient été délivrés au saisi et au saisissant par l'officier public chargé de la vente, qui en avait reçu décharge définitive et sans réserve. La Cour a estimé que cette délivrance ainsi faite équivalait à un paiement, ce qui rendait impossible toute opposition ultérieure.

2. Une situation qui n'est pas sans analogie avec celle étudiée au texte, mais qui a l'avantage d'être consacrée par le Code, dérive de l'art. 687 du Code de procédure civile. Aux termes de l'art. 686 « la partie saisie ne peut, à compter du jour de la transcription de la saisie, aliéner les immeubles saisis à peine de nullité et sans qu'il soit besoin de la faire prononcer ». Cette prescription est générale et peut être invoquée par les créanciers chirographaires saisissants comme par les créanciers hypothécaires ; mais elle cesse de s'appliquer lorsque l'acquéreur aura consigné les sommes dues au poursuivant et aux créanciers inscrits. La loi établit ainsi une attribution de deniers au profit seulement de certains créanciers ; on ne saurait dire cependant qu'il y a attribution du prix ; car la somme consignée par l'acquéreur n'est pas un prix de vente, mais le prix de la renonciation à la saisie ; ce qui peut expliquer qu'elle n'appartient qu'aux créanciers qui y ont renoncé et sans le consentement desquels elle ne peut être rayée.

25 L'exécution porte-t-elle sur une créance de somme d'argent, au contraire, à quoi bon la faire vendre ? La transformation en deniers qui était nécessaire tout à l'heure est ici toute faite. Les tribunaux, sauf les cas exceptionnels que nous avons examinés précédemment, autoriseront le créancier, en validant sa saisie-arrêt, à toucher directement ce qui lui est dû par le débiteur de son propre débiteur. Ceci n'a rien que très naturel ; mais ce n'est pas tout. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent d'après une jurisprudence depuis longtemps fixée. Ce que la justice donne au créancier saisissant, ce n'est pas seulement le droit de se faire payer par le tiers saisi, ce qui rendrait possibles toutes autres oppositions qui seraient faites avant le paiement définitif ; — elle lui transporte, elle lui attribue la créance de son débiteur jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû. Le jugement de validité de saisie-arrêt, dès qu'il est passé en force de chose jugée, confère au saisissant un droit exclusif sur les sommes saisies, lesquelles ne peuvent plus désormais lui être disputées par les autres créanciers qui n'ont pas encore fait valoir leurs droits à cette époque. Il s'opère ici une espèce de dation en paiement ayant pour effet de faire sortir la créance saisie du patrimoine du débiteur, de telle sorte qu'elle cesse d'être le gage commun de tous les créanciers. On se trouve en présence d'un transport judiciaire.

26. Ce droit privatif qu'acquière le créancier saisissant ne résulte que du jugement de validité *passé en force de chose jugée*. Jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, tous les créan-

ciers peuvent également former des saisies-arrêts et venir en concours avec lui. Aussi décide-t-on que le tiers saisi ne peut faire aucun paiement au saisi, ni celui-ci céder l'excédent de sa créance sur les causes de la première saisie-arrêt (1). On conçoit de suite qu'il puisse résulter de cette situation un grave préjudice pour le saisi qui pourra ainsi se trouver privé de ressources qui lui sont peut être nécessaires, et cela, à raison d'une saisie arrêt pratiquée pour une créance minime ou des plus contestables.

Il ne recouvrera le droit de toucher l'excédent de sa créance sur les causes de la saisie que lorsque le transport judiciaire sera consommé ; dès lors, en effet la saisie-arrêt disparaîtra pour faire place au transport. Le surplus des sommes qui n'y sont pas comprises redeviendra disponible et le saisi pourra en réclamer le paiement.

Malheureusement, ce moment peut être bien éloigné ; et l'on s'est demandé s'il n'y aurait pas moyen de l'avancer en faisant dès maintenant au saisissant un transport conditionnel subordonné à la reconnaissance ultérieure de ses droits. Comme tout à l'heure, la saisie-arrêt tomberait pour faire place à un transport, et l'excédent des sommes transportées redeviendrait libre pour le saisi.

Pour arriver à ce but la partie saisie cite d'ordinaire le saisissant et le tiers saisi en référé, et demande à être autorisé à toucher le montant de la somme formant la

1. Ce paiement ou cette cession ne pourrait pas tout au moins être opposable aux saisissants antérieurs

différence entre celle qui lui est réclamée, et celle qui lui est due, à la condition de laisser entre les mains du tiers saisi une somme suffisante pour garantir les causes de l'opposition.

La somme ainsi retenue est affectée au paiement du saisissant pour le cas où la créance de celui-ci serait judiciairement reconnue plus tard.

On voit d'ordinaire dans ce mode de procéder un transport conditionnel. Il n'aura rien de judiciaire, si les parties sont d'accord et que le juge de référés ne fait que constater leur accord, en se bornant à recevoir un contrat judiciaire. Mais peut-il aller plus loin et imposer ce transport au saisissant ? Certaines décisions ont été jusque-là et ont autorisé le saisi à toucher l'excédent des causes de la saisie moyennant l'affectation spéciale d'une certaine somme à la créance du saisissant et malgré son refus. Si cette opération constitue un transport, c'est bien alors un transport judiciaire de créances.

27. De ces deux cas de transport judiciaire des créances, le premier est de beaucoup le plus important et le moins discuté. Nous aurons à examiner plus tard les raisons spéciales à l'aide desquelles on a essayé de le justifier ; mais en réalité, on n'y a pas réussi et l'on ne pouvait y réussir. Il ne saurait y avoir à proprement parler de transport judiciaire des créances.

Sans doute les tribunaux auront souvent à intervenir dans les procédures de saisie ; ils pourront avoir à fournir au créancier le titre exécutoire qui lui manque et qui lui est nécessaire pour arriver à la réalisation des biens

de son débiteur ; ils seront appelés à valider des saisies qui ne peuvent être autrement menées à fin, à juger les incidents soulevés par le saisi ou par les tiers ; ils devront, en un mot, assurer au créancier le paiement forcé de ce qui lui est légitimement dû.

Mais leur mission ne va pas plus loin, il ne sauraient détruire l'égalité qui doit exister entre créanciers, en conférant l'un deux un véritable privilège, fût-il dissimulé sous le vocable de transport judiciaire.

Il faut cependant s'entendre ; cette égalité entre créanciers existe bien en droit et se trouve expressément consacrée par l'article 2.093 du Code civil ; mais en fait, et bien souvent, elle ne sera qu'un mot.

Mon débiteur aura beau être au-dessous de ses affaires ; cela ne m'ôtera pas le droit de me faire payer au détriment des autres créanciers.

Il n'y a là qu'une application des maximes : *jura vigilantibus succurrunt, dormientibus desunt ; in pari causâ, melior est causa possidentis*. C'est la solution consacrée formellement par l'art. 808 § 2 du Code civil « S'il n'y a pas de créanciers opposants, il (l'héritier bénéficiaire) paie les créanciers et légataires à mesure qu'ils se présentent ». L'art. 809 § 1 réserve bien un recours aux créanciers de la succession non payés contre les légataires, en vertu de l'adage : *nemo liberalis nisi liberatus*, mais non contre les autres créanciers qui n'ont fait que recevoir leur dû (1).

1. On peut regretter que le législateur n'ait pas imposé à l'héritier bénéficiaire ou aux liquidateurs d'une société civile en déconfiture l'obligation de faire une certaine publicité destinée

Aussi certains auteurs ne parlent-ils pas de transport judiciaire, mais de paiement judiciaire ; le débiteur, refusant de payer, la justice paie pour lui, et ce paiement est, comme tous les paiements, opposable aux autres créanciers. Mais, en réalité, on joue ici sur les mots. Tous les paiements, quand ils sont la conséquence d'une saisie menée à sa fin, sont des paiements judiciaires, en ce sens que la justice a dû intervenir soit par elle-même, soit par les officiers qu'elle a sous ses ordres, pour donner au créancier la satisfaction à laquelle il a légitimement droit. Plus spécialement, quand la saisie porte sur une créance, le paiement sera toujours judiciaire puisqu'il ne sera que l'exécution d'une décision de justice. Mais encore faut-il qu'il ait été effectué ; l'on ne saurait dire qu'il y a paiement, tant que le créancier n'a rien touché.

Alors, on dira probablement qu'il y a dation en paie-

à mettre les créanciers en demeure de se présenter et fixé un délai avant lequel aucun paiement ne pourrait être valablement fait. Les tribunaux le font cependant quelquefois (Seine (1^{re} Ch.), 26 déc. 1895, Loi, 18 janvier 1896 ; Trib. com. St-Etienne, 3 juin 1897, Droit, 30 sept. 1897) ; mais les règles qu'ils édictent manquent forcément d'une base juridique.

Le débiteur, ne fut-il pas *in bonis*, ne pourra se soustraire au paiement ; celui-ci n'aura donc jamais rien de frauduleux et ne sera pas susceptible d'être attaqué directement par l'action paulienne ; ou ne pourra le faire tomber qu'en faisant annuler l'obligation elle-même éteinte par ce paiement. Il n'en est autrement qu'en cas de faillite, où le paiement fait pendant la période suspecte peut être annulé si le créancier qui l'a reçu a eu connaissance de la cessation des paiements (art. 447 C. com.).

ment ; mais cette opération s'analyse d'ordinaire en une cession dont le prix vient se compenser avec la dette primitive ; on revient ainsi par une voie détournée au transport judiciaire. Malheureusement, nous avons vu que la dation en paiement n'était pas autorisée lorsque la saisie porte sur des objets corporels ; et aucun texte ne nous permet de dire qu'il en soit autrement lorsqu'elle porte sur une créance.

28. Reste donc à nous demander si l'égalité des droits des créanciers, ou tout au moins l'égalité de fait qui devrait exister entre eux, ne peut pas être détruite antérieurement à ce paiement ; or, il n'est pas douteux que cela puisse se produire, et il faut bien qu'il en soit ainsi. Quand les biens d'un débiteur sont insuffisants pour désintéresser tous les créanciers, il y aura lieu d'en répartir le prix entre eux au prorata de ce qui leur est respectivement dû. Tous seront appelés à faire valoir leurs droits ; mais il est évident qu'ils n'auront pas pour le faire jusqu'au jour où les paiements seront effectués ; il arriverait alors que la répartition une fois établie entre les créanciers qui se sont fait connaître, un autre se présenterait ; et tout serait à recommencer.

La loi a donc dû fixer un moment où le créancier diligent n'aurait plus à subir le concours des créanciers retardataires, où il aurait un droit acquis à l'exclusion de tous autres qui seront désormais forclos. — C'est ce qui se passe dans les procédures d'ordre et de contribution. Mais cette forclusion des uns, ce droit acquis des autres, ne résulte que d'un texte. Le juge ne fait que

prononcer la forclusion, il ne la crée pas ; et c'est ce qu'il ferait, si l'on admettait la cession judiciaire des créances ; ce serait dire que les créanciers qui ont fait valoir leurs droits dans certaines conditions vont se créer une situation privilégiée, et cela, sans qu'aucun texte ne prononce de forclusion, sans qu'aucune mesure de publicité soit prise pour prévenir tous les créanciers du débiteur commun du danger qu'il courent ; ce serait permettre au juge de prononcer une forclusion en dehors de toute procédure de répartition ; cela semble impossible. Il ne faut donc pas s'étonner si la jurisprudence a restreint sa théorie si hasardée du transport judiciaire, en ne le faisant résulter pour ainsi dire uniquement que du jugement de validité de saisie-arrêt passé en force de chose jugée.

§ 2. — *De l'exercice des droits et actions du débiteur en tant qu'ils portent sur des créances de sommes d'argent.*

29. On pourrait cependant être tenté de voir dans l'effet attributif du jugement de validité de saisie-arrêt une application d'une théorie plus générale, du droit exclusif qui résulterait pour le créancier de l'exercice des droits et actions de son débiteur permise par l'art. 1166 C. civil, quelles que soient les formes employées et la procédure suivie, pourvu tout au moins que l'action

ainsi exercée tende au paiement d'une somme d'argent.

Tout le monde est à peu près d'accord aujourd'hui pour considérer la disposition de l'art. 1166 comme une conséquence du droit de gage général conféré aux créanciers par l'art. 2.092 du Code civil. Le Code de procédure qui a organisé les différentes saisies, ne l'a pas fait pour les droits et actions ; et l'on ne saurait, en l'absence d'un texte, leur appliquer les règles qui doivent être suivies dans la saisie des biens auxquelles correspondent ces droits et actions. Que l'on suppose, par exemple, qu'un immeuble appartenant à mon débiteur soit détenu par un possesseur sans titre ou muni d'un titre émané à *non domino*, comment vais-je arriver à la réalisation de cet élément du patrimoine de mon débiteur ? On conçoit que je puisse diriger l'expropriation contre le véritable propriétaire en passant par dessus la tête du possesseur ; mais alors si la saisie vient à se consommer sans aucune protestation du possesseur, l'adjudicataire se verra obligé d'introduire contre lui une demande en revendication ; dans ces conditions il ne donnera pas un bien grand prix de l'immeuble, et une saisie ainsi faite serait ruineuse pour le débiteur sans procurer grand avantage aux créanciers. La saisie de l'action immobilière elle-même conduirait à un résultat analogue : il n'est même pas sûr d'ailleurs que toutes les formalités prescrites par le Code pourraient alors être remplies. Comment, par exemple, fournirait-on toutes les indications de l'art. 675 Code proc. civ., destinées à individualiser l'immeuble ? Dans

un cas comme dans l'autre, la saisie devra être considérée comme frustratoire 1).

Le créancier qui voudra la pratiquer devra agir autrement, en usant de la faculté qui est mise à sa disposition par l'art. 1166 ; et l'exercice des droits et actions du débiteur apparaît alors comme le préliminaire normal et forcé de l'exécution, qui se poursuivra dans les conditions ordinaires dès que le bien qu'on veut saisir se trouvera fixé d'une façon certaine et définitive dans le patrimoine du débiteur (2).

On en conclut généralement que le créancier doit avoir une créance exigible et un intérêt sérieux et légitime. On a dit également pour la même raison que le créancier pour agir devait être muni d'un titre exécutoire (Labbé) ; mais cette condition est repoussée par tous les autres auteurs, et avec raison : le créancier n'accomplit pas encore un acte d'exécution, mais seulement un acte destiné à préparer et à faciliter l'exécution ; or c'est pour l'exécution seulement que la loi exige un titre exécutoire ; cela est si vrai qu'un titre de cette nature n'est même pas exigé au début de toutes les procédures de saisies.

Il est encore certain que le créancier ne peut intenter l'action de son débiteur que si celui-ci néglige ou refuse de le faire ; lorsque le débiteur agit lui-même, le créancier obtient pour le moment toute satisfaction. Sa prétention se comprendrait d'autant moins qu'elle ne se

1. Orléans, 27 janvier 1842 (Sir. 42. 2. 304) ; Req.-rej. 14 avril 1847 (Sir. 47. 1. 341) ; Caen, 29 juin 1870 (Sir. 71. 2. 29).

2. Lyon, 21 mai 1885. (Pand. franc., 1886. 2. 362).

justifierait par aucun intérêt : la saisie ne confère plus dans notre droit aucun privilège au premier saisissant ; à plus forte raison en est-il de même de l'exercice des droits et actions du débiteur qui n'est pas encore la saisie. Aussi la jurisprudence exige-t-elle que le débiteur soit mis en demeure d'agir, ou tout au moins soit mis en cause (1).

30. Toutes ces conditions n'ont d'ailleurs rien à voir avec la question de savoir si le créancier qui exerce l'action au lieu et place de son débiteur peut arriver à acquérir sur le produit de cette action un droit privatif au préjudice des autres créanciers : il en est une autre, au contraire, de l'accomplissement ou du non accomplissement de laquelle, on n'est pas bien fixé, on a voulu faire découler ce prétendu droit privatif : je veux parler de la subrogation judiciaire que le créancier, d'après un grand nombre d'auteurs, devait se faire consentir, pour pouvoir exercer le droit de son débiteur.

Le créancier peut-il agir de plano contre le tiers ? ou ne doit-il pas au contraire se faire autoriser par justice préalablement ou concurremment à l'action qu'il veut intenter contre le tiers ? En d'autres termes, et pour employer le langage consacré en la matière, est-il subrogé légalement ou doit-il se faire subroger judiciairement dans l'action qu'il se propose d'exercer ?

1. Si le créancier n'a aucun intérêt à suivre sur sa demande, son avoué au contraire, en a beaucoup, surtout dans les demandes en licitation et partage afin de s'assurer la poursuite de la vente, ce qui explique les nombreux arrêts rendus dans cette hypothèse.

Il règne à ce sujet une confusion dans les idées d'autant plus grande que l'on n'est pas d'accord sur la qualité en laquelle procède le créancier demandeur. Les uns, en très petit nombre, il est vrai aujourd'hui, le considèrent comme le mandataire du débiteur et de ses autres créanciers. Si l'on dit alors que le créancier est légalement subrogé ou doit se faire judiciairement subroger, c'est dire qu'il agit comme mandataire légal ou judiciaire du débiteur. Dans tous les cas il est bien certain, avec cette théorie, que le bénéfice de l'action n'appartiendra jamais exclusivement au demandeur ; il profitera à tous les créanciers de même que si le débiteur avait agi personnellement. Cela est certain, si l'on admet la subrogation légale ; cela est également vrai, si l'on exige la subrogation judiciaire, et qu'elle ait été accordée ; mais il en sera même ainsi, si le créancier a agi sans se faire préalablement subroger judiciairement dans l'action de son débiteur ; sans doute, alors, celui-ci n'aura pas été valablement représenté et il pourra faire tierce opposition au jugement qui lui fait grief, mais le bénéfice de l'action n'en appartiendra pas moins à tous les créanciers, parce que le créancier qui a agi n'a pu le faire que comme représentant son débiteur.

31. Les autres voient avec plus de raison, je crois, dans l'exercice des droits du débiteur par ses créanciers le préalable nécessaire d'un acte d'exécution ; le créancier agit alors en vertu d'un droit propre, en vertu du droit de gage qu'il a sur tous les éléments saisissables du patrimoine du débiteur ; il ne saurait plus alors être ques-

tion de représentation du débiteur ; et la subrogation judiciaire, si elle est nécessaire, ne peut s'entendre que d'une autorisation de justice.

Mais pourquoi cette intervention de justice ? Est-ce parce qu'elle est exigée par le Code ? Non, le Code ne dit rien de semblable et ne subordonne à aucune condition l'exercice par le créancier des actions du débiteur. Les partisans de la subrogation judiciaire le reconnaissent d'ailleurs eux-mêmes ; il concèdent que le créancier pourra agir *de plano* ; mais alors, disent-ils « il est bien entendu que l'action introduite ne paralysera pas la faculté de disposer dont jouit le débiteur, de sorte que si, même après l'introduction de la demande, celui-ci avait fait avec le défendeur ou avec un tiers, une convention quelconque, au sujet du droit formant l'objet de l'action du créancier, cette convention serait opposable à ce dernier, sauf à lui à l'attaquer par la voie de l'action paulicure » (1). C'est à cet inconvénient que remédie la subrogation judiciaire ; elle enlève au tiers la faculté de se libérer entre les mains du débiteur, et à ce dernier, le pouvoir de disposer des droits et actions formant l'objet de la subrogation.

Rien ne me paraît moins démontré que cet effet de la subrogation judiciaire. La saisie-elle-même, n'exproprie pas le débiteur, et l'on décide généralement que le saisi peut faire tous les actes qui ne lui sont pas défendus formellement par la loi. Il semble bien que l'exercice des droits du débiteur, qui n'est que le préliminaire d'un acte d'exé-

1. Aubry et Rau, t. IV, p. 119.

cution ne saurait donner au créancier qui les exerce plus de droits que la saisie. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait tout au moins admettre que par le fait même de cette subrogation judiciaire, le débiteur a perdu le droit d'agir lui-même, et, par conséquent, le droit de transiger et de se désister de l'action. Comment pourrait-on concilier cette opinion avec la doctrine générale d'après laquelle le créancier ne peut exercer l'action de son débiteur qu'en cas de refus ou de négligence de la part de ce dernier ?

32. La jurisprudence est en ce sens ; elle se contente d'exiger la mise en cause du débiteur afin que le jugement rendu ait l'autorité de la chose jugée à son égard. Le jugement pourra alors être invoqué par tous les créanciers, comme il pourra leur être opposé ; le bénéfice de l'action sera commun à tous.

Mais qu'arriverait-il si le débiteur n'était pas mise en cause ? En pratique, cela se présentera rarement, et le débiteur sera presque toujours mis en cause, soit à la requête du créancier demandeur, soit à la requête du tiers contre qui l'action est exercée. Cependant, il peut se faire qu'il ne soit pas : le jugement alors ne sera pas opposable au débiteur, puisque le créancier agissait en son nom personnel et ne le représentait pas. Il pourra donc l'attaquer par la voie de la tierce-opposition ; mais est-ce à dire qu'il ne pourra s'en prévaloir et ses créanciers avec lui ? Le bénéfice de l'action va-t-il appartenir exclusivement au créancier demandeur ? Certains auteurs l'ont soutenu. Je crois pour ma part cette solution abso-

lument erronée. Le créancier agissait en son nom personnel, il ne représentait pas le débiteur, c'est entendu ; mais l'action qu'il exerçait était celle de son débiteur ; le but de cette action était de faire rentrer dans le patrimoine du débiteur un bien déterminé, comme aurait pu et dû le faire le débiteur lui-même. Le résultat obtenu ne saurait être différent du but recherché (Laurent). Comprendrait-on d'ailleurs que l'exercice de cette action lui donnât à l'égard des autres créanciers des droits que ne lui donnerait pas la saisie elle-même, vers laquelle elle n'est et ne doit être qu'un acheminement ?

33. Cependant, a-t-on dit, la règle que nous venons de poser n'est vraie que quand il s'agit d'une action autre que celle qui a pour objet le paiement d'une somme d'argent. Si un créancier intente, par exemple, du chef de son débiteur une action en résolution, sa poursuite n'aura d'autre résultat que de grossir le patrimoine du débiteur d'un bien sur lequel tous les créanciers indistinctement pourront exercer leur droit de gage.

Mais la situation n'est plus la même, quand l'action exercée par un créancier tend au paiement d'une somme d'argent. L'objet de la créance du créancier est le même que l'objet de la créance du débiteur, le jugement qui ordonnera au débiteur de payer aux mains du créancier vaudra à son profit transport de la somme due ; celle-ci cessera de figurer dans le patrimoine du débiteur.

« De là résulte, dit M. Bœuf (1) que si parmi tous les

1. Thèse de doctorat. Paris, 1898.

créanciers d'un débiteur, quelques uns seulement usent de la ressource que l'art. 1166 ouvre à tous et qu'on admette qu'ils ne sont ni dans l'obligation ni de se faire subroger judiciairement ni même de mettre en cause le débiteur (auxquels cas le jugement serait commun à tous les créanciers) ils acquerront un droit exclusif sur la créance de leur débiteur, du jour où ils auront obtenu un jugement de condamnation, dont les effets seront indentiques à ceux d'un jugement de validité en matière de saisie-arrêt » (1).

Si l'on admet le transport, il faut l'admettre sans hésitation dans le cas de subrogation judiciaire; c'est ce que faisait Proud'hon qui voyant dans la saisie-arrêt à la fois une application de l'art. 1166 et la consécration de sa théorie de la subrogation judiciaire, cherchait à expliquer justement pourquoi la subrogation judiciaire opérait alors le transport des créances de sommes d'argent contrairement à ce qui se passerait dans le cas où la subrogation judiciaire ne porterait que sur d'autres droits mobiliers ou immobiliers (2). « A la vérité, dit-il, quand il ne s'agit que d'une saisie-arrêt, faite entre les mains d'un débiteur de deniers, si, sur leur demande en validité de saisie, il est intervenu jugement qui ait ordonné au tiers saisi de vider ses mains dans celles du saisissant, ou, en d'autres termes, de payer au saisissant, ce qu'il doit au tiers saisi, avec défense de payer à d'autres, tout est consommé; et le saisissant, qui a obtenu cette adju-

1. Dans le même sens Demolombe, t. XXV, n. 132 et 133; Garsonnet. *Traité de proc.*, t. I, § 120, note 22.

2. Proud'hon. *Traité des droits d'usufruit*, n. 2270.

dication, se trouve lui-même créancier du tiers, au lieu et place du débiteur saisi, puisque la créance de celui-ci lui a été adjugée en toute propriété jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû et dès lors nul autre ne peut être recevable à former opposition au paiement, pour venir en concurrence et par contribution avec lui.

Mais si cette adjudication peut avoir lieu quand la saisie porte sur une créance pécuniaire, c'est qu'alors on ne trouve en cela qu'une somme d'argent adjugée en paiement d'une autre somme ; d'où l'on doit tirer la conséquence que la même adjudication ne pourrait avoir lieu si la saisie avait pour objet ou des meubles, ou des immeubles, ou quelques droits immobiliers, parce que le juge ne pourrait pas les adjuger en paiement au créancier saisissant ; qu'il devrait seulement en ordonner la vente sur le débiteur saisi, cas auquel tout autre créancier du même débiteur serait recevable à intervenir et former son opposition pour venir au partage du prix, tant que la distribution n'en aurait pas été faite ».

34. Il semble donc qu'il suffise de trouver des cas où les formes de la saisie-arrêt ne pourront s'appliquer, où le créancier ne pourra avoir recours qu'à l'exercice pur et simple des droits de son débiteur, pour rencontrer de nouveaux cas de transport judiciaire. On a même été plus loin, et l'on a dit qu'il suffisait que le créancier ait un intérêt quelconque d'écarter les règles du Code de procédure pour qu'il pût s'en tenir uniquement à l'application de l'art. 1166, tout en se réservant les mêmes avantages.

Voici, par exemple, un cas où d'après M. Bœuf le créancier pourrait ne pas user de la saisie-arrêt. « La procédure de la saisie-arrêt, dit-il, devra être employée quand la créance du débiteur contre son propre débiteur ne sera pas sujette à contestation. Mais, dans le cas contraire, la procédure de la saisie-arrêt se trouvera singulièrement compliquée. Si en effet, le tiers saisi assigné en déclaration affirmative fait une déclaration négative, c'est-à-dire conteste en totalité ou en partie l'existence de sa dette, une nouvelle instance s'engagera, et, sur la demande de ce tiers saisi, les créanciers devront, conformément à l'article 5870 du Code de procédure civile, le suivre devant ses juges naturels, tels qu'ils sont déterminés d'après les règles du droit commun.

Aussi, en pareille occurrence, il est un *second* procédé mis à la disposition des créanciers et qui sera préférable à la procédure de la saisie-arrêt, par cela même qu'il évite cette double instance devant deux tribunaux différents, celui du débiteur et celui du tiers ; mettant à profit l'art. 1166 du Code civil, invoquant les droits de leur débiteur, les créanciers agiront contre le tiers et le feront condamner à leur profit ».

On conçoit très bien que Proud'hon n'ait passoupçonné cette utilité de l'art. 1166 C. civil ; c'est que, d'après lui, l'exercice même pur et simple, des droits et actions du débiteur ne devait pas empêcher cette dualité de juridictions, la subrogation judiciaire devant être demandée au tribunal du débiteur et l'action intentée devant celui du tiers.

Il est inadmissible que le créancier puisse ainsi se soustraire aux formalités de la saisie-arrêt et arriver plus vite

et plus facilement au même résultat. Aussi la jurisprudence n'a-t-elle jamais fait produire au jugement rendu par application de l'art. 1166 l'effet attributif du jugement de validité de saisie-arrêt. La Cour de Cassation, appelée à se prononcer sur la question, repoussa cette théorie par deux arrêts du même jour (18 juillet 1838). (1).

M. Bœuf explique ces décisions qui paraissent contraire à sa théorie par une autre raison ; c'est que la jurisprudence n'aurait pas encore reconnu à cette époque le transport judiciaire résultant du jugement de validité de saisie-arrêt ; ceci est inexact ; dès 1822, la Cour de Cassation avait formellement consacré le principe du transport judiciaire.

Si la jurisprudence fait produire au jugement de validité un effet attributif qu'elle se refuse à accorder au jugement rendu en vertu de l'art. 1166, il ne faut pas s'en étonner. C'est qu'en réalité, malgré l'opinion de Proud'hon, la saisie-arrêt n'est pas l'application aux créances de sommes d'argent du droit conféré aux créanciers par l'article 1166. Ils ont chacun leur sphère propre : l'art. 1166 ne doit pas produire des effets diffé-

1. Cass., 18 juillet. 1838. (D. *Rép.* v^o Org. des colonies n. 921 ; D. 38. 1. 330 ; Sir. 38. 1. 603). A vrai dire, ces arrêts ne prouvent peut-être pas grand chose contre le droit exclusif qu'on voudrait accorder au créancier agissant en vertu de l'art. 1166. Il y avait ici deux raisons spéciales pour le repousser : 1^o des oppositions avaient été faites par d'autres créanciers antérieurement au jour où aurait pu se produire ce droit exclusif ; 2^o ce n'est pas l'autorité judiciaire qui avait statué, mais une commission spéciale.

rents, suivant qu'on veut en faire l'application aux créances du débiteur ou à d'autres droits.

Quand un créancier veut faire saisir un immeuble de son débiteur, il devra le faire rentrer dans le patrimoine de celui-ci, exercer par exemple, l'action en réméré, avant d'user des moyens d'exécution mis à sa disposition par la loi.

Cet exercice préalable des droits et actions du débiteur peut être nécessaire également lorsque le droit du débiteur consiste en une créance de somme d'argent. La saisie-arrêt aura pour effet de contraindre le tiers saisi à faire une déclaration affirmative; mais, cette déclaration, il faut que le créancier le mette en état de la faire, en faisant d'abord déterminer le montant de l'obligation dont il peut être tenu envers son débiteur. Cette détermination sera l'œuvre de l'art 1166 qui se cumulera ainsi avec la saisie-arrêt (1).

35. Si l'on avait toujours fait le départ des cas d'application de l'art. 1166 et de la saisie-arrêt, il serait facile de résoudre une question qui divise la jurisprudence et les auteurs et que l'on pose ordinairement de la façon suivante : un créancier peut-il former une saisie-arrêt sur le débiteur de son débiteur? Non, dit-on, généralement, car, il est de principe qu'il n'y a qu'un créancier personnel qui puisse saisir, et qu'un débiteur personnel qui puisse être saisi; la loi autorise bien le créancier à saisir sur son propre débiteur, mais non à suivre son

1. Lyon, 28 janvier 1897. *Monit. Jud. Lyon*, 6 juill. 1897.

exécution contre un tiers saisi, qui ne serait pas le débiteur de son débiteur, mais une personne débitrice du débiteur de son débiteur (1).

Il me paraît qu'on ne se rend pas très bien compte de l'opération : le créancier ne saisit pas personnellement lorsqu'il forme ainsi une saisie-arrêt sur le débiteur de son débiteur. Il n'agit pas comme saisissant : il use simplement du droit qui lui est conféré par l'art. 1166. Sans doute, cet exercice se fait ici au moyen d'une saisie-arrêt ; mais il n'y a là rien d'extraordinaire : le droit de former une saisie-arrêt, n'est pas, que je sache, un droit attaché à la personne du débiteur. Mais il faut bien remarquer que cette saisie-arrêt n'implique pas que le créancier fasse lui-même une saisie-arrêt sur son propre débiteur ; ce qu'il pourrait saisir, c'est le droit qui résultera pour son débiteur de la première saisie-arrêt ; rien ne l'en empêche puisqu'on peut saisir-arrêter des créances éventuelles et même se les faire attribuer. Mais alors cette saisie-arrêt ne pourra être faite concurremment avec l'autre que si mon débiteur et le sien ont le même domicile, la saisie-arrêt devant être portée forcément devant le tribunal du saisi.

36. Il résulte également de tout ce que nous venons de dire que l'on ne saurait défendre à un créancier de former une saisie-arrêt sous prétexte qu'il use de la faculté mise à sa disposition par l'art. 1166 (2). Il y en a deux raisons : 1^o il n'est pas sûr que la mise en action de l'art. 1166 empêche le débiteur de disposer de sa créance ;

1. Trib. civ. Grenoble, 24 juin 1896 (Loi 7-8 août 1896).

2. Trib. civ. Seine (5^e Ch.), 17 avril 1890 (Droit 26 avril 1890).

la saisie-arrêt l'en empêchera ; 2° la saisie-arrêt poussée jusqu'au jugement de validité, conférera au créancier un droit privatif que l'art. 1166 est incapable de lui procurer.

C'est surtout en matière de partage que ce cumul de la saisie-arrêt et de l'application de l'art. 1166 présente de l'intérêt ; nous retrouverons cette question quand nous nous occuperons de l'attribution judiciaire des créances indenses (1).

§ 3. — *Du droit qu'ont les créanciers de la femme d'exercer ses reprises en cas de déconfiture ou faillite du mari.*

37. Aux termes de l'art. 1446 al. 2 du Code civil « en cas de faillite ou de déconfiture, ils (les créanciers personnels de la femme) peuvent exercer les droits de leur débitrice jusqu'à concurrence du montant de leurs créances ». On peut être tenté de voir dans cette disposition une application pure et simple de l'art. 1166 du Code civil.

Les créanciers de la femme ne peuvent avoir plus de droits que leur débitrice ; ils devront donc, avant tout, faire liquider les reprises de celle-ci. Le tribunal de commerce de Boulogne-sur-mer a jugé le 1^{er} mars 1898 qu'il

1. On pourrait se demander ici à qui appartient le bénéfice de l'action paulicene par laquelle un créancier fait rentrer dans le patrimoine du débiteur un bien qui en est frauduleusement sorti ; mais la question est la même, qu'il s'agisse de créances ou de tous autres objets. Nous n'avons donc pas à la discuter.

n'est pas nécessaire que les créanciers justifient d'un état liquidatif dressé par un notaire et homologué par le tribunal civil, que les reprises de la femme peuvent être discutées devant les syndics et liquidées par eux sous la surveillance du juge-commissaire, sauf recours au tribunal de commerce. Le tribunal civil de la Seine s'est prononcé avec raison en sens contraire (1). La femme ne pourrait pas faire liquider ses reprises par le syndic de la faillite de son mari, et ses créanciers ne doivent pas pouvoir suivre une procédure qui ne lui est pas ouverte à elle-même.

Le fait d'avoir fait déterminer le montant des reprises de la femme est à lui seul insuffisant pour conférer aux créanciers qui ont provoqué cette mesure un droit privatif ; il y a là une simple application de l'article 1166.

On sait maintenant que la femme a des reprises à exercer contre son mari, et pour quelle somme ; mais ce n'est pas tout ; il va falloir qu'elle les exerce, et, ici, ses créanciers en son lieu et place. C'est cet exercice qui pourra procurer à l'un quelconque de ces créanciers un droit exclusif : mais dans quelles conditions ? Dans les conditions ordinaires.

Les créanciers se feront colloquer du chef de la femme dans les contributions ou dans les ordres ouverts sur le

1. Trib. civil Seine, 9 janvier 1899 (Droit, 22 février 1899 Cf. sur le mode de preuve à fournir par les créanciers Civ. rej., 26 juin 1855 (D. 55. 1. 273 ; Sir. 55. 1. 670) ; Agen, 23 mars 1870 (D. 70. 2. 248 ; Sir. 70. 2. 274). — Voy. égal. *Journ. des faill.*, 1883, p. 395 ; et 1891, p. 530.

prix des biens du mari, et même de la communauté. La question que nous avons à examiner revient donc à se demander si les créanciers qui produisent en sous-ordre dans une distribution de deniers peuvent acquérir un droit exclusif, et pourquoi ils l'acquièrent. Est-ce une conséquence de l'art. 1166, ou nous trouvons-nous en présence d'une dérogation à la règle que nous avons posée ? Si l'on accorde ce droit exclusif, ne peut-on pas l'expliquer par une autre raison ? La question est donc bien plus générale.

§ 4. — *Du sous-ordre.*

38. Le sous-ordre, c'est la faculté accordée à des créanciers d'intervenir à l'ordre dans lequel leur débiteur figure on a le droit de figurer comme créancier, pour y prendre le montant de sa collocation et se le distribuer entre eux (Définition de Dalloz, *Répertoire*, v^o ordre). C'est, dit-on, un cas d'application de l'art. 1166 ; ce n'est pas tout à fait exact. L'art. 1166 ne trouve son application qu'en cas de négligence du débiteur ; si donc le débiteur produit en temps utile dans l'ordre, son créancier n'a pas à produire en son bien et place.

Mais le sous-ordre donne au créancier des droits plus étendus que l'art. 1166, d'après la définition ci-dessus.

Il est bien certain qu'en principe tous les créanciers ont des droits égaux sur la collocation de leur débiteur. Il n'en était pas ainsi dans notre ancien droit. Les coutumes d'Anjou, du Maine, de Bretagne, ainsi que la jurispru-

dence des pays de droit écrit distribuait l'émolument des créances entre les créanciers par ordre d'hypothèque. Partout ailleurs, en supposant qu'un débiteur eût dans son actif des créances, l'émolument devait en être distribué par contribution comme chose mobilière, sauf, bien entendu, l'application des principes relatifs aux privilèges sur les meubles. Cette règle ne fut jamais modifiée en ce qui concerne les créances chirographaires ; au contraire, les créances hypothécaires finirent par être considérées comme un moyen puissant de crédit, et on en arriva dans le Parlement de Paris à colloquer les créanciers en sous-ordre suivant leur rang d'hypothèque ; en d'autres termes, ceux-ci ne faisaient valoir leur droit de préférence sur l'émolument des créances hypothécaires, c'est-à-dire sur la collocation obtenue dans un ordre par leur débiteur. L'édit de 1673 adoptait la jurisprudence du parlement de Paris dans les trois articles qu'il consacrait aux sous-ordres (art. 34, 35 et 36). On sait que cet édit fut rapporté peu de temps après avoir été promulgué, de sorte que des controverses continuèrent d'exister entre les auteurs. La loi du 9 messidor an III, voulut les clore. Elle admet le sous-ordre et en règle la procédure, mais elle décide que : « dans le concours de plusieurs opposants en sous-ordre sur un même débiteur, au cas d'insuffisance pour les solder, il n'y a lieu à aucune distinction, à aucune préférence ni ordre d'hypothèque sur les deniers qui lui appartiennent lesquels doivent être distribués entre eux au marc la livre » (art. 90). La loi de messidor se prononce donc contre la pratique suivie au parlement de Paris ; elle consacre le

système soutenu par Thibault, Renusson, Denisart, Rousseau de Lacombe et repousse en conséquence la doctrine de Héricourt, Bourjon, Ferrière, Guyot et Pothier ; elle ne fait même pas exception comme la déclaration du 30 décembre 1781 pour les deniers provenant de créances dotales. Cette loi, on le sait, n'a jamais reçu d'exécution. Elle devait aux termes de l'art. 276, n'entrer en vigueur que le 1^{er} nivôse an IV ; le terme en fut successivement et indéfiniment prorogé. Aussi la question des droits des créanciers hypothécaires sur les créances hypothécaires de leur débiteur continua d'être agitée.

Les deux lois du 11 brumaire an VII ne firent pas cesser l'incertitude, pas plus que le Code civil de 1804.

Cependant la jurisprudence inclina promptement à l'idée d'abolition, et l'art. 778 du Code de procédure (devenu l'art. 775 depuis la loi du 21 mai 1858) vint définitivement la fixer dans ce sens, en reproduisant la pensée, sinon les termes, de l'article 90 de la loi de messidor an III. « Tout créancier, dit-il, pourra prendre inscription pour conserver les droits de son débiteur, mais le montant de la collocation du débiteur est distribué, comme chose mobilière entre tous les créanciers inscrits ou opposants avant la clôture de l'ordre ». Le sous-ordre n'existe donc plus, à vrai dire ; cependant, il est de jurisprudence constante que l'art. 775 cesse d'être applicable toutes les fois que le créancier du créancier colloqué se présente comme subrogé à l'hypothèque de son débiteur (1).

1. La situation privilégiée de ces créanciers résulte alors des

39. Si le sous-ordre n'existe plus, il ne s'ensuit pas, que tous les créanciers vont se trouver sur un pied d'égalité.

Sans doute il n'y aura aucune cause d'inégalité entre les créanciers qui ont fait inscrire l'hypothèque et ceux qui ne l'ont pas fait ; le créancier, qui a ainsi fait procéder à l'inscription de l'hypothèque de son débiteur négligent, agissait en vertu de l'art. 1166 ; cette inscription profitera à tous.

Il n'aura pas non plus, aucun droit de préférence, le créancier qui aura produit pour son débiteur en l'absence de celui-ci. Il agit toujours par application de l'art. 1166, il conserve le droit de tous les créanciers et se contente de réserver la main mise possible de tous les créanciers sur la collocation du débiteur.

C'est sur cette collocation éventuelle du débiteur que chaque créancier pourra demander à être colloqué en sous-ordre ; il ne s'agit plus alors d'exercer les droits et actions du débiteur puisque celui-ci a déjà agi lui-même ou qu'un de ses créanciers a agi pour lui. On se trouve en présence d'une voie d'exécution, d'une saisie.

Un droit exclusif va se produire dont bénéficieront les créanciers ayant produit en temps utile, mais ce n'est pas à dire que ce droit exclusif est la conséquence d'une décision de justice, d'un transport judiciaire, il résulte bien plutôt d'une forclusion prononcée par la loi. Sans doute le Code ne consacre pas très formellement cette forclusion : mais on induit généralement de l'art. 775

conventions intervenues entre les parties, nous n'avons donc pas à nous en occuper.

que les créanciers qui produisent en sous-ordre avant le règlement définitif acquièrent un droit privatif à l'exclusion des autres créanciers, fussent-ils hypothécaires, qui ne se feraient connaître qu'après la clôture de l'ordre.

Les avoués de Paris, dans leurs observations sur la loi du 21 mai 1858, avaient demandé la suppression de l'art. 775, comme établissant un privilège en faveur des créanciers opposants avant la clôture de l'ordre « La somme grevée d'opposition, disaient-ils, doit devenir l'objet d'une contribution dans laquelle seront appelés tous ceux qui ont des droits à exercer jusqu'au règlement provisoire de cette distribution nouvelle. Des créanciers peuvent produire : il ne serait pas juste d'exclure ceux qui ne sont pas fait connaître encore, et de leur appliquer une déchéance qui est contraire au droit commun ». On ne peut que répondre que la procédure de l'ordre comporte des délais assez longs pour que tous les créanciers ayant intérêt à demander leur collocation en sous-ordre aient le temps d'intervenir et de produire avant la clôture de l'ordre. Quoi qu'il en soit, tout le monde est d'accord pour dire que la forclusion ne résulte que du règlement définitif, que jusque-là tous les créanciers peuvent faire valoir leurs droits ; mais bien entendu cette sous-collocation n'est possible que si le débiteur ou l'un de ses créanciers a déjà produit dans l'ordre dans le délai de l'art 754, sinon le débiteur lui-même serait forclos, et la production des créanciers en sous-ordre frapperait dans le vide, ne trouvant pas d'objet sur lequel elle puisse s'exercer.

§ 5. — *De la sous-distribution par contribution.*

40. Nous venons de voir que le droit exclusif que donne à certains créanciers diligents le sous ordre ne résulte ni de l'application de l'art. 1166, ni d'un transport de justice, mais s'explique uniquement par l'idée de forclusion.

On peut supposer qu'au lieu de vouloir se faire attribuer une collocation dans un ordre, les créanciers veulent toucher au lieu et place de leur débiteur la collocation établie à son profit dans une distribution par contribution.

Comme tout à l'heure nous avons à répondre à deux questions :

1^o Un créancier peut-il se substituer à son débiteur négligent et produire pour lui dans les délais de la loi (30 jours) ? Il n'y a là qu'une application de l'art 1166 ; cette production sera valable (1) mais elle ne conférera au créancier un droit privatif que si l'on peut répondre également d'une façon affirmative à la seconde question.

2^o Un créancier peut-il acquérir un droit exclusif sur la collocation de son débiteur en produisant en sous-ordre ? Pour admettre les collocations en sous-ordre en matière de distribution par contribution, on étend par analogie la disposition de l'art 775 qui permet aux

1. Orléans, 8 mai 1883 (Loi, 1 nov. 1883. *Gaz. Pal.* 83, 2. 429).

créanciers de demander jusqu'à la clôture définitive de l'ordre l'attribution à leur profit de la collocation de leur débiteur.

Cette extension paraît peu juridique. Il ne faut pas dire comme le fait M. Garsonnet (1) qu'il y a ici une application pure et simple de l'art. 1166 ; ce n'est pas en usant du droit mis à leur disposition par cet article que les créanciers peuvent arriver à une attribution.

On pourrait peut être soutenir que la production en sous ordre équivaut à une saisie-arrêt (2), et que le règlement définitif transporte judiciairement la créance. Ce serait un nouveau cas de transport judiciaire ; mais la jurisprudence hésite tellement à étendre sa théorie en dehors du jugement de validité de saisie-arrêt, que cette seule idée d'attribution judiciaire suffit à faire repousser la sous-collocation par certains tribunaux (3).

41. Force est cependant d'expliquer ce droit privatif, et l'on met en avant l'idée de forclusion. On est alors assez embarrassé : à quel moment les créanciers qui ont négligé de produire en sous-ordre seront-ils forclos ? Nous avons un texte pour l'ordre, l'art. 775 ; il fallait s'opposer avant la clôture de l'ordre. Ici nous n'avons pas de texte, et l'on ne peut appliquer l'art. 775 que par analogie.

« Cet article dit-on, n'édicte pas une règle particulière à la procédure de l'ordre, mais bien une règle conforme au droit commun. Cet article, en effet, ne dit pas d'une

1. *Traité de procédure*, t. IV, p. 779, § 865.

2. Annecy, 19 novembre 1886 (Pand. fr. 88. 2. 336).

3. Trib. civ. Bourg., (Droit 17 mai 1883).

manière impérative que les créanciers dont il s'agit doivent produire en sous-ordre avant la clôture de l'ordre, sous peine de forclusion : il dit, ce qui est tout à fait différent, que la collocation du débiteur sera partagée entre les créanciers opposants avant cette époque. Il ne parle ainsi du délai pour produire que d'une manière subsidiaire : il le rappelle et il le suppose déjà connu plutôt qu'il ne l'établit comme une prescription nouvelle et spéciale à l'ordre, de telle sorte qu'il n'est pas téméraire de conclure qu'au point de vue du délai, l'art. 775 applique purement et simplement le droit commun et qu'on doit dès lors l'étendre à la distribution par contribution (1) ».

Parmi les auteurs et les arrêts qui se basent sur cette idée de forclusion, il en est qui ne donnent pas aux créanciers le droit de produire en sous ordre jusqu'à la clôture de la distribution par contribution.

D'après les uns, les créanciers devraient produire dans le délai de 30 jours (2). L'art. 660, dit-on, est conçu dans les termes les plus généraux : il doit donc s'appliquer à tous les créanciers quels qu'ils soient. Ceci serait vrai si le sous-ordre n'était qu'une application de l'art. 1166 ; mais nous savons qu'il en est autrement ; le débiteur ou l'un de ses créanciers devra produire dans le délai de

1. Note de M. Cohendy son arrêt de Caen du 27 juillet 1892 qui se prononce dans le même sens dans D. 94. 2. 121. Voy. le même arrêt dans Sir. 94. 2. 313 et Rec. arrêts de Caen, 1893. 1. 385.

2. Chambéry, 26 mars 1884 (*Gaz. Pal.* 84. 2. sup. p. 130. *Gaz. Trib.*, 4 mai 1884).

l'art. 660 pour conserver le droit du débiteur, mais il n'y a aucune raison pour que l'attribution ne soit faite qu'aux créanciers qui ont produit en sous-ordre dans ce délai.

D'après les autres, les créanciers ne pourraient produire que jusqu'au règlement provisoire. Ce règlement provisoire, lorsqu'il n'a pas été contesté dans les délais légaux, acquiert un caractère définitif aussi bien quant aux collocations en sous-ordre qu'en ce qui concerne les collocations principales. L'arrêt de Caen précité répond très bien que si le juge-commissaire procède aux collocations en sous-ordre dans son règlement provisoire, c'est uniquement par suite d'un usage qui présente des avantages pratiques en simplifiant la procédure pour le cas où il ne s'élèverait aucune contestation sur les collocations principales. Mais il n'en est pas moins vrai que les collocations principales ne deviennent définitives que par l'ordonnance de clôture et peuvent seules servir de base aux collocations en sous-ordre.

En résumé, du moment qu'on admet la sous-distribution, il faut nécessairement, comme en matière d'ordre permettre aux créanciers de produire jusqu'au règlement définitif. Mais il vaudrait mieux, à notre sens, proscrire le sous-ordre qui présente ce grave inconvénient d'autoriser une distribution qui n'est précédée d'aucune publicité. On se plaint déjà que dans notre législation, chaque distribution par contribution ne soit pas précédée d'une publicité qui puisse donner l'éveil à tous les créanciers de la personne sur qui elle est ouverte (1). Encore, faut-

1. Garsonnet, *Traité de proc.*, t. IV, p. 802, § 870.

il reconnaître que les règles établies par le Code de procédure sont dans une certaine mesure de nature à appeler l'attention des intéressés et à provoquer les créanciers à se présenter. Mais il est certain qu'il n'y a plus aucune garantie analogue pour les sous-distributions incidemment faites en même temps que la distribution principale ; en l'absence d'un texte, on peut se demander si c'est là une procédure bien régulière.

§ 6. — *De la distraction des dépens*

42. L'art. 133 du Code de procédure civile est ainsi conçu : « Les avoués pourront demander la distraction des dépens à leur profit, en affirmant, lors de la prononciation du jugement, qu'ils ont fait la plus grande partie des avances. La distraction des dépens ne pourra être prononcée que par le jugement qui en portera la condamnation : dans ce cas, la taxe sera poursuivie et l'exécutoire délivré au nom de l'avoué, sans préjudice de l'action contre sa partie ». Nous n'avons pas à rechercher l'utilité de cette disposition ni les conditions d'application de l'art. 133 : demandons-nous seulement qu'elle est la nature juridique de la distraction des dépens. De multiples opinions se sont produites à cet égard : on a fait successivement intervenir pour expliquer la distraction des dépens l'idée de subrogation légale, de mandat, de délégation imparfaite, de novation,

de privilège, enfin de transport judiciaire, sans compter quelques autres encore.

Le système qui voit dans la distraction des dépens un cas de transport judiciaire se recommande de la haute autorité de Pothier. « La distraction, dit Pothier, est un transport que le client au profit de qui le jugement est rendu est censé faire à son procureur, de la créance qu'il acquiert contre la partie condamnée par cette condamnation des dépens ; et ce transport est fait par le client à son procureur, pour s'acquitter envers lui desdits dépens ; dont il lui est débiteur. Comme le client ne pourrait, sans injustice, refuser ce transport à son procureur, le juge peut, sans le consentement du client, prononcer cette distraction au profit du procureur, car il peut suppléer au consentement qui ne peut être refusé sans injustice (1) ». Il y aurait donc cession, transport d'une créance, qui passerait de la tête du gagnant sur celle de l'avoué. Ce transport, dans notre ancien droit, ne résultait d'aucun texte ; le juge était libre de l'accorder ou de le refuser ; il n'en est plus de même aujourd'hui, la loi impose au juge l'obligation de prononcer la distraction des dépens au profit de l'avoué de la partie gagnante lorsque celui-ci le requiert dans des conditions déterminées. Il semble donc que nous ayons enfin rencontré un cas certain de transport judiciaire :

1. Pothier. *Traité du contrat de mandat*, n° 133. Il est vrai que Pothier n'a pas toujours dans cette matière témoigné une grande fidélité à ses idées. C'est ainsi qu'au n° 137 du même traité, il dit que le procureur « se fait subroger à la créance de sa partie résultant de la condamnation de dépens ».

je n'y contredirai pas, mais il importe de remarquer que ce transport, n'est judiciaire qu'en ce sens qu'il est opéré par un jugement, mais que le juge, en prononçant la distraction des dépens, ne fait que se conformer à un texte de loi qui lui ordonne de le faire. Il y a ici une situation analogue à celle qui se produit dans un ordre où le juge consacre des droits préexistants, il est vrai, contre l'adjudicataire au profit du créancier qui a produit en temps utile en lui permettant de se faire payer par celui-ci ; à celle que nous venons d'examiner dans le sous-ordre où le juge en attribuant au créancier la collocation de son débiteur ne fait que constater une forclusion des autres créanciers édictée d'une façon plus ou moins certaine par la loi.

Dans tous ces cas, il y a, si l'on veut, transport judiciaire ; mais il reste à examiner la nature juridique de ce transport judiciaire lui-même. On a trop souvent en vue quand on parle de transport judiciaire à propos de la distraction des dépens la cession conventionnelle telle qu'elle est règlementée aux art. 1689 et suiv. du Code civil. L'effet d'une cession de créances est en effet de libérer le cédant vis-à-vis du cessionnaire, à tel point que le cédant ne reste même pas garant, de la solvabilité du cédé. Or l'art. 133 dit en toutes lettres que l'avoué conserve, malgré la distraction des dépens, son action contre sa partie. On ne comprendrait pas de même que le créancier porteur d'un bordereau de collocation, ne pût pas s'adresser à son débiteur originaire dans le cas d'insolvabilité de l'adjudicataire ; et l'on verra que la jurisprudence a toujours reconnu au créancier saisissant qui

a obtenu un jugement de validité passé en force de chose jugée le droit de renoncer à se prévaloir du jugement pour poursuivre son paiement sur d'autres biens du débiteur. Ce n'est pas à dire cependant qu'il n'y ait pas transport : on oublie, en raisonnant ainsi, qu'à côté du transport privatif ou parfait — *privative schuldubernahme, befreiende schuldubertragung*, pour employer des expressions empruntés à la terminologie allemande, — se place le transport cumulatif ou imparfait — *kumulative schuldubernahme, befreiende schuldubertragung* — qu'on doit admettre en présence de l'intention bien arrêtée des parties.

CHAPITRE II

DU TRANSPORT JUDICIAIRE DANS LA SAISIE-ARRÊT.

SECTION I. De la situation respective des divers saisissants antérieurement au jugement de validité de saisie-arrêt.

43. Notre droit moderne n'accorde plus comme le faisait l'ancien droit de privilège au profit du premier saisissant : les privilèges, étant de droit étroit, ne peuvent résulter que d'un texte formel, et celui-ci n'étant écrit nulle part, on doit nécessairement en conclure qu'il n'existe plus. Cette doctrine est d'ailleurs applicable à toutes les saisies ; l'exercice d'aucune d'elles ne donne au premier saisissant de droit de préférence à l'encontre des saisissants postérieurs (1).

1. Il en est autrement en Allemagne. L'art. 709 du Code de proc. civ. all. dispose. « Par la saisie, le créancier acquiert un droit de gage sur l'objet saisi. Le droit de gage assure au créancier dans ses rapports avec les autres créanciers les mêmes droits qu'un nantissement établi par contrat ; il passe avant les droits de gage et les privilèges qui ne sont pas assimilés au nantissement dans le cas de faillite. Le droit de gage établi par une première saisie est préférable à celui qui a été établi par une saisie

Est-ce à dire que l'exploit de saisie-arrêt ne va par lui-même et indépendamment de tout jugement de validité donner au saisissant une situation préférable à celle des autres créanciers du débiteur commun ?

Tout d'abord on a prétendu que le saisi ne pouvait contracter de nouvelles dettes au préjudice du saisissant (1). On a invoqué en ce sens les art. 684 du Code de procédure et 443 du Code de commerce qui semblent bien impliquer une impossibilité pour le saisi ou le failli de contracter des obligations ayant pour effet de nuire aux créanciers antérieurs à la saisie. Ces arguments de texte ne sont que des arguments d'analogie qui ne sauraient prévaloir contre le grand principe posé par l'art. 2093 du Code civil de l'égalité entre tous les créanciers. Cet article ne distingue point les créanciers chirographaires d'après la date à laquelle sont nées leurs créances : tous ont des droits égaux sur le patrimoine de leur débiteur. Aussi cette opinion n'est elle aujourd'hui admise par personne : la conséquence en est que

2

subséquente ». Nous avons cependant vu des cas où même, en France, le premier saisissant arrive à se créer une situation privilégiée. Lors de la discussion de la loi du 2 juin 1841, M. Lherbette avait déposé un amendement d'après lequel l'hypothèque postérieure à la transcription de la saisie n'aurait pas primé le saisissant, mais seulement les autres créanciers chirographaires : cet amendement fut repoussé (Voy. la séance du 6 janvier 1841 à la Ch. des députés dans *Moniteur* du 7, pag. 46 et 47).

1. Boitard et Colmet Daage, t. II, n. 832 ; Mourlon, Examen critique et pratique du commentaire de M. Troplong sur les hypothèques I, 26 ; Chauveau, *Lois de la procédure*, t. IV, quest. 1951 bis.

la cession totale ou partielle, dûment signifiée, de la créance saisie-arrêtée, à supposer qu'elle ne puisse valoir comme cession à l'égard du saisissant antérieur produira toujours au moins à son égard les effets d'une opposition ; le cessionnaire, aura une créance de garantie contre le saisi et viendra en concours avec le saisissant.

Cette égalité des droits des créanciers peut cependant se trouver compromise, même avant tout jugement de validité. Il faut supposer, pour cela, que le tiers saisi a fait un paiement ou le débiteur saisi, consenti une cession postérieurement à une première saisie-arrêt, puis, qu'un second créancier à son tour forme opposition.

44. On est à peu près d'accord sur les solutions à donner pour le cas où le tiers saisi a effectué un paiement au mépris d'une première saisie-arrêt.

Le tiers saisi a-t-il payé la totalité de la créance frappée de saisie-arrêt ? En ce cas, l'inégalité de situation des deux saisissants est manifeste. Le nouvel opposant ne peut avoir aucun droit ; la créance de son débiteur ayant cessé d'exister lors de sa saisie-arrêt, celle-ci a frappé dans le vide. Quant au premier saisissant, il se fera indemniser par le tiers saisi de préjudice que lui a causé le paiement, c'est-à-dire d'une somme égale à celle qu'il aurait touché, si rien n'avait été payé. Il n'aura pas sur cette indemnité à subir le concours des saisissants postérieurs puisqu'elle ne constitue pas un dividende et n'est que la réparation du préjudice qu'il a souffert.

Le tiers saisi n'a-t-il au contraire payé que l'excédent des causes de la première saisie ? Il ne sera pas tenu, en

raison de ce paiement, à aucune action de la part du second opposant. Mais, comme ce dernier aura le droit de concourir avec le premier saisissant sur la somme restée entre les mains du tiers saisi, le premier saisissant pourra réclamer à celui-ci la différence entre le montant de sa collocation et ce qu'il aurait eu si la créance du saisi fût restée intacte. La situation du premier saisissant sera donc ici encore plus avantageuse que celle du second ; mais il est à remarquer que cela tient uniquement au recours qu'il a contre le tiers-saisi qui est en faute d'avoir payé, malgré sa saisie-arrêt, mais n'est nullement la conséquence d'un droit de préférence qui lui appartient sur les sommes saisies-arrêtées.

45. Il en sera autrement, et le premier saisissant pourra avoir un droit plus fort que le second, tout au moins dans un certain nombre de systèmes, si nous supposons, non plus un paiement, mais une cession intervenue entre deux saisies-arrêts. Nous ne saurions avoir l'intention d'aborder ici en détail l'étude des multiples combinaisons qu'a provoquées cette délicate question. Il nous faut cependant l'exposer aussi rapidement que possible. C'est que, d'abord, on donne dans la plupart des systèmes, au premier saisissant sur les sommes saisies-arrêtées des droits plus considérables qu'au second, et cela, avant tout jugement de validité, avant tout transport judiciaire qui nous paraissait seul jusqu'ici pouvoir conduire à ce résultat ; c'est qu'ensuite, et surtout, on peut très bien supposer que le transport intermédiaire n'est pas un transport conventionnel, mais bien

un transport judiciaire ; nous verrons plus loin comment cela peut se produire ; mais les explications que nous aurons données ici faciliteront singulièrement notre tâche.

46. Il peut se faire d'abord que la première saisie-arrêt ait été pratiquée pour une somme égale ou supérieure au montant de la créance du débiteur saisi. La cession alors n'est pas possible, ou, tout au moins, elle ne vaudra comme cession ni à l'égard du premier ni du second saisissant ; elle ne produira *erga omnes* que les effets d'une opposition.

C'est ce qui ressort expressément des termes d'un arrêt de la Cour de Cassation du 30 juillet 1895 (1) que je tien à citer à raison de leur importance :

« Attendu en fait qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des documents qui y sont visés, que la cession de 2180 francs consentie par la dame de Pontoux (débitrice saisie) à Marty (le cessionnaire intermédiaire) à la date du 21 octobre 1884, avait été précédée d'une saisie-arrêt pratiquée par Pouzolles (premier saisissant) ; que ce dernier a produit à la contribution et a été colloqué au marc le franc par le juge-commissaire ; qu'en déclarant valables dans ces conditions, les contredits formés par d'autres créanciers (créanciers saisissants postérieurs à la cession) contre la collocation *privilegiée* accordée à Marty, et en décidant que, *les causes de la saisie-arrêt de Pouzolles étant supérieures au montant de la somme en distribution,*

1. Sir. 97. 1. 29. — Pand. fr. 97. 1. 465.

la cession ne pouvait produire effet et que Marty devait venir au marc le franc pour cette créance avec les autres créanciers, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au pouvoir » (1). Donc, dans ce cas, les droits des saisissants ne subissent pas de modifications du fait de la cession : leurs droits restent égaux sur la somme à distribuer, et le cessionnaire lui-même n'en a pas plus qu'eux.

47. Supposons maintenant que les causes de la première saisie-arrêt soient inférieures au montant de la créance du débiteur, quel va être alors l'effet de la cession totale ou partielle de la créance sur les droits respectifs de nos deux saisissants ?

Dans une première opinion, on dit : La première saisie arrêt a produit l'indisponibilité totale et absolue de la créance du débiteur saisi.

D'abord l'indisponibilité est totale. C'était la doctrine adoptée dans notre ancien droit. Voici ce que dit à cet égard Denisart (v^o transport n^o 10). « Le transport d'une créance n'est valable que quand celui qui la cède en est propriétaire. Si elle était saisie à la requête de ses créanciers, le transport ne vaudrait que comme saisie : M^e Jouhannin plaidant une semblable question a cité, et, je crois même, lu un arrêt qu'il a daté de 1760, par lequel

1. Voy. dans le même sens Cass., 8 juin 1852 (D. 53. 1. 168). Je relève dans le sommaire de cet arrêt : « L'existence d'oppositions absorbant la totalité de la somme sur laquelle a été faite la cession, rend cette somme *indisponible*. Cela ne peut faire l'objet d'un doute ; et l'indisponibilité profite d'ailleurs aux saisissants postérieurs à la cession, puisque toute la somme frappée de saisie-arrêt est *retenue*, malgré le transport, dans le patrimoine du débiteur ».

il avait été jugé qu'une saisie faite pour raison d'une somme de 180 livres entre les mains d'un débiteur de 400 livres, antérieurement à la signification du transport de cette créance, avait conservé le droit des saisissants postérieurement au transport, nonobstant les offres faites par le cessionnaire de payer le saisissant antérieur à la signification du transport ». Cette doctrine, dit-on, est encore celle du code de procédure ; cela résulte notamment de l'art. 557 aux termes duquel un créancier peut saisir-arrêter les sommes et effets dûs à son débiteur, sans qu'aucune limitation soit imposée au saisissant ; or, il est de principe, en matière de saisie, que l'objet saisi est totalement indisponible, quel que soit le chiffre de la créance en vertu de laquelle on saisit ; si le législateur avait voulu consacrer une solution différente en matière de saisie-arrêt, il n'aurait pas manqué de s'expliquer expressément à son égard.

En second lieu, l'indisponibilité est absolue ; le premier saisissant n'a pas de privilège et ne peut avoir d'autre droit que ses cocréanciers.

Cette opinion qui est celle des premiers interprètes du Code de procédure a d'abord été consacrée par la jurisprudence de la Cour d'appel de Paris et du tribunal civil de la Seine (1). Elle est aujourd'hui à peu près complètement abandonnée ; on la trouve cependant très nettement exprimée dans un jugement du tribunal d'Aunecy du 6 juillet 1892 (2).

1. Paris, 15 janvier 1814 et 28 mars 1820 (D. *Rép.* v^o S.-A., n^o 426) ; — Seine, 28 déc. 1835 (Sir. 37. 2. 5. à la note).

2. *Gaz. trib.* 9 août 1892.

48. D'après une autre opinion diamétralement opposée, l'indisponibilité serait partielle et absolue.

L'indisponibilité n'est que partielle. Cela résulte 1) du texte de l'art. 559 du Code de procédure qui prescrit d'indiquer dans l'exploit de saisie-arrêt les causes de la saisie ; s'il en est ainsi, c'est que le législateur a voulu limiter à ces causes l'indisponibilité des sommes saisies-arrêtées ; — 2) de l'art. 4 du décret du 18 août 1807 ; aux termes de cet article les saisies-arêts pratiquées aux mains des comptables des deniers publics n'ont d'effet que jusqu'à concurrence de la somme énoncée en l'exploit : c'est la consécration du principe de l'indisponibilité partielle ; — 3) des travaux préparatoires du Code de procédure ; — 4) du danger qu'il y aurait d'immobiliser une somme considérable pour sauvegarder un intérêt minime.

L'indisponibilité est absolue, pour la raison que nous indiquons tout à l'heure, à savoir que le créancier saisissant ne peut avoir à raison de sa saisie plus de droits que les autres créanciers du débiteur commun.

Ce système conduit aux conséquences suivantes :

Le saisi n'a-t-il cédé que l'excédent des sommes saisies-arrêtées, cette cession vaudra pour le tout. Quant aux créanciers opposants postérieurs à la cession, ils viendront en concours avec le premier saisissant sur la portion de la somme saisie-arrêtée par celui-ci, et le premier saisissant n'aura aucun recours contre le cessionnaire, car de quoi se plaindrait-il ? Du moment que l'excédent était cessible, aucun recours ne doit pouvoir être dirigé contre ce der-

nier. Bien peu d'arrêts ont consacré ce système si rigoureux pour le premier saisissant (1).

La cession est-elle totale, il semble qu'on doive dire qu'elle vaudra comme cession pour l'excédent. Quant au surplus, elle n'aura la valeur que d'une simple opposition, et le cessionnaire lui-même pourra être admis à concourir avec les saisissants sur la partie de la somme frappée d'indisponibilité par la première saisie-arrêt (2).

Donc, dans ce cas, comme dans le précédent, par suite du caractère absolu de l'indisponibilité, aucune inégalité dans les droits des opposants.

49. Cette inégalité va apparaître dans les systèmes qui admettent l'indisponibilité totale ou partielle, mais relative, c'est-à-dire seulement à l'égard du premier saisissant.

La saisie-arrêt, prétend-on, ne peut produire qu'une indisponibilité relative : le saisissant en effet n'est pas le gérant d'affaires des autres créanciers ; il a agi uniquement dans son propre intérêt.

Adopte-t-on le système de l'indisponibilité partielle, mais relative, il faut arriver alors aux conséquences suivantes : Les saisissants antérieurs au transport profitent seuls des sommes saisies-arrêtées. Le cessionnaire obtient tout ce qui excède les causes de ces oppositions, et le saisissant postérieur à la signification ne peut rien réclamer au préjudice du premier saisissant ni du cessionnaire.

1. Voy. en ce sens Bourges, 24 novembre 1865 (D. 66. 2. 117).

2. En ce sens, La Guadeloupe, 16 mai 1851. (D. 51, 2, 224).

Telle est l'opinion de Duranton (1) et de Duvergier (2). Il est clair que c'est donner un véritable privilège au premier saisissant : aussi ce système est-il repoussé par une jurisprudence constante (3).

50. On admet généralement aujourd'hui le système de l'indisponibilité totale, mais relative. L'indisponibilité frappe toutes les sommes saisies-arrêtées, mais les effets en sont réservés au premier saisissant seulement.

Telle me paraît bien être la doctrine de la Cour de cassation qui s'exprime ainsi dans un arrêt récent (4), lequel ne fait d'ailleurs que copier à peu près textuellement les termes d'un autre arrêt du 25 août 1869 (5).

« Attendu que le créancier qui agit pour la conservation de son droit profite seul de ses actes et diligences ; qu'ainsi, une saisie-arrêt ne frappe la créance qui en est l'objet que d'indisponibilité relative, en ce qui concerne le créancier saisissant (c'est la consécration en toutes lettres de la doctrine de l'indisponibilité *relative*) ; que si aucun paiement ou transport ne peut se faire au préjudice de cette saisie ou opposition, le débiteur saisi a néanmoins la faculté de céder à un tiers pour toute la quotité qui excède le droit et l'intérêt personnels de ce créancier (c'est bien là, si je ne m'abuse, dire que l'indisponibilité

1. Duranton, *Cours de Droit civil*, t. 16, p. 501.

2. Duvergier, *Traité de la vente*, t. 2, nos 201 et 202.

3. On peut citer cependant comme ayant consacré ce système : Trib. Seine, 3 mai 1836 (Loi 37. 2. 6 à la note) ; Orléans, 11 mai 1859 (D. 59, 2, 172).

4. Cass. (15 juin 1898 (*Gaz. Pal.* 98, 2, 92 ; D. 1900. 1. 45).

5. Cass., 25 août 1869 (S. 69, 1, 424).

est *totale* ; l'arrêt ne dit pas que le débiteur peut céder l'excédent des causes de la saisie, ce qui équivaldrait à dire que l'indisponibilité est partielle ; il dit simplement qu'aucune cession ne peut se faire au préjudice de la première saisie ; malgré la cession, le saisissant peut exercer ses droits sur la totalité de la créance qui n'est pas à son égard sortie du patrimoine du débiteur) ».

Si l'on est de plus en plus d'accord sur le principe, on ne l'est guère dans l'application. Il ne faut point s'en étonner, car il s'agit en effet de concilier deux points de vue qui sont inconciliables, d'une part, l'égalité des droits des créanciers opposants, dans leurs rapports respectifs, quel que soit l'ordre de leurs saisies ; d'autre part l'inégalité de leur situation vis-à-vis du cessionnaire qui ne peut opposer sa cession au premier saisissant, tandis qu'il peut s'en prévaloir au moins dans une certaine mesure, au regard du saisissant postérieur.

De plus avant de chercher à donner une solution à la question, il faudrait prendre position sur une question qui passe généralement inaperçue.

On n'a pas tout dit quand on a affirmé que l'indisponibilité est totale et relative ; on n'a envisagé la question qu'en ce qui concerne le premier saisissant. Mais vis-à-vis du second saisissant, est-il exact de dire que la créance est totalement disponible ? N'est-il pas plus vrai de dire qu'elle ne l'est que *partiellement*, que la cession n'est valable vis-à-vis de lui que pour l'excédent des causes de la première saisie et que pour le surplus elle ne vaut que comme opposition ?

La cession, avons-nous vu, ne vaut jamais que comme

simple opposition à l'égard de l'un et l'autre opposant lorsque les causes de la première saisie excèdent le montant de la créance du débiteur saisi ; jusqu'à concurrence de cette somme, ne doit-on pas dire forcément que le second saisissant doit venir en concours avec les autres créanciers ?

La nécessité de prendre parti s'impose ; dans un cas, en effet, le second saisissant pourra se trouver complètement sacrifié ; il touchera toujours un dividende dans l'autre.

51. Prenons un exemple qui rendra plus sensible les résultats auxquels conduisent les divers systèmes qui partent tous du principe que l'indisponibilité est totale, mais seulement à l'égard du premier saisissant.

Primus et Secundus sont créanciers de Tertius pour 6.000 fr. chacun : Tertius est lui-même créancier de Quartus pour 12.000 fr. ; Primus fait saisie-arrêt aux mains de Quartus pour 6000 fr. ; Tertius cède ensuite sa créance en totalité ou en partie à Quartus qui signifie son titre à Quintus ; puis Secundus forme à son tour une saisie-arrêt pour une somme de 6000 fr. Comment va se régler le conflit entre saisissants et cessionnaire ?

Le système suivi d'une façon constante au tribunal de la Seine est le plus rigoureux pour Secundus ; il l'exclut toujours de la contribution en cas de cession totale et peut même l'exclure en cas de cession partielle.

La cession est-elle totale, on raisonne de la façon suivante : vis-à-vis de Primus, la cession ne vaut que comme saisie-arrêt ; il devra donc venir en concours avec

Quintus ; il viendra également en concours avec Secundus puisqu'il n'a pas de privilège à son égard. Il aura donc un dividende de $\frac{12.000 \times 6.000}{24.000} = 3.000$ fr.

Puis le cessionnaire, les droits du premier saisissant étant respectés, exercera ses propres droits et prendra les 9.000 fr. restant. Quant à Secundus, il n'aura rien, puisque l'indisponibilité résultant de la saisie-arrêt ne lui profite pas.

La cession est-elle de l'excédent seulement des causes de la saisie-arrêt de Primus, soit de 6.000 fr., Primus obtiendra en vertu des mêmes principes

$$\frac{12.000 \times 6.000}{18.000} = 4.000 \text{ fr.}$$

La cession s'exercera pour le tout, et Secundus prendra ce qui restera, c'est-à-dire

$$12.000 - (4.000 \times 6.000) = 2.000 \text{ fr.}$$

Il est facile de montrer que même dans le cas de cession partielle, Secundus peut, avec ce système, ne rien toucher dans certains cas. Il suffit de supposer par exemple que la cession porte sur 10.000 fr. Primus aura alors $\frac{12.000 \times 6.000}{22.000} = 3.272$ fr. Quintus prendra le surplus

qui n'est même pas égal au chiffre de sa cession, soit $12.000 - 3.272 \text{ fr.} = 8.728 \text{ fr.}$ et Secundus n'aura rien.

Tel est le système que la Cour de Nîmes a appliqué sur le renvoi qui lui était fait par la Cour de cassation par son arrêt du 15 juin 1898 (1).

1. Nîmes, aud. sol. 6 fév. 1899 (*Gaz. Pal.* 99.1.427).

Ce système est assurément très simple, très pratique, et c'est ce qui explique sa vogue. Malheureusement, il a, à notre avis, un grand tort, c'est d'éliminer complètement Secundus de la répartition des sommes saisies-arrêtées, alors qu'il semble bien, d'après la Cour de cassation, que Secundus devrait concourir sur ces sommes, tout au moins jusqu'à concurrence des causes de la saisie-arrêt de Primus. — La Cour de cassation ne dit pas en effet que le second saisissant ne doit pas venir en concours avec les saisissants antérieurs à la cession et le cessionnaire ; elle dit simplement qu'il ne doit pas concourir avec eux sur la *totalité de la créance arrêtée* (arrêt de 1869) ; ce qui ne doit pas l'empêcher de venir à contribution sur une partie de cette créance, et cette partie doit être, si l'on veut mettre un peu d'harmonie dans la jurisprudence de la Cour suprême, égale au montant des causes de la saisie antérieure à la cession.

Aussi sans nous arrêter à l'exposition d'autres systèmes qui font concourir Secundus avec Primus sur le dividende obtenu par ce dernier dans la répartition faite entre tous les saisissants et le cessionnaire, et sauf à donner ensuite à Primus un recours soit contre le cessionnaire, soit contre Secundus lui-même, sous le prétexte qu'il ne doit pas souffrir de la cession, croyons-nous, en reprenant nos chiffres de tout à l'heure qu'il y a lieu de faire la répartition de la façon suivante :

La cession est-elle totale, vis-à-vis de Primus, cette cession ne vaut pour le tout que comme opposition, et nous arrivons toujours à lui donner $\frac{12.000 \times 6.000}{24.000} = 3.000$ fr.

Quant à Secundus, la cession est bien valable en tant que cession à son égard, mais seulement pour ce qui excède les causes de la saisie de Primus, il aura donc à venir en concours sur 6.000 fr. avec Primus et Quintus lui-même, ce qui lui donnera $\frac{6.000 \times 6.000}{24.000} = 1.500$ fr. —

Quintus aura donc 12.000 — (3.000 $\times$ 1.500), soit 7.500 fr. Ces 7.500 fr. se décomposent en réalité de la façon suivante : 6.000 fr. montant de l'excédent sur les causes de la première saisie, et 1.500 fr. qu'il obtient à titre de dividende au même titre que Secundus, sur les 6.000 fr. frappés d'indisponibilité à l'égard de tous par la saisie-arrêt de Primus.

Il est inutile de répéter les mêmes raisonnements pour le cas de cession partielle ; il suffit de faire les calculs pour montrer en quoi les résultats diffèrent de ceux que donne le système généralement suivi.

Si nous supposons une cession de l'excédent des causes de la première saisie, soit 6.000 fr., nous aurons les résultats suivants :

$$\text{Primus} \quad \frac{12.000 \times 6.000}{18.000} = 4.000 \text{ fr.}$$

$$\text{Secundus} \quad \frac{6.000 \times 6.000}{18.000} = 2.000 \text{ fr.}$$

et Quintus touchera l'intégralité de sa cession, c'est-à-dire 6.000 fr.

Si l'on suppose maintenant une cession d'une somme dépassant l'excédent, soit 10.000 fr., la répartition se fera comme suit :

$$\text{Primus aura} \quad \frac{12.000 \times 6.000}{22.000} = 3.272 \text{ fr. } 72$$

$$\text{Secundus} \quad \frac{6.000 \times 6.000}{22.000} = 1.636 \text{ fr. } 36$$

Quintus

$$12.000 - (3.272 \text{ fr. } 72 + 1.636 \text{ fr. } 36) = 7.091 \text{ fr.}$$

$$\text{c'est-à-dire } 6.000 + \left(\frac{6.000 \times 4.000}{22.000} = 1.091 \right) = 7.091 \text{ fr.}$$

52. Il est une chose qu'il importe essentiellement de remarquer dans les explications qui précèdent. C'est que le premier saisissant malgré sa situation avantageuse à l'égard du second, ne joint en aucun cas, à proprement parler d'aucun privilège. Le premier saisissant, dans la théorie de l'indisponibilité totale et relative, tout au moins, ne touche jamais plus qu'il n'aurait touché si la cession ne valait à l'égard de tous que comme opposition et que le second créancier fût venu en concours avec lui sur toute la créance du débiteur ; en cas de cession, ses droits sont simplement ceux qu'il aurait, en considérant le cessionnaire et le second saisissant comme de simples opposants. La perte que subit le second saisissant n'est pas le résultat d'un privilège reconnu au premier saisissant mais un effet de la cession ou du paiement qui lui est opposable puisque sa saisie-arrêt n'est intervenue qu'après cette cession ou ce paiement.

La situation va changer et le premier saisissant va avoir un droit véritablement plus fort que celui des autres créanciers, si nous admettons avec la jurisprudence que le jugement de validité emporte attribution à

son profit de la créance saisie. Alors, en effet, cette cession judiciaire produira à l'encontre des opposants ultérieurs les effets d'une cession volontaire, et le premier créancier aura un droit acquis sur la somme saisie-arrêtée ; il sera désormais à l'abri de tout concours.

SECTION II. — Historique.

53. La question que nous avons à examiner ne se posait pas toujours, ou tout au moins, se posait différemment dans l'ancien droit ; il convenait alors de distinguer suivant que le débiteur saisi était ou non en deconfiture.

1^o Le débiteur saisi n'était pas en de confiture. En ce cas, il semble qu'il ne pouvait y avoir de question puisque le premier créancier saisissant était payé par préférence aux autres (coutume de Paris, art. 178 ; d'Orléans art. 448 et 449) ; il ne passait cependant qu'après les créanciers privilégiés ; si l'on a discuté dans notre droit actuel l'existence de privilèges sur les créances, cette discussion n'aurait pas pu se produire dans l'ancien droit ; en dehors des privilèges généraux qui, portant sur l'ensemble du patrimoine, affectent aussi bien les créances que les autres éléments de l'actif du débiteur, on reconnaissait également des privilèges spéciaux, ou particuliers, comme on disait alors, sur certaines créances. C'est ainsi que le bailleur avait privilège sur les loyers dûs par le sous-locataire (1), les ouvriers sur les fermages

1. Pothier. *Traité du contrat de louage*, n. 234 ; cf. art. 1753 C. civ.

et loyers pour les réparations nécessaires qu'ils avaient faites à l'immeuble loué ; et les seigneurs de rente foncière sur les mêmes loyers pour les arrérages de rentes qui leur étaient dûs (1). Bien qu'on l'ait contesté, il ne nous paraît pas douteux qu'il existe encore dans notre droit des causes de préférence sur les créances, qu'on les désigne sous le nom de privilège ou autrement, et c'est une question de savoir si le jugement de validité intervenu avant l'exercice des ces privilèges peut-être opposé aux créanciers munis de ces causes de préférence ; cette question pouvait donc également se poser dans l'ancien droit, une fois admis l'effet attributif du jugement de validité de saisie-arrêt.

2° Mais c'est surtout dans le cas de déconfiture que la question présentait de l'intérêt. Alors le premier saisissant ne jouit d'aucun privilège (2). Le jugement de validité sera-t-il susceptible de produire l'effet qui ne peut résulter ici de la saisie-arrêt elle-même et conférer au saisissant un droit opposable aux créanciers qui n'interviendront que postérieurement ?

Dénisart répond directement à notre question (V° S. A. n° 32). « Les deniers saisis par un créancier sur son débiteur entre les mains d'une tierce personne tombent

1. Pothier. *Procédure civile*, 4^e partie, chap. IV, sect. 3 § 5.

2. Il était donc très intéressant dans notre ancien droit de savoir quand il y avait ou non déconfiture. Aussi beaucoup de coutumes avaient défini la déconfiture : « Le cas de déconfiture est quand les biens du débiteur tant meubles qu'immeubles ne suffisent pas aux créanciers apparents » (Coutume de Paris, art. 180 ; d'Orléans, art. 449).

en contribution jusqu'à ce qu'ils soient payés au saisissant, quant même il aurait été ordonné par un jugement que les deniers saisis auraient été baillés au saisissant. La raison en est que jusqu'au paiement effectif fait au créancier saisissant, les deniers appartiennent au débiteur sur lequel il ont été saisis, et que s'il y a quelque risque à craindre, c'est lui qui le court. Il n'est point quitte avant que le créancier ait touché ; et son débiteur es-mains duquel la saisie est faite ne cesse point de lui être débiteur et obligé jusqu'à ce qu'il ait vidé ses mains, et satisfait au jugement ». A l'appui de cette opinion Denisart invoque un arrêt du 29 décembre 1639 rapporté par Henrys (tome I, liv. IV. ch. 6) dans les termes suivants : « Titus, premier saisissant, soutient que l'intervention de Caius est faite à tard après saisie et *condamnation* ; que, puisque les lois favorisent la diligence des créanciers, il n'est pas raisonnable que celui qui ne vient qu'après la nappe mise, comme on dit, se puisse prévaloir du labeur et soin d'autrui et recueillir le fruit qu'il n'a pas semé, bref prendre la proie qu'un autre a chassée et poursuivie, et Caius, au contraire, s'attache à la règle commune (en cas de déconfiture) et répond que, quelque considération de faveur qu'on allègue, elle ne sert que pour être remboursé par préférence des justes frais faits et avancés pour le soutien du procès ». Sur ce, voici l'arrêt rendu le 29 décembre 1639 : « a ordonné et ordonne que les parties viendront à *contribution* et seront payées des sommes à elles dues au sol la livre, sur lesdits deniers étant es-mains dudit Mathieu Girard, *adjudés* audit défendeur (Louis Chausse) par *arrêt* du 29 janvier

1633, les frais faits par lui pour parvenir à la *condamnation* d'iceux (Christophe et Gui de Verdier, les saisis) préalablement payés, suivant les offres dudit demandeur (Jacques Girard, le créancier intervenant (1) ».

Le saisissant qui a obtenu un jugement attributif pourra cependant figurer dans la procédure de répartition ouverte entre les créanciers ; il y viendra comme cessionnaire, voilà tout. Or comment procédait-on pour le règlement respectif des droits des différents saisissants ou cessionnaires dans l'ancien droit ? Pothier s'exprime ainsi à ce sujet dans son traité de procédure civile : « Lorsqu'il y a d'autres créanciers qui ont fait des saisies-arrêts, ou même de simples arrêts,... ou des cessionnaires de la créance..., l'arrêté doit les dénoncer au créancier arrêtant, afin qu'il les mette au cause : car l'arrêté a intérêt de ne faire la délivrance des deniers arrêtés qu'en vertu d'un rendu jugement avec tous les arrêtants et cessionnaires par transports afin d'avoir sa sûreté contre tous. — L'arrêtant doit les mettre en cause afin de faire juger à qui les sommes arrêtées seront adjugées et délivrées ; c'est ce qui forme l'instance de préférence entre tous les créanciers arrêtants et tous les cessionnaires ».

On trouve des explications analogues dans le commentaire de la coutume d'Orléans.

Cette instance en préférence est distincte de la procédure qui conduit au jugement de validité ; et si le créancier qui a obtenu ce dernier pouvait s'en prévaloir

1. Voy. égal. *Nouveau style du Chatelet de Paris*, livre II, tit. X.

comme lui conférant un droit exclusif, nous ne manquons pas de le voir relaté dans le style du Chatelet, par exemple, qui règle cette procédure.

Or, il n'en est rien ; nous y lisons au contraire : « S'il y a plusieurs saisissants, et qu'il y ait le cas de déconfiture, après qu'ils se sont communiqué respectivement leurs titres de créance, il intervient sentence... qui ordonne que les deniers saisis seront contribués au sol la livre, au prorata de leurs créances, par devant le commissaire que la cour commet. »

N'est-ce pas la négation de tout droit exclusif ?

54. La question d'ailleurs avait moins d'importance autrefois qu'elle n'en a aujourd'hui.

D'abord elle ne se posait que dans le cas de déconfiture. Ensuite, l'un des effets les plus dangereux peut-être du jugement de validité dans le système adopté par la jurisprudence actuelle est celui qui consiste à en faire découler un droit privatif au profit du créancier qui l'a obtenu, même quand la créance saisie est une créance non échue, une créance de loyers, de salaires, par exemple. On comprend qu'on hésite à rendre ainsi indisponibles pour les autres créanciers, pour un temps qui peut être fort long, les créances à échoir du débiteur lesquels, s'il s'agit principalement de salaires, peuvent constituer le seul élément saisissable. Cet effet du jugement de validité de saisie-arrêt sur lequel j'aurai à revenir était encore très controversé dans ces derniers temps ; un arrêt de la Cour de Cassation du 27 novembre 1894 (1)

1. Sir. 96. 1. 489.

mettra probablement à cette controverse qui s'est cependant renouvelée à propos de petites-saisies-arrêts. — Quoi qu'il en soit, cette discussion n'aurait pu s'élever dans l'ancien droit. L'acceptation ou la signification d'un transport ne saisissait le cessionnaire de la créance que lorsqu'elle était échue ; « il n'est pas possible, dit Pothier, *per rerum naturam*, d'être saisi de ce qui n'existe pas encore.

Lors donc que quelqu'un a cédé des arrérages, loyers et fermes à échoir, le cessionnaire, quoiqu'il ait fait signifier le transport, ou qu'il l'ait fait accepter par son débiteur, n'en est saisi qu'au moment de l'échéance, qui arrive après la signification du transport » (1). Il est bien évident que si l'on donne au jugement de validité les effets d'un transport, ces effets ne pouvaient être plus considérables que ceux d'une cession volontaire, ce qui restreignait singulièrement l'intérêt du saisissant d'obtenir rapidement, et avant tous autres un jugement de validité.

55. Le Code de procédure civile est muet sur la question ; il se contente de dire dans l'art. 579 que si la saisie-arrêt ou opposition est valable, il sera procédé à la vente et à la distribution du prix, aussi qu'il est prescrit au titre de la distribution par contribution. La discussion législative du Code ne jette aucune lumière sur l'objet de nos recherches. La controverse qui s'agitait, sous l'ancien droit, devait donc réapparaître et avec beaucoup

1. Pothier, *Proc. civ.* 4^e part. chap. 4 sect. 3 § 6.

plus d'intensité, puisque le 1^{er} saisissant n'ayant plus de privilège, a intérêt à se mettre le plus rapidement possible à l'abri de tout concours d'opposants ultérieurs. Les premiers arrêts rendus par la Cour de Cassation et reproduits dans les recueils ne datent cependant que de 1822 (1), et consacrent la théorie du transport judiciaire ; des résistances se produisirent, notamment de la part de la Cour d'Appel de Paris jusqu'en 1842 (2). — Cependant la Cour de Cassation a toujours persisté dans sa jurisprudence qui est depuis longtemps complètement assise. La question présente néanmoins un certain caractère d'actualité. La loi de 1895 sur les petites saisies-arêts est venue renouveler les controverses qu'avait suscitées l'attribution des créances à échoir ; d'un autre côté, on n'est pas arrivé du premier coup à la théorie d'ensemble, et aujourd'hui encore, des discussions s'élèvent, sur la nature, les conditions et l'étendue de ce transport judiciaire.

Le projet du nouveau Code de procédure statue dans le sens de la jurisprudence régnante, tout en s'en écartant toutefois sur la question de savoir à quel époque se produit le transport ; l'art. 18 du titre de la saisie-arêt dispose ainsi : « Le jugement de validité de saisie-arêt, signifié au tiers saisi et passé en force de chose jugée, emporte au profit du premier saisissant, attribution exclusive des sommes saisies-arêtées. Cependant les créanciers qui auront formé une saisie-arêt posté-

1. Cass., 22 fév. 1822 (D. *Rép.* v^o S. A. n^o 445 en note).

2. Paris (1^{re} Ch.). 10 mai 1842 (D. 42. 2. 236).

rieurement à la première opposition, mais antérieurement à la signification dudit jugement au tiers saisi, viendront en concours avec le premier saisissant. Si le jugement de validité de saisie-arrêt est frappé d'opposition ou d'appel, la décision définitive qui le confirmera rétroagit au jour du jugement ».

**SECTION III. — De la nature de l'attribution judiciaire. —
Essais de justification.**

56. La jurisprudence est depuis longtemps fixée dans le sens de l'effet attributif du jugement de validité de saisie-arrêt.

L'effet *nécessaire* du jugement prononçant la validité d'une saisie-arrêt, dit la Cour de cassation, est de dessaisir le débiteur des sommes saisies-arrêtées pour en faire attribution exclusive et transport au saisissant.

Cet effet n'est peut-être pas aussi nécessaire qu'on veut bien le dire ; et la preuve en est que dans un pays qui est régi par notre Code de procédure civile, la Belgique, la jurisprudence s'est toujours refusée, malgré les efforts qui ont été faits jusque dans ces derniers temps, à admettre l'effet attributif.

Le jugement de validité, même lorsqu'il est devenu définitif, n'a d'autre effet d'après la jurisprudence belge et aux termes mêmes d'un arrêt récent (1) « que de don-

1. Bruxelles, 9 mars 1894 (D. 95. 2. 283). Voy. égal. Bruxelles, cas., 14 janvier 1841 (Pas. 41. 1. 61) ; — Liège, 7 juill. 1866
Lecat

ner au saisissant qualité et capacité à l'effet d'exercer ses droits sur la créance saisie laquelle continue toujours de faire partie du patrimoine du débiteur jusqu'au paiement du saisissant ».

Le droit pour le créancier de demander au débiteur le paiement de ce qui lui est dû, voilà le seul effet du jugement de validité.

Et qu'on ne s'étonne pas que le Code exige un jugement, en en réduisant même ainsi les effets.

Le saisissant procède-t-il en vertu d'un titre sous-seings privé, ou même sans titre, avec la permission du juge ? — C'est presque une concession que la loi lui fait, en l'autorisant à former une saisie, sans être muni au préalable d'un titre authentique. Le législateur se montre aussi facile en matière de saisie-gagerie, de saisie foraine et autres saisies conservatoires ; mais alors la réalisation des objets saisis ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement qui a validé la saisie ; il n'y a donc rien d'extraordinaire que le créancier ne puisse demander son paiement au tiers saisi qu'après avoir fait valider par un jugement sa saisie-arrêt.

Le créancier saisissant est-il porteur d'un titre exécutoire ? La nécessité d'un jugement de validité réduit aux effets que nous venons d'indiquer se comprend moins. Le créancier peut en effet en vertu d'un titre de cette nature faire vendre les objets saisis sans avoir besoin de

(Pas. 67. 2. 37) ; — Liège, 28 juill. 1887 (Pas. 88. 2. 18) ; Bruxelles, 14 juill. 1888 (Pas. 89. 2. 17) ; — Tr. Bruxelles, 2 fév. 1892 (Pas. 92. 3. 160) ; — Cf. Leurquin. *Etudes sur la saisie-arrêt*, n. 27.

prendre jugement et percevoir immédiatement le montant du prix. A quoi bon alors, peut-on dire, exiger ici un jugement de validité, si ce jugement ne doit avoir pour effet que de donner au créancier la faculté de se faire payer ? Si la loi ne distingue pas, — et elle ne fait aucune distinction — c'est que le jugement de validité doit entraîner un autre effet qui est justement notre effet attributif.

Il n'est pas douteux dans ce dernier cas, que l'obligation pour le créancier de faire valider sa saisie-arrêt est difficile à justifier. Aussi a-t-on proposé de permettre au créancier d'agir immédiatement contre le tiers saisi, lorsqu'il a entre les mains un titre exécutoire contre son débiteur.

On lit dans le rapport présenté à la Chambre des députés le 12 novembre 1883 (1), par M. Renoirville, sur un projet de loi relatif à la réforme de la procédure de contribution et de saisie-arrêt le passage suivant : « L'article 563 actuel prescrit dans tous les cas une demande en validité de saisie-arrêt. Le nouvel article (2) propose de

1. *J. offic.* Ch. des dép. sess. ord. de 1884, doc. parl. ann. 2366, p. 2034.

2. L'art. 563 nouveau était ainsi rédigé : « Dans la huitaine de la saisie-arrêt, outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le domicile du tiers-saisi et celui du saisissant, et un jour par cinq myriamètres de distance entre le domicile de ce dernier et celui du débiteur saisi, le saisissant sera tenu de dénoncer la saisie-arrêt au débiteur saisi. Si la saisie-arrêt a été pratiquée en vertu d'un titre privé ou d'une permission du juge, la dénonciation contiendra, à peine de nullité, copie du titre ou de la requête et ordonnance, et assignation en validité. — Si la saisie-arrêt a été pratiquée en vertu d'un acte authentique, il n'y aura pas lieu

ne soumettre à une demande en validité que les saisies-arrêts pratiquées sans titre authentique exécutoire.

La loi ne prescrit pas de demander la validité des autres saisies précisément parce qu'elles sont pratiquées en vertu d'un titre exécutoire. Or, au regard de la partie saisie, une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un titre exécutoire a tous les caractères d'une saisie-exécution avec cette seule différence que l'exécution ne peut être mise à fin, qu'après l'accomplissement de certaines formalités à l'égard du tiers saisi ; en ce cas, la demande en validité nous paraît une formalité inutile. Cette interprétation paraît consacrée d'ailleurs par l'art. 568 en vigueur qui permet d'assigner le tiers-saisi en déclaration affirmative, sans qu'il soit besoin d'un jugement de validité, s'il y a titre authentique. Mais cette innovation exigeait certaines dispositions protectrices dans l'intérêt du débiteur et du tiers saisi. Ces prescriptions qui nous ont paru suffisantes sont l'obligation imposée au saisissant de notifier son titre à la partie saisie avec commandement de payer et celle imposée à cette partie de former sa demande en contestation, s'il y a lieu dans la huitaine et de la dénoncer au tiers saisi ».

d'assigner en validité, mais l'acte de dénonciation devra contenir notification de la copie de cet acte, avec commandement à la partie saisie de se libérer. — Si ce dernier entend contester la saisie-arrêt, il devra former sa demande contre le saisissant et la lui faire signifier dans la huitaine, outre les délais de distance, soit à son domicile réel, soit à celui élu par l'exploit de saisie-arrêt. — Copie de l'exploit sera remise au tiers-saisi sans qu'il soit besoin de l'appeler en cause, et la remise sera constatée dans l'original, le tout à peine de nullité. »

On conçoit donc très bien que le saisissant puisse se passer de jugement de validité quand il a un titre exécutoire ; ce n'est cependant pas une raison pour lui faire produire dans ce cas d'autres effets que ne le fait la jurisprudence belge. Sans doute, en bonne logique, il faudrait mieux laisser au débiteur, par une opposition à commandement, le soin de faire tomber la saisie ; mais on comprend qu'à raison d'une situation plus compliquée et plus délicate que dans les autres saisies, le Code exige toujours un jugement de validité, sans qu'il soit nécessaire d'y attacher l'effet attributif reconnu par la jurisprudence française (1).

57. Il ne suffit donc pas de dire que l'effet attributif est un effet nécessaire du jugement de validité, il importerait de démontrer qu'il en est la conséquence forcée.

En France, le principe même de l'attribution judiciaire n'est plus discuté, devant les tribunaux, et il faut même remonter assez loin pour trouver les arguments qu'on a fait valoir pour justifier son adoption (2).

Refuser l'attribution, ce serait, a-t-on dit, méconnaître le principe fondamental de l'autorité de la chose jugée.

1. Pourquoi d'ailleurs faire dériver l'effet attributif du jugement de validité plutôt que de la saisie-arrêt elle-même ? Dans le Code de procédure allemand où la saisie-arrêt étant toujours un acte d'exécution ne peut être pratiquée qu'en vertu d'un titre exécutoire, c'est l'exploit de saisie-arrêt qui emporte délégation de la créance saisie-arrêtée au profit du saisissant (art. 736, C. proc. civil all.).

2. Cass., 30 janvier 1842 (Dall. *Rep.* v^o S. A., n^o 445 ; Sir 42. 1. 119).

— Il est vraiment trop facile de répondre à cet argument qui constitue, en réalité, une véritable pétition de principe. Sans doute, l'autorité de la chose jugée serait méconnue si on pouvait contester la *validité* de la saisie-arrière alors qu'un jugement est venu consacrer le bien fondé ; mais comment se trouverait-elle atteinte parce qu'un créancier saisissant viendrait à son tour faire reconnaître son droit de saisie et prendre part au partage des sommes saisies-arrêtées ? Pour qu'il en fut ainsi, il faudrait admettre que le jugement de validité a attribué au créancier saisissant un droit exclusif sur la créance saisie ; or c'est là justement ce qu'il s'agit de démontrer.

58. On a voulu tirer aussi argument de la formule même du jugement de validité qui ordonne au tiers saisi de *vider ses mains* dans celles du saisissant. Chauveau (1) va même jusqu'à y voir le fondement principal du système de la jurisprudence. « Lorsqu'elle s'y rencontre, dit-il, n'est-il pas évident qu'elle forme entre le saisissant et le débiteur un lien de droit dont rien ne peut le dégager ? » « — Le Répertoire de Dalloz (2) attache à son tour une grande importance à ces mots « quoi faisant bien et valablement déchargé ». Il est difficile d'admettre que la portée d'un jugement puisse ainsi dépendre des formes de sa rédaction. C'est du caractère du jugement lui-même et non de ses termes qu'il faudrait faire résulter l'effet attributif (3).

1. Chauveau sur Carré, t. IV, *quest.* 1971 *bis*.

2. Dall. *Rep.* v^o S. A. n^o 445.

3. On a produit un argument du même genre à propos de la

Ces formules n'ont d'ailleurs rien à voir avec l'effet attributif qu'on fait produire au jugement de validité. La saisie-arrêt a ceci de particulier que l'une n'empêche pas l'autre ; des créanciers peuvent poursuivre à la fois et séparément des instances en validité et obtenir des jugements qui contiendront tous la même formule ; il est cependant bien évident que le tiers saisi se gardera bien de rien verser entre les mains de l'un des saisissants jusqu'à ce qu'une distribution ait réglé les droits respectifs de chacun.

59. Faute de pouvoir justifier cette attribution, il faut bien en revenir au grand principe de l'égalité entre créanciers et dire qu'aucun d'eux ne peut obtenir une situation privilégiée, tant qu'il n'a pas été payé ou qu'une procédure de répartition n'a pas entraîné la forclusion de quelques-uns. Il n'est pas nécessaire pour cela de se prévaloir de textes formels ; on ne fait qu'appliquer à la saisie des créances les principes qui régissent les autres saisies, et auxquels rien n'indique que le Code ait dérogé.

On a invoqué cependant en ce sens l'art. 579 C. procédure civile, qui renvoie le créancier qui a obtenu le jugement de validité à la distribution par contribution. Cet argument n'a pas touché la Cour de cassation qui fait remarquer avec raison dans son arrêt du 30 janvier 1842, qu'il ne faut pas séparer cet article de l'art. 578 qui le

question de savoir si l'opposition à un jugement par défaut anéantit le jugement ou en arrête simplement l'exécution. Voy. un jug. du trib. de la Seine rapporté dans le Droit du 1^{er} mai 1897.

précède et qui se réfère uniquement à la saisie-arrêt des objets mobiliers.

On a encore voulu tirer argument des art. 573 et 575 du même Code aux termes desquels le tiers saisi assigné en déclaration affirmative est tenu de faire connaître au saisissant les autres oppositions qui seraient faites entre ses mains, sans distinguer entre leurs dates. Nous verrons que ces articles peuvent recevoir leur explication même dans le système de la jurisprudence.

60. S'il est difficile de justifier en droit la théorie de la jurisprudence, ce n'est pas à dire qu'on ne doive pas l'approuver. Evidemment, elle ruine l'égalité entre créanciers ; mais il n'y a là rien de bien injuste. Sans doute, il peut paraître regrettable que le paiement d'un créancier de préférence à un autre soit le prix de la course ; mais il est à remarquer que le créancier qui poursuit l'instance en validité court, de son côté, des dangers qui doivent entrer en ligne de compte. Il peut se faire qu'il ne tire aucun avantage du jugement qu'il a obtenu, par suite d'opposition d'autres créanciers ou de l'ouverture d'une contribution en temps utile. Les frais qu'il a exposés ne viendront pas comme privilégiés, car il n'a poursuivi l'instance que dans son intérêt personnel, et non dans celui de la masse des créanciers. Il ne faut donc pas s'étonner si, malgré les avantages qui découlent d'un jugement de validité passé en force de chose jugée, beaucoup de créanciers ne suivent pas sur leur assignation (1).

1. « Celui qui a fait pratiquer une saisie-arrêt doit pour pouvoir en réclamer les frais vis-à-vis des autres créanciers, établir

61. La jurisprudence décide que le jugement de validité de saisie-arrêt vaut transport au profit du créancier saisissant de la créance saisie-arrêtée ; il y a transport judiciaire. Il ne faudrait pourtant pas se méprendre sur ce mot et y attacher des effets que la jurisprudence refuse d'admettre avec raison.

« Si le jugement est regardé, comme un *transport*, dit Pigeau dans son Commentaire du Code de proc., art. 576, le saisi sera considéré comme un cédant, et, le cédant ne répondant pas de la solvabilité du débiteur lorsqu'il n'y est pas engagé, il en résulte que si le tiers saisi devient insolvable, ce sera pour le compte du cessionnaire. Si ce jugement est considéré comme la délégation parfaite dont parle l'art. 1276 C. civil, cette délégation déchargeant le débiteur qui l'a faite, le créancier n'a pas de recours contre lui..., et il en résultera que si le tiers-saisi, nouveau débiteur, devient insolvable, la perte sera pour les créanciers sans recours contre le saisi qui est libéré... ; on doit donc décider que le titre des créanciers est la délégation imparfaite (art. 1273, C. civ.) parce que le créancier qui n'étant pas payé en argent par son débiteur a consenti à être payé autrement est présumé avoir voulu que ce qu'on lui donnait en place d'argent approchât le plus possible de l'argent ; et, comme de toutes les valeurs qu'on lui donnerait, la délégation imparfaite serait préférable aux deux autres et approcherait plus par conséquent de l'argent que le transport et la délégation

que la saisie a été faite dans un intérêt commun ». Douai, 8 juillet 1858 (J. av. 85, p. 223). Cf. Trib. Seine (1^{re} ch.), 28 novembre 1896 (*Gaz. Trib.*, 28 janv. 1897).

parfaite, on doit considérer lui et la justice comme représentant le saisi, comme n'ayant accordé qu'une délégation imparfaite. On peut en faveur de cette opinion tirer argument de l'art. 133 du Code de procédure qui établit que l'avoué qui a obtenu distraction des deniers dûs à son client n'en conserve pas moins action contre sa partie ».

Nous avons déjà fait le rapprochement que le savant auteur établit entre le droit exclusif du premier saisissant et la distraction des dépens ; nous avons vu également un droit de même nature dans la collocation d'un créancier dans un ordre ou une contribution. Dans tous ces cas, le créancier acquiert un débiteur nouveau, mais on ne pourrait sans injustice considérer l'obligation de l'ancien débiteur comme remplacée par celle dont le perdant, l'adjudicataire ou le tiers saisi se trouve tenue désormais envers lui ; sa situation deviendra meilleure puisqu'il aura deux débiteurs au lieu d'un ; dans le cas contraire, elle serait empirée si le nouveau débiteur était ou devenait insolvable.

Il n'en est pas moins vrai qu'ainsi comprise, la conception du transport judiciaire devient de plus en plus étrange. On est à peu près d'accord pour dire que la délégation imparfaite n'a pas besoin pour être opposable au tiers et notamment aux autres créanciers du délégant d'être signifiée au délégué ou acceptée par lui dans un acte authentique : les dispositions de l'art. 1690, C. civ. d'après la majorité des auteurs, ne sont applicables qu'aux actes de cession proprement dits (1).

1. Voy. en ce sens Metz, 24 nov. 1820 (*D. Rép.* v^o priv. et

Or, il est de jurisprudence constante que le jugement de validité doit être signifié au tiers saisi pour valoir transport judiciaire, de sorte qu'on se trouve en présence d'une délégation imparfaite qui emprunte pour être opposable au tiers, les formes de la cession de créances. Tout ceci est juridiquement inexplicable, et il faut se contenter de mentionner les conséquences que la jurisprudence tire de sa théorie en les rapprochant des solutions identiques admises en matière de distribution par voie d'ordre ou de contribution et de distraction des dépens (1).

hyp. n. 1503); Dijon, 9 février 1847 (D. *Rép.* v^o oblig. n. 2479); Orléans, 3 juillet 1847 (D. *Rép.* v^o oblig. n. 2477); en sens contraire Demolombe, t. 28, n. 329; Laurent, t. 18, n. 316; t. 24, n. 501; Paris, 5 février 1839 (D. *Rép.* v^o oblig. n. 2480).

1. Tout le monde ne considère cependant pas le droit du créancier colloqué utilement dans un ordre ou une contribution comme constituant une délégation imparfaite. Certains considèrent la distribution comme l'équivalent d'un paiement réel, d'un paiement en numéraire (Bordeaux, 16 nov. 1841, D., *Rep.* v^o faillites, n^o 291). — La Cour de cassation et la plupart des auteurs n'y voient au contraire qu'une indication de paiement — « Mais, disent très bien M. M. Ollivier et Mourlon, l'indication de paiement ne suppose pas en général que le débiteur indiqué soit lié envers le créancier auquel on l'a indiqué, tandis qu'incontestablement l'adjudicataire (plus généralement le détenteur de deniers quel qu'il soit) est personnellement obligé jusqu'à concurrence de son prix (plus généralement de la somme qu'il détient) envers les porteurs de bordereaux. Il serait mieux de dire que la délivrance des bordereaux constitue une espèce de délégation par laquelle le créancier sans perdre son ancien débiteur, en acquiert un second qui devient son obligé personnel. » Ainsi envisagée, la collocation échappe aux conséquences de la déclaration de faillite (art. 443. C. com.); elle ne devrait pas y échapper, si l'on n'y voyait qu'une indication de paiement laquelle ne conférerait aucun droit effectif sur la somme à distribuer.

62. Le transport judiciaire n'opérant pas novation, il en résulte que le saisi n'est pas déchargé (1) ; le créancier conserve tous les droits qu'il avait contre lui, sans être obligé de discuter préalablement le tiers saisi (2). On a même été jusqu'à soutenir que le saisissant ne pouvait encourir aucune responsabilité pour n'avoir pas poursuivi dans un certain délai l'exécution du jugement contre le tiers saisi (3) ; s'il en est ainsi on est bien forcé de donner au débiteur saisi la faculté de faire valoir ses droits contre ce dernier ; c'est ce que décide la Cour de cassation qui dit que le débiteur n'est pas dépouillé de la faculté d'agir ; qu'il a le droit de forcer le tiers saisi de

1. Bourges, 27 juin 1820 (Dall. *Rép.* v. S.-A. n. 453) ; Toulouse, 22 janvier 1829 (Dall. *Rép.*, v. S.-A., n. 454) ; Nîmes 24 avril 1828 (Dall. *Rép.*, v. S.-A., n. 454). — Voyez solutions analogues — dans la distraction des dépens. Cass., 13 juin 1837 Sir. 37. 1. 572) ; — pour les bordereaux de collocations. Cass., 18 mai 1808 (D. *Rép.*, v. Priv. et hyp. n. 2319, Sir. 8. 1. 291) ; Cass., 25 février 1839 (D. *Rép.* v. Priv. et hyp. n. 2321, Sir. 39. 1. 296) ; Cass., 18 déc. 1854 (D. 55. 1. 34, Sir. 35. 1. 247) ; Bourges, 11 juin (Sir. 55. 2. 636).

2. Cass., 26 juill. 1836 (Dall. v. S.-A., n. 418, Sir. 37. 1. 337) ; pour la distraction des dépens. Trib. civ. Corbeil, 11 juill. 1883 (Bull. de la saxe 5. 163).

3. En sens contraire, pour la distraction des dépens, Orléans 16 mai 1849. Sir. 49. 2. 618. Trib. de Grenoble, 19 du 1873 (*J. av.*, t. 100, p. 76) ; — Cf. Art. 741 C. proc. civ. all. « Le créancier qui diffère de poursuivre le recouvrement d'une créance qui lui est déléguée à cet effet est responsable envers le débiteur du préjudice qu'en résulte » ; art. 742 « le créancier peut, sans préjudice de ses prétentions, renoncer aux droits qui lui sont acquis par la saisie et par la délégation de la créance aux fins de recouvrement. La renonciation se fait par une déclaration signifiée au tiers débiteur ».

payer dans les mains du saisissant ou de déposer à la charge des oppositions (1).

63. La créance ainsi transportée passera au saisissant avec toutes ses garanties, notamment avec les privilèges ou hypothèques qui peuvent y être attachées (art. 1692 et 2112 C. civ.).

La saisie-arrêt a eu d'abord pour effet de frapper d'indisponibilité, tout au moins relativement au saisissant, la créance du débiteur saisi ; celui-ci ne peut donc plus à partir de ce moment céder ses garanties, pas plus que la créance elle-même. La question s'est présentée devant la Cour de cassation qui n'a pas hésité à la résoudre en ce sens (2). Dans l'espèce, un prêteur, auquel l'emprunteur avait consenti une hypothèque, s'était fait consentir à titre de supplément de garantie, une antériorité d'hypothèque par un créancier auquel l'immeuble de l'emprunteur était déjà hypothéqué ; mais, préalablement à cette cession d'antériorité, une saisie-arrêt avait été faite par un des créanciers du cédant, entre les mains du propriétaire de l'immeuble ; la Cour de cassation a décidé avec beaucoup de raison que la cession d'antériorité devait être considérée comme non avenue. L'indisponibilité de la créance doit se communiquer à l'hypothèque en vertu de la règle que l'accessoire suit le principal. Cette solution n'est pas sans porter une grave atteinte au principe de publicité qui est une des bases de notre régime hypothécaire. Les

1. Cass., 26 juill. 1836 (D. *Rép.* v. S.-A, n. 418. Sir. 37. 1. 337).

2. Cass., 21 mai 1889 (Dal. 89. 1. 367 ; Sir. 89. 1. 357).

effets de la cession d'antériorité seront annihilés par une saisie-arrêt dont rien ne révélait l'existence au cessionnaire ; ce dernier fera donc bien, en pratique, de faire intervenir à l'acte de cession le débiteur qui déclarera s'il existe une saisie-arrêt pouvant empêcher l'effet du contrat.

Les accessoires de la créance, rendues indisponibles comme la créance elle-même par l'effet de la saisie-arrêt, seront transportés au créancier en vertu du jugement de validité (1). Le saisissant aura donc seul le droit de donner mainlevée de l'hypothèque garantissant la créance de son débiteur contre le tiers saisi (2) ; il aura qualité pour faire inscrire ou renouveler l'inscription de l'hypothèque, et il arrivera de la sorte à se faire colloquer dans les ordres qui seraient ouverts sur le tiers saisi comme l'aurait été son débiteur lui-même, et par préférence à tous autres créanciers qui produiraient en sous-ordre (3). C'est uniquement ce que décide l'arrêt de cassation du 20 mai 1839, qu'on cite cependant partout comme consacrant une thèse absolument différente, à savoir que le jugement de validité conférerait au saisissant une hypothèque judiciaire sur tous les immeubles du tiers saisi.

Il suffit de lire l'arrêt en question pour voir qu'il ne dit rien de semblable. Rien ne me paraît d'ailleurs moins sûr que cette hypothèque judiciaire qui découlerait du jugement de validité ; sans doute, ce jugement donnera

1. Bordeaux, 20 janvier 1898 (Rec. Bordeaux, 1898. 1. 296).

2. Trib. civ. Orthez, 19 juin 1895 (Loi 12 juill. 1895).

3. Cass. req., 20 mai 1839 (D. *Rép.* Priv. et hyp. n. 1121. Sir. 39. 1. 785).

naissance à une hypothèque judiciaire qui grèvera les immeubles du débiteur ; cela ne peut faire de difficultés quand le saisi est assigné en paiement en même temps qu'en validité de saisie-arrêt ; et la situation sera la même quand le créancier, agissant en vertu d'un titre authentique, poursuivra simplement la validité de la saisie-arrêt, puisqu'il est de jurisprudence aujourd'hui constante que le créancier muni d'un titre exécutoire peut assigner son débiteur uniquement afin de pouvoir prendre inscription d'hypothèque judiciaire (1).

Mais ce jugement n'entraîne aucune condamnation contre le tiers saisi ; on ne sait pas si le tiers saisi est débiteur ; le fût-il, il lui serait impossible de payer, parce que il n'a pas peut-être pas fait sa déclaration affirmative ou que cette déclaration est contestée par le saisissant, ou bien parce que le jugement n'est pas encore définitif et, qu'en sa qualité de tiers, il ne doit l'exécuter que lorsque les voies de recours ordinaires sont devenues impossibles ; il ne pourra peut-être même pas consigner, si sa dette n'est pas exigible, et l'on voudrait qu'une instance qui ne doit lui causer aucun préjudice, à laquelle il doit rester complètement étranger, pût aboutir à un jugement susceptible d'entraîner hypothèque judiciaire sur tous ses biens immeubles. Il suffit de montrer les conséquences qui découlent de l'opinion générale pour la repousser aussitôt.

64. Il n'est peut-être pas inutile de faire encore ici un

1. Cass., 1^{er} août 1881 (D. 82. 1. 416, Sir. 82. 1. 337 et note de M. Lacointa).

rapprochement entre la situation de notre créancier saisissant et celle du porteur d'un bordereau de collocation.

On a essayé également de dire que le bordereau de collocation délivré à un créancier conférerait à ce dernier une hypothèque judiciaire sur tous les immeubles de l'adjudicataire (1); la Cour de Cassation a repoussé cette prétention.

Elle n'admet pas que le bordereau de collocation puisse à lui seul conférer l'hypothèque judiciaire; il n'en est autrement que, lorsque l'adjudicataire d'un immeuble hypothéqué ayant contesté la collocation du créancier, une instance s'engage sur ce point et se termine par un jugement rejetant les prétentions de l'adjudicataire; ce jugement, condamnant l'adjudicataire, emportera hypothèque judiciaire sur ses immeubles, comme pourrait le faire le jugement qui serait rendu entre le saisissant et le tiers saisi dont la déclaration serait contestée (2).

Mais de même que le jugement de validité de saisie-arrêt emporte transport de la créance saisie-arrêtée avec ses accessoires, il semble bien que l'ordre contenant une délégation du prix de l'immeuble aux créanciers colloqués, les accessoires de ce prix, et notamment le privilège du vendeur inscrit au profit de la partie saisie, doivent

1. Limoges, 30 juill. 1889 (D. 92. 2. 183). Cf. Bordeaux, 30 avril 1840 (D. *Rép.*, Priv. et hyp. n. 1120).

2. Grenoble, 28 mai 1831 (D. *Rép.* v. Priv. et hyp. n. 1118; Sir. 32. 2. 95); Paris, 10 août 1850 (D. 51. 2. 173); Lyon, 20 juill. 1893 (Loi, 16 février 1894); Cass. req., 24 déc. 1890 (D. 92. 1. 183; Sir. 92. 1. 301).

passer aux créanciers hypothécaires dans la mesure et dans l'ordre où ils peuvent les invoquer.

Cette solution présenterait un avantage considérable. On sait que les créanciers hypothécaires sont dispensés de renouveler leur inscription lorsque l'hypothèque a produit son effet légal, c'est-à-dire, d'après l'opinion la plus générale, à dater de la transcription du jugement d'adjudication dans le cas d'expropriation forcée, et du jour des notifications afin de purge, en cas d'aliénation volontaire. Mais on décide généralement que cette dispense de renouvellement est toute relative ; qu'elle n'existe que dans les rapports du créancier avec l'adjudicataire ou l'acquéreur et dans les rapports des créanciers les uns à l'égard des autres ; qu'elle n'existe pas à l'encontre du sous-acquéreur et de ses créanciers personnels ; par conséquent, si l'immeuble venait à être saisi, soit sur l'adjudicataire, soit sur ses sous-acquéreurs, les créanciers hypothécaires du vendeur primitif ne pourraient demander une collocation par préférence que si leur hypothèque avait été régulièrement conservée par une inscription ou renouvelée en temps utile. Si l'on admet notre opinion, les droits des créanciers seront beaucoup plus utilement sauvegardés. Sans doute, l'hypothèque, dira-t-on, a produit son effet légal, c'est-à-dire est reportée sur le prix ; mais elle doit l'être sur le prix tel qu'il est, garanti par le privilège du vendeur ; les créanciers trouveront une cause de préférence non pas dans leur hypothèque qui est éteinte, mais dans l'exercice du privilège du vendeur dont le bénéfice

leur à été acquis par l'effet des bordereaux de collocation (1).

SECTION IV. — A quelles conditions se produit le transport judiciaire

65. Avant d'entrer dans l'examen de cette question qui constitue le siège de la matière, il importe de bien la distinguer d'une autre avec laquelle on l'a souvent confondue (2) : à quelles conditions le jugement de validité peut-il être exécuté contre le tiers saisi ?

Le jugement de validité a pour effet de forcer le tiers saisi à vider ses mains entre celles du saisissant, au lieu et place du saisi, jusqu'à concurrence ou en déduction des causes de la saisie.

Les conditions exigées pour l'exécution de ce jugement contre le tiers saisi peuvent se ramener à quatre :

1^o Le jugement doit être signifié au saisi et au tiers saisi ;

2^o Il doit être passé en force de chose jugée.

1. Signalons ici pour mémoire une application du caractère attributif du jugement de validité de saisie-arrêt : la créance du débiteur saisi devra être soumise aux droits de mutation dus par suite du décès du saisissant lorsque le transport sera définitif. Cass., 14 juill. 1869 (D. 70. 1. 136. Sir. 70. 1. 41). Même solution en cas de distribution par contribution. Civ. cass., 15 juill. 1856 (D. 56. 1. 277 ; Sir. 57. 1. 377).

2. Voyez notamment note sous Cass., 20 nov. 1860 dans D. 60. 1. 478.

3^o La créance du tiers suivi doit être liquide.

4^o Elle doit être exigible.

Quelques développements sur chacun de ces points sont nécessaires.

66. 1^o Le jugement de validité doit être signifié au saisi et au tiers saisi. Cette condition ne saurait faire difficulté. Le jugement de validité, comme tout autre jugement, ne peut recevoir exécution qu'après avoir été signifiée à la partie contre laquelle il a été rendu ; ce n'est qu'une application de l'adage : *par est non esse, et non significari*. — La signification au tiers saisi sera nécessaire pour la même raison si, par hasard, il est partie dans l'instance, et pour qu'il ait régulièrement connaissance du jugement dans le cas contraire.

67. 2^o Le jugement de validité doit être passé en force de chose jugée. Il en résulte que : 1^o le jugement ne peut être exécuté contre le tiers saisi s'il est frappé d'opposition ou d'appel, tant qu'un arrêt confirmatif n'a pas été rendu ou que le saisi n'a pas été débouté de son opposition ; 2^o l'exécution est également impossible pendant les délais d'opposition ou d'appel ; 3^o l'exécution provisoire ne peut être ordonnée contre le tiers saisi.

1) Le jugement ne peut recevoir exécution contre le tiers saisi, s'il est frappé d'opposition ou d'appel.

L'appel en effet est généralement suspensif (art. 457 C. proc). Quand à l'effet suspensif de l'opposition, il est écrit en toutes lettres dans l'art. 159 C. proc. pour les jugements par défaut faute de comparaitre, et résulte

implicitement de l'art. 161 pour les jugements par défaut faute de conclure ; l'art. 155 le présuppose également en autorisant le tribunal à accorder l'exécution provisoire nonobstant opposition. Il en est d'ailleurs de même en matière commerciale (art. 435 C. proc.).

Cet effetsuspensifse prolonge jusqu'au jugement rendu sur l'opposition ou jusqu'à l'arrêt ; car, on ignore jusqu'à ce qu'il adviendra du jugement attaqué, et d'autre part, il est de principe que la demande en justice arrête toutes les poursuites et oblige les parties à rester en l'état jusqu'au jugement.

Si ces principes s'appliquent certainement aux parties au procès, ils reçoivent à *fortiori* leur application en ce qui concerne les tiers. Les textes sont d'ailleurs formels ; l'art. 548 C. proc. dispose : « Les jugements qui prononceront..... un *paiement*.... à faire par un tiers ne seront exécutoires contre ce tiers même après les délais de l'opposition et de l'appel, que sur le certificat de l'avoué de la partie poursuivante, contenant la date de la signification du jugement faite au domicile de la partie condamnée, et sur l'attestation du greffier constatant qu'il n'existe contre le jugement ni opposition ni appel « et l'art. 549 ». A cet effet, l'avoué de l'appelant fera mention de l'appel dans la forme et sur le registre prescrits par l'art. 163 ». — Les art. 163 et 164 contiennent des dispositions analogues. Il est donc bien certain qu'un jugement frappé d'opposition ou d'appel ne peut être exécuté contre le tiers saisi.

68. 2). Mais ne faut-il pas aller plus loin ? On dédui

généralement, et avec raison, selon nous, du texte de ces derniers articles que l'exécution ne peut être poursuivie contre les tiers pendant les délais de l'opposition ou de l'appel.

Certes, rien de semblable n'existe à l'égard des parties. Cela est hors de doute pour les délais d'appel (1). Quant aux délais de l'opposition aux jugements par défaut faute de conclure, si l'exécution n'est pas possible pendant ces délais, cela tient uniquement aux dispositions de l'art. 155 C. proc. aux termes duquel « les jugements par défaut ne seront pas exécutés avant l'échéance de la huitaine de la signification à avoué, s'il y a eu constitution d'avoué ». Comme d'autre part, d'après l'art. 157 « si le jugement est rendu contre une partie ayant un avoué, l'opposition ne sera recevable que pendant huitaine à compter du jour de la signification à avoué », il résulte de la combinaison de ces deux articles que le délai d'opposition se trouve être suspensif. Mais il n'y a là qu'une simple coïncidence ; et notre règle reprendra tout son empire, s'il s'agit 1^o des jugements des tribunaux de commerce (à supposer que le défaut faute de conclure y sont admis) : le délai d'opposition est toujours de huit jours (art. 436) et le délai dans lequel l'exécution ne peut être poursuivie n'est que d'un jour ; 2^o des jugements qui peuvent recevoir une exécution immédiate en vertu de l'art. 155.

En ce qui concerne les jugements par défaut faute de

1. Chauveau sur Carré, t. IV, quest. 1652 *bis* ; Rennes, 27 septembre 1851 (D. 52. 5. 254) ; Cass. 7 mars 1866 (D. 66. 1. 284).

comparaître, il est bien évident que l'opposition, seule, empêchera l'exécution, puisqu'il n'existe pas pour ces jugements de délais d'opposition : le jugement pourra être exécuté immédiatement après l'expiration du délai de huit jours de l'art. 155 et même auparavant si le tribunal a ordonné l'exécution immédiate, et un pour après la signification du jugement en matière commerciale.

On peut donc pour en principe que l'exécution est possible contre les parties, pendant la durée des délais d'opposition ou d'appel ; mais l'est-elle également contre les tiers ?

S'agit-il d'un jugement susceptible d'appel, tout le monde est aujourd'hui d'accord pour décider que les tiers ne doivent exécuter le jugement que s'il leur est justifié que le délai d'appel est expiré. Ce n'est pas ici le lieu de discuter cette question ; il me suffira de dire qu'on invoque en faveur de cette doctrine les art. 252 et 2157 du Code civil, le texte même de l'art. 548 et l'esprit de la loi.

S'agit-il d'un jugement par défaut faute de conclure, la question ne pourrait se poser qu'en matière commerciale ; et l'on sait que les tribunaux civils sont seuls compétent pour statuer en matière de saisie-arrêt.

La question est plus délicate pour les jugements par défaut faute de comparaître. Il n'y aurait pas de difficultés, s'il y avait alors des délais d'opposition ; il y aurait lieu de donner la même solution que pour les délais d'appel ; mais sauf quelques exceptions (art. 247 C. civ.), à l'heure actuelle il n'y en a pas. C'est l'exécution elle-

même qui ferme la voie de l'opposition. Si l'on attend pour exécuter pareil jugement que l'opposition ne soit plus possibles on attendra indéfiniment. Il semble donc qu'à moins de tourner dans un cercle vicieux, l'on doive dire que ce jugement pourra s'exécuter contre les tiers, en l'espèce, le tiers saisi, dès que la huitaine de l'art. 155 sera expiré et bien qu'il soit toujours susceptible d'opposition.

Ce raisonnement n'est peut-être pas à l'abri de toute objection ; car il y a un autre moyen de clore la vue de l'opposition que l'exécution contre le tiers ; c'est de poursuivre le recouvrement des dépens contre la partie condamnée, le débiteur saisi.

Nous dirons donc, toutes réserves faites pour ce dernier cas, que le jugement de validité ne peut être exécuté contre le tiers saisi tant que l'opposition et l'appel sont possibles.

69. 3) Des principes que nous venons d'exposer il résulte que l'exécution provisoire ne doit pas pouvoir être ordonnée contre un tiers ou doit être considérée comme étant sans effet à son égard : elle ne peut s'entendre que des condamnations prononcées contre la partie. Faisant application de cette règle à notre matière, nous dirons donc que si l'exécution provisoire peut être accordée quand le débiteur est assigné en paiement en même temps qu'en validité de la saisie-arrêt, à raison de la condamnation en paiement prononcée contre le saisi, elle ne saurait l'être quand il n'est formé contre lui qu'une demande en validité : il n'interviendra alors

contre la partie qu'une condamnation aux dépens pour laquelle l'exécution provisoire ne peut être ordonnée (art. 137, C. proc. civ.). Certains tribunaux (1) ont cependant statué en sens contraire, mais il est impossible de justifier leurs décisions.

70. 3° La créance du tiers saisi doit être liquide. Le saisissant fera liquider la créance du saisi au moyen de la procédure de déclaration affirmative. Il ne saurait entrer dans le cadre de cette étude d'examiner les formes qui sont prescrites par le Code pour la validité de cette déclaration : il nous suffit d'en examiner les résultats.

1) La déclaration n'a pas été faite ou le tiers saisi n'a pas produit les justifications suffisantes : il sera alors condamné comme débiteur pur et simple ; il n'y aura plus lieu alors de liquider sa créance, le saisissant pourra le poursuivre de suite en paiement des causes de la saisie.

2) La déclaration affirmative a bien été faite, mais elle est contestée par le saisissant ; le tiers saisi ne sera pas obligé de vider ses mains entre celles du saisissant jusqu'à ce qu'il soit intervenu un jugement définitif mettant fin aux contestations.

1. Trib. civil Seine (5^e Ch.), 17 avril 1880 (*Rec. périod. de proc.*, 80. 325) ; Trib. Lyon, 26 juill. 1893 (Loi, 7-8 janvier 1894) ; Trib. d'Avranches, 30 oct. 1896 (Loi, 7 janv. 1897). — Cf. sur la question de savoir si les juges peuvent ordonner l'exécution provisoire d'un jugement prononçant la mainlevée d'une saisie-arrest : Trib. Seine (2^e Ch.), 6 fév. 1897 (Loi 4 mars 1897) ; Cass., 15 mars 1847 (D. 48. 4. 326).

3) La déclaration affirmative n'est pas contestée, et le saisissant n'entend pas la contester. On pourrait croire alors que le saisissant va pouvoir exécuter immédiatement le jugement de validité contre le saisi, et beaucoup d'auteurs semblent le supposer ; il y a là cependant une erreur. La déclaration affirmative, même non contestée, ne constitue pas un titre exécutoire au profit du saisissant, et le tiers saisi peut refuser de payer sans qu'il puisse y être contraint dès maintenant par des mesures d'exécution. Il ne faut donc pas prendre à la lettre l'art. 576 C. pr. civ. ; si le tiers saisi ne veut pas payer, il faudra prendre un jugement contre lui. Seulement, il faut bien s'entendre : le tiers saisi ne peut être poursuivi puisque le saisissant n'a pas entre les mains de titre exécutoire, mais il sera dans son tort, s'il ne le fait pas, s'il ne répond pas à la sommation de payer qui lui est faite ; il pourra donc être condamné aux dépens de l'instance que le saisissant devra engager contre lui et même à des dommages-intérêts, en raison de sa résistance injustifiée.

Il y aurait donc intérêt à donner à la déclaration affirmative la force exécutoire qui lui fait défaut jusque aujourd'hui ; c'est ce que faisait le projet de la commission de 1883 (1). « La plupart des modifications proposées, lit-on dans le rapport, resteraient inefficaces, si la déclaration affirmative restait ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire un acte sans force exécutoire, nécessitant

1. *Journ. offic.* Ch. des dép., sess. ord. de 1884, doc. parl., ann. 2366, p. 2034.

l'obtention d'un jugement contre le tiers saisi qui, malgré la reconnaissance de sa dette, refuserait de payer.

« C'est cette force exécutoire que la nouvelle rédaction propose d'attribuer à la déclaration affirmative. Le nouvel art. 571 prescrivant que la déclaration sera faite et affirmée soit au greffe, soit devant le juge de paix du canton et qu'il en sera dressé acte par le greffier, il se formera un véritable contrat judiciaire, et étant donné que cette déclaration ne sera exécutoire que jusqu'à concurrence de la somme non contestée, nous ne trouvons aucun inconvénient à lui accorder cette sanction qui permettra de contraindre le tiers saisi à se libérer sans autre procédure et rendra efficace la prescription, jusqu'ici purement platonique, de l'article 576. Nous trouvons une sorte de précédent à cette innovation dans l'art. 535 du Code de procédure qui permet au juge devant lequel un compte est rendu d'accorder à l'ayant exécutoire pour le reliquat du compte ».

71. 4° La créance du tiers saisi doit être exigible ; cela va de soi ; le tiers saisi ne doit pas souffrir de la saisie-arrêt ; on doit même permettre au juge de lui accorder des délais de grâce par application de l'art. 1244 C. civil (1).

72. Après avoir déterminé les conditions requises pour

1. Cf. Proj. de la commission de 1883, art. 576 C. pr. civil, mod «... Les dispositions de l'art. 1244 du Code civil pourront être appliquées par le juge en état de référé, si le tiers saisi en réclame le bénéfice ».

l'exécution contre le tiers saisi du jugement de validité, il nous faut maintenant rechercher les conditions qui sont nécessaires pour que le transport judiciaire que la jurisprudence fait résulter de ce jugement puisse se produire.

Il semble qu'on doive dire : le jugement de validité, opère transport au profit du saisissant ; or, pour qu'un transport de créances soit opposable aux tiers, il suffit qu'il ait été signifié au débiteur ; il en sera de même ici, le jugement de validité sera signifié au tiers saisi, et puisqu'il est entendu que ce jugement vaut transport, cette signification aura pour effet de rendre le transport opposable à tous les créanciers du débiteur saisi ; mais il n'est pas indispensable, pas plus que cela ne le serait s'il s'agissait d'un transport conventionnel, que la créance du tiers saisi soit liquide et exigible ; ces conditions sont nécessaires pour l'exécution du transport, mais n'ont rien à faire avec validité. — Il n'est pas besoin non plus que le jugement de validité soit passé en force de chose jugée ; c'est le jugement qui opère le transport ; sans doute il ne recevra pas une exécution immédiate ; il ne le recevra même jamais si ce jugement vient à être anéanti ; le transport sera subordonné à une condition, voilà tout. Telle n'est pas cependant l'opinion de la jurisprudence ; elle n'exige plus aujourd'hui la liquidité ni l'exigibilité de la créance du tiers saisi ; mais elle ne fait résulter le transport que du jugement de validité passé en force de chose jugée. Nous allons donc avoir à examiner les quatre points suivants qui constituent le résumé de la jurisprudence en la matière :

1^o Le jugement doit être signifié au saisi et au tiers saisi.

2^o Il doit être passé en force de chose jugée.

3^o Il n'est pas nécessaire que la créance du tiers saisi soit liquidé.

4^o Il importe peu également que cette créance ne soit pas exigible.

§ 1. — *Il faut que le jugement de validité soit signifié au saisi et au tiers saisi.*

73. Il va de soi que le jugement de validité doit d'abord être signifié au saisi lui-même. C'est une règle commune à tous les jugements et consacrée par le vieil adage : *Par est non esse et non significari*(1).

Il faut également qu'il soit signifié au tiers saisi (2). En effet aux termes de l'art. 1690 C. civil c'est la signification seulement qui rend un transport opposable au tiers. Cette opinion a cependant été combattue et l'on a pré-

1. Trib. Seine (2^e Ch.), 6 avril 1886 (*Gaz. trib.* 29 mai 1886); Rennes 28 déc. 1893 (D. 94. 2. 385).

2. Cass., 1^{er} août 1849 (D. 49. 1. 287; Sir. 49. 1. 681); Cass., 5 août 1856 (D. 56. 1. 335, S. 57. 1. 170); Paris, 20 mai 1858 (S. 59. 2. 310); Paris, 24 déc. 1838 (*Gaz. trib.* 9 janv. 1859); Trib. de Lyon, 30 déc. 1881 (*Gaz. Pal.* 82. 1. 513); Trib. civil Seine, 10 juill. 1883 (*Gaz. Pal.* 83. 2. 257); Trib. civil Seine, 6 avril 1886 (Liv. 25 juin 1886); Trib. civil Seine, 22 février 1893 (Sir. 22 avril 1893); Trib. Seine, 6 déc. 1893 (Droit 14 janv. 1894); Cass., 30 nov. 1897 (D. 98. 1. 172).

tendu que dans certains cas tout au moins cette signification était superflue.

C'est ainsi que pour MM. Carré et Chauveau (1), dont la doctrine n'a, d'ailleurs, jamais été consacrée par aucun jugement, la signification serait suffisamment remplacée par la dénonciation faite au tiers saisi en vertu de l'art. 564 C. pr. civ.

Sans aller jusque-là, des tribunaux (2) ont quelquefois décidé que la signification est inutile lorsqu'il s'agit de saisies-arrêts faites entre les mains des receveurs, dépositaires ou administrateurs de caisses ou de deniers publics. Ces saisies-arrêts, dit-on, sont soumises à une procédure spéciale et dispensées des règles communes, notamment de la contre-dénonciation (3) et de l'assignation en déclaration affirmative (4).

Les juges ont peut-être été frappés de ce que la signification au tiers saisi est très souvent accompagnée de l'assignation en déclaration affirmative ; mais de ce que cette dernière est inutile dans certains cas, il ne s'ensuit pas que la signification elle-même ne soit pas nécessaire, et le contraire ne se comprendrait pas. Cette signification serait, en effet, sûrement indispensable s'il s'agissait d'un transport conventionnel ; or, il y a, à ce point de vue,

1. Carré et Chauveau. *Lois de la proc. civ. et com.*, quest. 1972 bis.

2. Trib. de Niort, 16 mars 1893 (Loi, 11 nov. 1893).

3. Art. 6 et 9 du décret du 18 août 1807 ; Cass., 12 nov. 1877 (D. 78. 1. 153) ; Seine, 9 mars 1883 (Droit 1883, 275) ; Rennes, 14 août 1891 (D. 93. 2. 246).

4. Art. 569 C. proc. civ. ; art. 6, 7 et 8 du déc. du 18 août 1807.

complète assimilation du transport judiciaire (1). Cette signification faite au Trésor public ou à la Caisse des dépôts et consignations produit un autre effet ; à l'égard du Trésor public, elle interrompt la prescription quinquennale de l'opposition, de telle façon qu'un nouveau délai de cinq ans commencera à courir à dater du jour de la signification (2) ; à l'égard de la Caisse de consignations, la prescription quinquennale ne pourra même plus désormais courir au préjudice des créanciers opposants, puisque les oppositions seules faites entre ses mains et non les significations de transport sont soumises à cette prescription (3).

74. La Cour de cassation semble exiger la signification d'une copie littérale et complète du jugement ; elle décide, en effet, que l'assignation en déclaration affirmative ne saurait suppléer à la notification du jugement de validité (4). C'est peut-être aller un peu loin : lorsqu'il s'agit d'un transport conventionnel, la jurisprudence se contente d'une signification qui fasse connaître au débiteur cédé l'acte de transport dans ses conditions essentielles (5) ; elle devrait donc considérer comme suffisante la

1. Huet et Varnier, *Manuel du service des consignations*, n. 415.

2. Art. 14 et 15 de la loi du 9 juill. 1836 ; Dumesnil et Pallain, *Législation du Trésor public*, n. 75, p. 78 ; Instruction du contentieux du ministère des finances du 11 déc. 1879, art. 25.

3. Loi de finances du 8 juill. 1837, art. 11.

5. Cass. req., 14 fév. 1899 (D. 99. 1. 227).

4. Cass., 19 juin 1889 (D., Supplément, v^o vente, n. 750 ; Sir. 89. 1. 468).

signification d'un extrait du jugement en relatant les parties essentielles, notamment les noms des parties et les termes du dispositif ; or, cela résultera ordinairement de l'assignation en déclaration affirmative, lorsqu'elle sera faite à la suite du jugement de validité ; il en serait autrement si cette assignation était faite par le saisissant muni d'un acte authentique et en vertu de cet acte ; il y a donc ici une distinction à faire et il ne faudrait pas prendre trop à la lettre les termes de l'arrêt de la Cour de cassation (1).

On a essayé, par contre, de faire admettre que la connaissance du jugement de validité par le tiers saisi devait équivaloir à la signification du transport. La Cour de cassation a repoussé cette prétention (2) ; elle a considéré comme insuffisante la connaissance que le tiers saisi aurait acquis du jugement en dehors de toute signification. Elle décide cependant que, ne peuvent se prévaloir du défaut de signification les tiers qui ont « une connaissance spéciale et personnelle » du transport con-

1. Dans l'espèce, l'assignation en déclaration affirmative était cependant postérieure au jugement de validité.

2. Cass., 28 déc. 1880 (D. 81. 1. 427. Sir. 81. 1. 155). (Le tiers saisi, la Cie d'assurances « le Nord », avait fait offres réelles à son créancier dumontant de sa dette à charge par lui de rapporter mainlevée de l'opposition de « la Paternelle » ; celle ci prétendait que ces offres et la consignation qui les avait suivies ne pouvaient être validées, les offres ayant été faites au débiteur saisi alors qu'un jugement de validité *non signifié* au tiers saisi, mais dont elle prétendait qu'il avait connaissance, avait été antérieurement rendu à son profit et l'avait constitué directement créancier).

ventionnel (1) ; mais on conçoit qu'elle se montre plus rigoureuse pour le transport judiciaire qui a pour effet de rompre l'égalité entre créanciers (2).

§ 2. — *Il faut que le jugement de validité soit passé en force de chose jugée.*

75. Cette condition, avons-nous vu, est nécessaire pour que l'exécution du jugement de validité puisse se poursuivre contre le tiers saisi. D'après la jurisprudence, elle le serait également pour que s'accomplisse le transport judiciaire ; le saisissant, qui aura fait valider sa saisie-arrest, ne sera à l'abri de tout concours que lorsque le jugement de validité ne sera plus susceptible d'opposition ni d'appel ou lorsqu'il aura été confirmé sur l'opposition ou l'appel.

1) Le débiteur saisi fait opposition ou appel au jugement de validité, des saisies-arrests interviennent avant le jugement rendu sur l'opposition ou l'arrêt.

Il est un cas qu'il faut écarter tout de suite ; c'est celui où le premier jugement est rétracté ou réformé. Les saisies-arrests postérieures à ce jugement produiront tout leur effet puisque ce dernier n'en produit aucun.

Supposons, au contraire, que l'opposition ou l'appel soient rejetés ; le jugement de débouté d'opposition ou l'arrêt confirmatif va-t-il produire un effet rétroactif, de

1. Cass., 7 juill. 1897 (Sir. 98. 1. 113).

2. Cf. Ancey, 19 nov. 1886 (Pand. fr. 88. 2. 336).

telle sorte que toutes les saisies-arrêts interposées entre le jour de la signification du premier jugement au tiers saisi et celui où les voies de recours sont repoussées ne puissent être opposées au saisissant ; ou bien le saisissant va-t-il avoir à subir le concours de tous les nouveaux créanciers, bien que l'opposition ou l'appel ait été formé à tort ?

76. Plusieurs systèmes sont en présence.

Dans une première opinion (1), on distingue entre l'opposition et l'appel. Le jugement est-il attaqué par la voie de l'opposition, on dit que l'opposition remettant tout en question, anéantit le premier jugement, par conséquent met obstacle à de nouvelles mainmises de la part de nouveaux saisissants. L'appel au contraire ne produit qu'un effet suspensif ; l'exécution est suspendue, mais le jugement subsiste et il ne peut être fait de saisies-arrêts au préjudice du premier créancier saisissant depuis le jour où le premier jugement a été signifié au tiers saisi. Il est très douteux que l'opposition anéantisse le jugement par défaut ; malgré une certaine tendance de la jurisprudence vers cette opinion (2), elle ne me paraît pas fondée.

Le Code de procédure civile ne parle dans plusieurs articles (art. 159, 161, 162) que de la suspension de l'exécution du jugement par défaut par suite de l'effet produit par l'opposition. De plus, de ce que l'exécution provi-

1. Chauveau sur Carré, t. IV, n. 1792 *ter*.

2. Amiens, 20 novembre 1884, (D. 86. 2. 63) ; Orléans, 7 novembre 1884 et 14 fév. 1885 (D. 86. 2. 70).

soire des jugements par défaut peut être ordonnée nonobstant opposition, ne faut-il pas conclure que le jugement continue toujours de produire quelques effets, qu'il ne se trouve pas réduit à néant par la survenance de l'opposition ?

Cette distinction n'a d'ailleurs jamais été faite en jurisprudence, et il est inutile d'y insister plus longuement.

77. D'après une seconde opinion, le jugement de débouté d'opposition ou l'arrêt confirmatif a effet rétroactif au jour du premier jugement (1). Du moment, dit-on, qu'on voit dans le jugement de validité un transport de créance, ce transport *résulte du jugement* lui-même ; sans doute l'effet utile en est suspendu par l'exercice des voies de recours, mais c'est là une condition résolutoire à laquelle en est subordonnée l'efficacité, condition qui doit avoir effet rétroactif, et remonter au jour du jugement (2).

M. Glasson qui admet cette théorie ajoute (3). « On est d'accord en doctrine et en jurisprudence pour reconnaître que l'appel interjeté suspend seulement l'exécution du jugement ; mais ce jugement reste debout, il continue à avoir autorité de la chose jugée, sous la condition d'être plus tard confirmé ; si cette condition se réalise, c'est bien le jugement de première instance qui reste

1. Dall. Rép., v^o S. A. n. 452 ; Rousseau et Laisné, *Dict. de proc.*, v^o S. A., n. 614 ; Boitard, Colmet Daage et Glasson, *op. cit.*, t. 2, p. 300, n. 833.

2. Dodo, n. 210, p. 208.

3. Glasson, note sur Cass. 27 juin 92 (D. 93. 1. 25).

définitivement debout et non l'arrêt d'appel qui lui est substitué. Aussi l'art. 472 C. pr. civ. veut-il que dans ce cas, l'exécution appartienne au tribunal dont on a appelé. Le jugement confirmé produit effet comme s'il n'y avait pas eu appel, et, par conséquent, cet effet doit être rétroactif et reporté au jour où le jugement a été rendu ». Ces arguments n'ont pas réussi à convaincre la jurisprudence, bien que cependant cette opinion se trouve consacrée par plusieurs arrêts (1).

78. La jurisprudence est aujourd'hui fixée dans le sens d'une troisième opinion qui n'admet pas la rétroactivité (2). Le saisissant aura beau obtenir un arrêt confirmatif de la sentence des premiers juges ; si de nouvelles saisies-arêts ont été pratiquées entre le jugement de première instance et cet arrêt confirmatif, elles feront obstacle au transport judiciaire. Les raisons qu'on donne pour justifier cette solution sont des plus mauvaises. Il faut qu'il en soit ainsi, dit-on, parce que le tiers saisi ne peut pas être tenu de payer entre les mains du saisissant, tant que la décision des premières juges n'a pas été confirmée en appel.

Nous rencontrons ainsi une première confusion de la jurisprudence qui n'a pas su distinguer le moment ou

1. En ce sens. Agen, 20 déc. 1853 (Sir. 54. 2. 250) ; Bourges, 23 mai 1855 (Sir. 55. 2. 686) ; Paris, 20 mai 1858 (*J. av.* 59, p. 25) ; Riom, 4 juill. 1890 (D. 91. 2. 348) ; projet du nouveau Code de procédure (art. 18) du titre des saisies-arêts.

2. Poitiers, 30 janvier 1882 (*Gaz. Pal.*, 81-82, t. 1, p. 453) ; Cass., 27 juin 1892 (D. 93. 1. 15 ; Sir 92. 1. 519).

doit s'opérer le transport et celui où l'exécution est possible. Pourquoi ces deux moments seraient-ils les mêmes ? « Si le jugement est susceptible d'opposition ou d'appel, dit encore très bien. M. Glasson, le transport se fait sous condition : la condition est que la décision des premiers juges sera suivie d'un débouté d'opposition ou d'une confirmation en appel. Personne ne contestera qu'une cession volontaire de créance puisse être faite sous condition. Pour quel motif la cession judiciaire résultant du jugement de validité ne pourrait-elle pas être affectée de la même modalité ? On est bien obligé de reconnaître que le transport judiciaire, résultant d'un jugement en dernier ressort ou confirmé en appel, est lui-même subordonné à la condition que cette décision ne sera pas annulée ou cassée à la suite d'une requête civile ou d'un pourvoi en cassation. Seulement comme les voies de recours extraordinaires ne sont pas suspensives de l'exécution, il ne peut être question que d'une condition résolutoire produisant des effets particuliers. Le jugement est-il susceptible d'opposition ou d'appel, la condition devient suspensive, mais elle n'empêche pas le transport d'avoir lieu, et les effets de cette condition suspensive ne peuvent soulever aucune difficulté vis-à-vis du tiers saisi, puisque celui-ci ne peut être tenu de payer tant que la condition n'est pas accomplie, tant qu'il n'y a pas en un jugement déboutant de l'opposition, en supposant l'affaire par défaut et en dernier ressort, tant qu'il n'y a pas en un arrêt confirmatif, en supposant l'affaire susceptible d'appel ».

Nous acceptons les conclusions de l'éminent auteur,

mais nous serions plutôt porter à voir ici un transport fait sous condition résolutoire. Le transport existe, est parfait du jour du jugement : ce qui est soumis à une condition suspensive, ce n'est pas le transport lui-même, mais son exécution, et ce par suite des règles que nous avons examinées de l'exécution contre les tiers.

79 2). Etat donnée cette jurisprudence, on devait forcément admettre que le transport, au cas où les voies de recours, ne seraient pas exercées, n'aurait lieu qu'au jour de l'expiration des délais. C'est en ce moment seulement que l'exécution est possible ; la jurisprudence a en effet admis cette théorie, et c'est même par là qu'elle a commencé.

On trouve cette doctrine exprimée dans deux arrêts de la Cour de Paris du 17 mars 1836 (1) et de Montpellier du 21 janvier 1839 (2) et dans l'arrêt de Cassation si important en notre matière du 30 janvier 1842 (3). C'est en 1860 (4) que la question s'est posée d'une façon formelle devant la Cour de cassation qui fut ainsi appelée à se prononcer catégoriquement.

La Cour de cassation s'exprime ainsi :

« Attendu que la saisie-arrêt est suivant les cas, ou une voie d'exécution ou une mesure conservatoire, qui ne confère au saisissant ni un droit de propriété ni même un droit de préférence sur les valeurs saisies; que si le

1. Paris 17 mars 1836. (D. *Rép.* v. S.-A., n° 452).

2. Montpellier 21 janv. 1839. (Dal. *Rép.* v° S.-A., n° 452).

3. Cass. 30 janv. 1842. (Dall. *Rép.* v° S.-A ; n° 445).

4. Cass. 20 nov. 1860. (D. 60. 1. 478).

but définitif du jugement qui la valide doit être d'attribuer les dites valeurs au saisissant dans la mesure des causes de la saisie, ce but n'est atteint qu'au moment où cesse l'indisponibilité dont elles étaient frappées dans les mains du tiers saisi, c'est-à-dire du jour où le jugement de validité étant passé en force de chose jugée, le saisissant peut se mettre en mesure de poursuivre l'exécution et de contraindre le tiers saisi à lui remettre les deniers saisis ; qu'en effet à la différence des jugements contradictoires, qui, entre *les parties* ont toute leur force du jour où il sont rendus, et dont l'exécution peut être poursuivie immédiatement après leur signification, sans pouvoir être paralysée ou suspendue si ce n'est par l'exercice des recours ordinaires, les jugements qui prononcent un paiement ou quelque chose à faire par un tiers ou à sa charge, n'ont de force à son égard, s'ils ne sont contradictoires et en dernier ressort, qu'après l'expiration des délais de l'opposition ou de l'appel ; » (1).

Comme on le voit, c'est toujours la confusion que nous avons signalée ; elle est peut-être jusqu'à un certain point volontaire ; on cherche à restreindre le plus possible l'exception que l'on apporte au principe fondamental formulé en l'art. 2.093 du C. civil, par l'effet dévolutif que l'on attribue au jugement de validité. Mais cette restriction ne peut se justifier ; du moment qu'on admet le

1. La jurisprudence a toujours persisté dans cette opinion. Voyez not. Bordeaux 30 août 1867, (J. av. 93, p. 168). — On peut citer cependant en sens contraire une ordonnance de référé du président du tribunal civil de Sidi-bel-Abbès du 8 mai 1889, (Loi 14 juin 1889).

transport, il faut nécessairement l'admettre avec toutes ses conséquences, quelque graves qu'elles puissent être au point de vue de l'égalité des droits entre créanciers.

80. Le système de la jurisprudence n'est pas sans donner lieu à quelques difficultés, dans le cas où le jugement de validité est rendu par défaut faute de comparaitre. Le saisissant aura un droit privatif quand l'opposition ne sera plus possible ; et la voie de l'opposition sera fermée quand le jugement aura été exécuté.

Comment exécuter ce jugement ? Quel actes d'exécution seront réputés suffisants ?

Nous n'avons pas à nous occuper, bien entendu, des actes d'exécution qui empêchent la péremption. A cet égard, la Cour de cassation a décidé qu'un jugement par défaut prononçant la validation d'une saisie-arrêt reçoit une exécution suffisante pour empêcher sa péremption, lorsqu'il est suivi dans les six mois de sa date, d'une assignation en déclaration affirmative, donnée par le saisissant au tiers saisi, et dénoncée par le même au saisi (1).

Il s'agit ici de fermer la voie de l'opposition, il faudra donc un acte d'exécution dans le genre de ceux énumérés par l'art. 159 C. proc. civ. L'exécution doit nécessairement être portée à la connaissance du défaillant ; aussi décide-t-on généralement qu'un simple procès-verbal de

1. Cass. 5 mars 1889 (D. 89. 1. 411, Sir 89, 1, 297). Le tiers saisi pourrait-il opposer la péremption d'un jugement par défaut non exécuté dans les six mois ? Voy. motifs. Limoges, 20 avril 1880 (D. 80. 2. 229. — Cf. Trib. Argentan, 30 mars 1897 (Loi 21 mai 1898).

carence ne constitue pas un acte d'exécution suffisante, s'il n'est pas prouvé que le défaillant ait en connaissance des condamnations prononcées contre lui (1). La jurisprudence se relâche cependant un peu en cas d'impossibilité de la part du créancier de procéder autrement (2). Il a été même décidé que si la partie défaillante est un étranger domicilié hors de France, le jugement par défaut sera réputé exécuté dès qu'il aura été signifié au parquet (3).

§ 3. — *La créance du tiers saisi doit-elle être liquide ?*

81. Il est bien certain que le tiers saisi ne pourra pas payer tant que sa créance n'aura pas été liquidée. Il le pourra, il le devra même, lorsqu'il aura fait sa déclaration affirmative, si cette déclaration n'est pas contestée par le créancier saisissant.

Mais le moment où le transport s'opère va-t-il se confondre avec celui où le tiers saisi doit, tout au moins, sous peine de dommages-intérêts, effectuer le paiement, parce que sa créance est liquidée ?

Soutenir cette opinion, ce serait confondre une fois de plus l'époque à laquelle l'exécution est possible et celle où le transport peut avoir lieu. Si la jurisprudence était

1. Montpellier, 30 mai 1891 (*Rec. pér. proc. civ.* 1891, p. 388) ; Trib. Seine (2^e ch.), 12 juin 1891 (*Droit*, 13 juin 1891) ; Trib. Seine, 4 août 1891 (*Droit*, 29 oct. 1891).

2. Trib. Seine, (7^e ch.), 28 mai 1880 (*Droit*, 16 oct. 1880).

3. Trib. Seine (5^e ch.), 7 août 1896 (*Gaz. Trib.* 12 nov. 1896).

logique avec elle-même, elle devrait aller jusque-là, M. Garsonnet semble bien croire que telle est la jurisprudence actuelle. Résumant les conditions auxquelles est subordonné l'effet attributif du jugement de validité de saisie-arrêt, il écrit (1) : « Il faut... 3^o qu'il (le jugement de validité) ait été rendu en présence du tiers saisi, ou du moins que celui-ci se soit reconnu débiteur ; dans le cas contraire, il faudrait l'assigner en déclaration affirmative et obtenir jugement sur cette demande avant que le jugement de validité même passé en force de chose jugée produisit les effets qui lui sont propres ; le privilège du premier saisissant n'existerait donc qu'à l'égard des créanciers qui auraient fait saisie-arrêt après que le jugement sur la demande en déclaration affirmative est lui-même passé en force de chose jugée ».

82. A l'appui de cette opinion on peut citer plusieurs arrêts déjà anciens de la Cour de Paris (2).

Elle est notamment très clairement exprimée dans l'arrêt de Paris du 17 mars 1836 :

« Attendu que le jugement du... qui a déclaré bonne et valable l'opposition de Forestier et ordonné que le tiers saisi lui paierait les sommes dont il pourrait être débiteur envers de Maraize, partie saisie *n'a pas opéré de saisine* en faveur du sieur Forestier ; qu'il n'a fait qu'une simple indication de paiement, puisqu'il n'a pas été rendu

1. Garsonnet, *Traité de proc.* t. III, § 627, p. 800.

2. Paris, 17 mars 1836 (D. *Rép.* v^o S.-A., n. 452) ; Paris, 24 juin 1836 (D. *Rép.* v^o S.-A., n. 447) ; Paris, 11 nov. 1841 (D. *Rép.* v^o S.-A., n. 446. 2^o) ; La Flèche, 8 mars 1864 (D. 64.3. 46).

avec le tiers saisi et ne l'a pas condamné à payer ; — Attendu que l'effet de ce jugement, qui a ordonné, en l'absence du tiers saisi, que celui-ci paierait à Forestier les sommes dont il pouvait ou pourrait être débiteur envers le sieur de Maraize, est subordonné aux droits des tiers ; que cela résulte évidemment des dispositions des art. 573 et 575 C. pr. civ., lesquels obligent le tiers saisi à énoncer dans sa déclaration affirmative les saisies-arrêts ou oppositions formées entre ses mains jusqu'à la fin de l'instance sur la validité de la déclaration affirmative ; — Attendu que, jusqu'au moment où le saisissant accepte les sommes dont le tiers saisi se reconnaît débiteur envers le saisi, ou jusqu'au jugement qui en cas de difficultés sur la déclaration affirmative, statue sur la validité de cette déclaration, et condamne le tiers saisi à payer au saisissant, il n'y a point de *contrat formé*, et que les sommes arrêtées restent le gage de tous les créanciers du débiteur saisi, etc. ».

Un autre arrêt de la Cour de Paris du 11 novembre 1841 complète cette argumentation :

« Considérant que l'opposition de Carpentier n'a été suivie d'aucune déclaration affirmative ; que le jugement qui prononce la validité de la saisie-arrêt n'a pas même été rendu avec le tiers saisi ; *qu'il est encore incertain que Flory soit le débiteur de Dufresne, partie saisie* ; que dans cet état le saisissant ne peut avoir de droit exclusif sur des sommes qui peuvent ne pas exister, et qui, en aucun cas, ne seraient liquides ».

83. Il est clair que dans ce système, le moment où s'opérera le transport va être considérablement retardé.

Pour le déterminer avec précision, il faut distinguer deux hypothèses : le saisissant a un titre authentique ou il n'en a pas. Dans le premier cas, le transport judiciaire ne sera pas toujours retardé ; il le sera toujours dans le second.

1) Le saisissant a un titre authentique.

On sait que dans ce cas le saisissant peut (c'est une faculté pour lui, rien ne l'y oblige) assigner le tiers saisi en déclaration affirmative avant d'avoir obtenu un jugement de validité (art. 568). Cette assignation se fait ordinairement par le même acte que la contre-dénonciation et devant le tribunal saisi de la demande en validité (art. 570).

a) Il n'y aura pas de difficultés, si le tiers saisi. déférant à l'assignation ou plutôt à la sommation qui lui est faite (1) se met en règle immédiatement et fait une déclaration affirmative qui n'est pas contestée par le saisissant. Le quantum de la dette est alors fixé : le saisissant suivra simplement sur sa demande en validité et signifiera le jugement qu'il aura obtenu au tiers saisi : ce qui consommera le transport (2).

1. Cette expression « assignation en déclaration affirmative » est assez impropre et prête à une confusion : il semblerait que forcément un débat va s'élever entre le saisissant et le tiers saisi ; et cela n'arrivera pas toujours. Il est à remarquer que dans la pratique, l'exploit d'assignation en déclaration est un exploit double : il contient à la fois sommation et assignation. Ce n'est qu'au cas où le tiers saisi ne fait pas sa déclaration ou que cette déclaration est contestée, qu'il y a lieu de procéder sur et aux fins de l'assignation.

2. Il ne saurait alors être question de défaut profit joint entre

b) Mais supposons que le tiers saisi n'ait pas fait sa déclaration affirmative ou que cette déclaration soit contestée. Le saisissant va être alors obligé de suivre deux instances : instance en validité et instance en déclaration affirmative (1). Le transport judiciaire ne pourra pas alors se produire avant que les deux instances aient été menées à leur fin et que les jugements rendus sur chacune d'elle soient passés en force de chose jugée. Pour éviter ce retard considérable, on pourrait imaginer de faire venir ces instances en même temps devant le tribunal de façon à ce qu'elles soient l'objet d'un seul et même jugement. Evidemment, cela est possible, mais

le tiers saisi qui a fait une déclaration non contestée et le débiteur saisi qui ne comparaitrait pas. Aucune procédure ne peut être dirigée en ce cas contre le tiers saisi (art. 576). En ce sens : Vitré, 21 avril 1841 (D. 1843. 3. 111) ; Gap. 30 juillet 1862 (*J. av.*, 87, p. 475).

1. Si le tiers saisi ne fait pas sa déclaration dans le délai qui lui est imparti, on pourrait croire que l'instance dirigée contre lui change de caractère et qu'elle a pour but de le faire réputer débiteur pur et simple des causes de la saisie ; ce serait inexact. Plusieurs jugements pourront être rendus contre le tiers saisi, avant qu'il soit privé du droit de faire sa déclaration. Il faudra d'abord un jugement qui lui impartisse un délai pour faire sa déclaration ; et si cette déclaration n'est pas faite dans ledit délai, la jurisprudence estime que la première décision du tribunal n'est que comminatoire. Le tiers saisi pourra donc faire sa déclaration jusqu'à ce qu'un deuxième jugement ait été rendu ; et, comme d'un autre côté, la jurisprudence décide également que la déclaration peut être faite pendant les délais d'opposition ou d'appel et même en cause d'appel, on voit combien l'instance en déclaration affirmative peut se prolonger et retarder, dans cette opinion, l'époque où se produira le transport judiciaire.

des auteurs ont voulu aller plus loin, et ils ont soutenu qu'en cas de défaut d'une des parties, il y avait lieu d'appliquer l'art. 153, C. pr. civ. qui règle le défaut profit-joint (1). Cette doctrine, bien qu'elle ait été autrefois consacrée par plusieurs arrêts, notamment de la Cour de cassation (2), doit être repoussée.

Il est bien vrai que lorsque de deux ou plusieurs parties assignées, l'une fait défaut et les autres comparaissent, l'art. 153 exige qu'il soit pris un jugement de défaut profit joint contre la première ; mais cette disposition n'est applicable qu'au cas où le défaillant et les comparants ont été assignés dans *la même instance* et pour *la même cause*, parce que c'est alors seulement qu'il pourrait y avoir contradiction entre le jugement rendu contre le premier et le jugement rendu contre les seconds. Or ici les deux demandes n'ont nullement le même objet puisque la première tend à obtenir la validité d'une saisie-arrêt, tandis que la seconde n'a pour but que de contraindre le tiers saisi à faire la déclaration de ce qu'il doit au saisi.

D'ailleurs, il importe de remarquer que s'il n'y a qu'un jugement de validité, la procédure de déclaration affirmative peut nécessiter plusieurs jugements contre le tiers-saisi, jugement qui lui impartit un délai pour faire

1. Roger, *op. cit.*, n. 535 ; Pigeau, *proc. civ.*, t. II, p. 64. — En sens contraire, Garsonnet, *op. cit.*, t. V, p. 376, texte et note 21.

2. Cass. 29 déc. 1834 (Sir. 35. 1. 814) ; Metz, 14 janvier 1858 (Sir., 58. 2. 253) ; — En sens contraire : Besançon, 3 mai 1809 (Sir. et *Pand. chrn.*).

sa déclaration, jugement qui, ce délai une fois expiré le condamne comme débiteur pur et simple, jugement qui statue sur les contestations soulevées sur la déclaration. Laquelle de ces instances serait-elle jointe à l'instance de validité ? (1).

84. 2) Le saisissant n'a pas de titre authentique.

A cette hypothèse, il y a lieu d'assimiler les suivantes : le saisissant avait un titre authentique, mais il n'a pas assigné le tiers saisi en déclaration affirmative ; il n'a pas suivi sur cette assignation ; il poursuit les deux instances, mais le jugement de validité est rendu avant celui qui statue sur la déclaration affirmative ; le tiers saisi a demandé le renvoi de l'instance en contestation de sa déclaration devant son juge (art. 570). Dans tous ces cas, le jugement de validité peut précéder le jugement qui sera rendu sur la déclaration affirmative, ou la déclaration affirmative elle-même. C'est alors qu'apparaît tout l'intérêt de la question. Pour ne pas compliquer les choses, je ne raisonnerai que sur le cas où le saisissant n'a pas de titre authentique.

La partie saisie est alors assignée non plus seulement en validité, mais encore en paiement de sa dette ; cette assignation est contre dénoncée au tiers saisi purement et simplement, sans appel en déclaration affirmative

1. Un arrêt de la Cour de Paris du 17 déc. 1898 (*Gaz. Trib.* 15 mars 1899) a décidé que le tiers saisi ne pouvait intervenir dans l'instance en validité, ce qui lui permettrait de ne pas faire sa déclaration affirmative dans les formes tracées par le Code. — Voy. égal. Paris, 19 janvier 1867 (D. 68. 2. 142).

(art. 568). Le tribunal, saisi de la demande en validité va condamner le saisi à l'acquittement de sa dette, valider l'opposition, puis ordonner que « les sommes dont le tiers saisi *se reconnaîtra* ou *sera jugé* débiteur seront par lui verser entre les mains du requérant.

Ce jugement sera signifié au saisi — et au tiers saisi avec assignation en déclaration affirmative. Mais cette signification va-t-elle suffire pour que le transport s'accomplisse ou ne faudra-t-il pas que la dette du tiers saisi ait été définitivement fixée par une déclaration affirmative non contestée ou par une décision définitive qui statuera sur les contestations soulevées ?

L'intérêt de la question est considérable pour le saisissant qui pourra si l'on adopte la dernière opinion voir son inestiture longuement retardée et se produire des évènements qui la rendront impossible.

Il est à remarquer que tous les arrêts que nous avons cités émanent de la Cour de Paris qui s'était refusée à admettre au début l'effet attributif du jugement de validité de saisie-arrêt; forcée de s'incliner devant l'arrêt de la Cour de cassation de 1822, elle devait chercher le moyen de reculer le plus possible cette attribution; elle crut le trouver en argumentant des art. 573 et 575 du Code de procédure civile. L'art. 573 prescrit au tiers saisi d'énoncer dans sa déclaration toutes les saisies-arrêts faites jusqu'à cette époque entre ses mains sans distinguer si elles sont antérieures ou postérieures au jugement de validité; puis l'art. 575 prévoit la surveillance de nouvelles saisies et impose au tiers saisi l'obligation de les dénoncer à l'avoué du premier saisissant.

Il est évident que la survenance de nouvelles saisies est supposée *postérieure* à la déclaration et, a fortiori, au jugement de validité en exécution duquel elle a été faite. Or si ce jugement avait irrévocablement transporté la créance au premier saisissant, à quoi bon la dénonciation qui lui serait faite de nouvelles saisies puisque celles-ci ne pourraient concourir avec la sienne ?

On avait déjà voulu, avons-nous vu, tirer argument de ces articles pour nier la possibilité du transport de la créance saisie-arrêtée. La Cour de cassation ayant admis, malgré cela, l'idée de transport, certains tribunaux essayèrent encore de s'en prévaloir, non plus pour repousser la théorie même du transport, mais pour le reculer le plus possible. Les art. 573 et 575 obligent le tiers saisi à énoncer dans sa déclaration affirmative les saisies-arrêts ou oppositions formées entre ses mains jusqu'à la *fin de l'instance en déclaration affirmative* (arrêt du 17 mars 1836) ; il faut en conclure, disait-on, que jusqu'à ce que cette instance soit terminée par un jugement passé en force de chose jugée ou que la déclaration du tiers saisi soit acceptée par le saisissant, aucune attribution ne peut avoir lieu à son profit. S'il en est ainsi, il faut reconnaître que notre transport est rempli de particularités bizarres, car jamais la liquidité de la créance n'a été exigée pour la validité du transport conventionnel.

Aussi la jurisprudence dût elle chercher à écarter les arguments que l'on pouvait tirer du texte de ces articles.

85. La Cour de cassation en 1842 argumentait ainsi :

« Attendu que l'attribution est d'autant plus incontestable, que les jugements de validité étaient obligatoires pour les tiers-saisis eux-mêmes, s'ils se reconnaissaient débiteurs, pourqu'ils n'y eussent pas été parties, puisque aux termes de l'art. 576 c. pr. il n'était besoin d'aucune autre procédure avec eux ni contre eux, pour qu'ils puissent valablement se libérer ; attendu que les art. 573 et 575 dudit c. pr. ne pouvaient être un obstacle à l'attribution exclusive du premier saisissant parce qu'ils ne trouvent une application que dans le cas de concours de plusieurs saisies-arrêts coexistantes avant le dessaisissement du débiteur saisi, cas où la même créance, se trouvant en même temps arrêtée au profit de plusieurs saisissants, ne peut être attribuée à l'un que sauf et sans préjudice du droit des autres opposants, entre lesquels il y a lieu à distribution par contribution ».

Cette justification donnée par la C. de cass. à besoin d'être complétée :

Dans la saisie-arrêt, chaque saisissant agit pour son compte ; les instances en validité ne sont pas jointes. Le saisissant qui demande la validité de la saisie-arrêt a peut-être déjà été précédé par plusieurs autres ; d'autres saisies-arrêts peuvent intervenir avant que le jugement de validité soit devenu définitif, par l'autorité de la chose jugée. Cela n'empêchera pas, nous le verrons plus tard, la cession judiciaire de se former. Mais on comprend que le saisissant n'ait pas de droit de préférence vis-à-vis des créanciers qui ont formé saisie-arrêt avant que son transport soit devenu définitif. Cela suffit pour quel y ait un

règlement à faire entre les créanciers : amiable ou judiciaire. Pour cela il faut connaître le nom de tous les opposants qui doivent être appelés au règlement. C'est ce que disent les art. 573 et 575.

La Cour d'Agen qui se trouvait en présence de la même difficulté a dû aussi chercher à expliquer à sa manière les art. 573 et 575 :

Voici un extrait de son arrêt du 20 décembre 1853 (Sir. 1854, 2, 250). « Attendu en droit que le jugement qui déclare une saisie bonne et valable, a pour effet d'investir le saisissant des deniers saisis, jusqu'à concurrence du montant de sa créance ; que, nulle part, la loi ne subordonne ce résultat à la présence du tiers saisi dans l'instance, puisqu'il ne peut même y être appelé, d'après l'art. 568 Code proc. civil, si le saisissant n'est pas muni d'un titre authentique, et que suivant l'art. 576, lorsqu'une déclaration n'est pas contestée, il ne doit être fait aucune procédure contre lui... ; qu'on oppose vainement les art. 573 et 575, qui obligent le tiers saisi à énoncer dans sa déclaration affirmative toutes les saisies-arêts formées entre les mains ; qu'en effet cette énonciation est nécessaire d'abord parce qu'il est possible que le premier saisissant n'absorbe pas tous les deniers et que, d'autre part, il est certain qu'il n'a point, à raison de sa priorité, de cause de préférence, de titre de privilège sur les saisissants postérieurs, et que, s'il n'a pas obtenu de jugement qui valide sa saisie, ou si sa créance n'a pas en elle-même de cause de préférence, les saisies viennent toutes au marc le franc sur les sommes dont le tiers sera reconnu débiteur, qu'on ne peut dès lors conclure des art. 573 et 575

que le jugement de validité n'ait d'effet que du jour où est intervenue la déclaration du tiers saisi ; que ce jugement au contraire, dès le moment qu'il est rendu et signifié équivaut au profit du premier saisissant à un véritable transport ».

Certes les termes de cet arrêt n'ont pas toute la précision désirable ; ce qu'il faut mettre avant tout en lumière, c'est que la cession judiciaire pas plus qu'une cession volontaire, n'a pas toujours pour effet de supprimer la distribution par contribution. La saisissant doit donc être à même de connaître les noms des opposants qu'il doit appeler à cette distribution. Nous verrons plus loin quelles sont les règles qui doivent alors la régir ; il suffit de démontrer ici l'utilité de ces articles dans le système adopté en dernière analyse par la jurisprudence.

Il ne faut donc pas tirer argument des art. 573 et 575 pour dire : 1^o qu'ils sont la négation du transport judiciaire : ils sont parfaitement conciliables avec cette théorie ; 2^o qu'ils retardent le transport jusqu'à la liquidité de la créance du tiers saisi, puisqu'ils peuvent s'expliquer autrement.

Mais il n'en est pas moins vrai que si la jurisprudence consacre ici les principes indiscutables du transport des créances, elle n'est plus absolument d'accord avec elle-même. Elle reculait tout à l'heure le transport judiciaire jusqu'au moment où l'exécution était possible ; et elle admet maintenant que, bien que le tiers saisi ne puisse être obligé de vider ses mains entre celles des saisissants, jusqu'à ce que sa dette ait été liquidée, le transport produira cependant tous ses effets. On ne peut que l'en

approuver, mais il faut reconnaître qu'elle est par la même singulièrement incohérente (1).

§ 4. — *La créance du tiers saisi doit-elle être exigible?*

86. Il est généralement admis aujourd'hui que les créances non encore échues (2), conditionnelles (3) et même futures ou éventuelles (du moins quand le germe de la créance existe déjà) (4) peuvent être l'objet d'une saisie-arrest.

On est également d'accord pour reconnaître la validité du transport des créances soumises aux mêmes modalités (5).

Si le jugement de validité vaut transport judiciaire, s'il a la puissance dans le cas ordinaire de substituer le saisissant au saisi, il semble inévitable que cette puissance soit également efficace dans toutes les situations. Où serait en effet l'obstacle à la transmission judiciaire d'un titre à terme, conditionnel ou éventuel, quand la

1. Jurisprudence aujourd'hui constante ; cependant on trouve encore des traces de l'ancienne doctrine de la Cour de Paris dans Paris, 21 fév. 1887. (D. 88. 2. 181) ; Montpellier, 28 nov. 1895 (*Moniteur du Midi*, 19 janvier 1896).

2. Cass., 27 janv. 1875 (Sir. 76. 1. 12).

3. Cass., 17 mars 1891 (Sir. 95. 1. 444).

4. Montpellier, 21 février 1895 (Sir. 96. 2. 185).

5. Pour les créances à terme : Orléans, 21 novembre 1822 (P. Chr.) ; — pour les créances conditionnelles : Bordeaux, 29 mai 1840 (Sir. 40. 2. 358) ; — pour les créances éventuelles : Cass., 21 nov. 1853 (D. 53. 1. 321 ; Sir. 54. 1. 31).

transmission d'un titre exigible est une fois acceptée ? Rien n'est plus logique, assurément ; mais aussi, rien n'est plus dangereux, car on va arriver à mettre ainsi sous séquestre pendant dix ans, vingt ans et plus à l'avance, la fortune mobilière d'un débiteur de façon à enlever toute de chance de se faire payer aux créanciers postérieurs.

87. Aussi a-t-on cherché à un certain moment les moyens d'échapper à la rigueur des principes, on a voulu admettre l'effet attributif dans le cas seulement où le jugement de validité peut faire verser sans intervalle de droit la somme saisie-arrêtée des mains du tiers saisi dans celles du saisissant (1).

« Il est constant, lit-on dans le Répertoire de Dalloz (2), qu'un créancier ne peut pour se faire payer s'approprier les biens de son débiteur, mais qu'il peut seulement les faire vendre afin de se payer sur le prix. Y a-t-il exception à cette règle générale pour le cas de saisie d'une créance à terme, ou cette exception résulte-t-elle nécessairement de la nature de cette valeur ? Ni l'un ni l'autre, une créance à terme n'est pas de l'argent ; c'est un droit qui est susceptible d'être cédé, comme il arrive pour la saisie des rentes qui ne sont véritablement que des créances à terme. Et ici, il faut bien remarquer la diffé-

1. Voy. en cesens Angers, 3 avril 1830 à propos de fruits civils nés depuis la faillite du saisi. (Dall. *Rép.* v. S. A., n. 450 ; Sir. 30. 2. 147) ; Paris, 19 déc. 1854 à propos de loyers (Sir. 55. 2. 72) ; Alger, 23 nov. 1867. (Sir. 68. 2. 85 ; Dall. Supp. v. S. A. n. 158) à propos d'appointements.

2. Dall. *Rép.* v. S. A., n. 448.

rence entre une opposition formée sur une créance échue, et celle formée sur une qui ne l'est pas : dans le premier cas le juge qui ordonne le paiement *transmet des deniers* ; ce ne sont point des valeurs incertaines ; ce n'est point un droit sur une créance à échoir, c'est de l'argent mis sous la main de justice qui est appelée à en déterminer l'emploi et qui le fait. Dans le second cas, au contraire, le juge ne paierait pas en transmettant des deniers, mais en *transmettant un droit* à une créance future dont il doit se borner à ordonner la vente comme de tout autre effet mobilier. La conséquence de cette différence, pour la décision de la question qui nous occupe, est facile à saisir. Si le juge ne peut, pour opérer le paiement de l'obligation d'un créancier qui poursuit, lui transmettre la propriété des droits du débiteur, il est clair qu'il ne peut y avoir de saisie au profit de ce créancier, et que, si, avant la vente des objets saisis ou avant la distribution du prix, d'autres créanciers se présentent, ils auront le droit de venir par contribution. Cette décision, qui ne pourrait souffrir de difficultés si l'opposition frappait sur des objets mobiliers, tels que des bijoux, etc., dont le juge se borne à ordonner la vente ne nous semble pas devoir en faire davantage à l'égard d'une créance à terme ou de tout autre valeur mobilière, parce que tout ce qui n'est pas argent comptant, dans la fortune d'un débiteur, *doit être vendu* pour payer les créanciers, et non donné en paiement. — La saisie-arrêt en ce cas, ne doit pas produire d'autre effet que la saisie-exécution. La seule différence est que celle-ci est formée entre les mains du débi-

teur et sur lui, tandis que l'autre est formée sur lui, mais entre les mains d'un tiers ».

Cette argumentation est loin de nous convaincre ; il est inexact de dire que le Tribunal lorsqu'il se trouve en présence d'une créance à terme donc en ordonner la vente ; c'est le contraire qui est vrai ; ce n'est que dans des cas tout à fait exceptionnels que la vente peut-être autorisée.

Il est inexact également de dire que le juge lorsqu'il s'agit d'une créance exigible transmet des deniers ; l'attribution judiciaire d'une créance même exigible ne peut équivaloir à un paiement. Le paiement aurait pour effet de libérer dès maintenant le saisi, et l'on ne sait même pas si le tiers saisi est solvable et si le saisissant sera jamais payé par lui.

88. La jurisprudence aurait pu cependant arriver à ce résultat en persistant jusqu'au bout dans son erreur primitive, en reportant l'attribution au moment de l'exigibilité, au moment en un mot où le saisissant est en droit de réclamer son paiement.

Elle ne l'a pas fait, et elle applique ici les véritables principes du transport des créances. L'arrêt de la Cour de cassation de 1842 est formelle en ce sens ; et la jurisprudence n'a pas varié depuis lors (1). Sans doute, les effets du jugement de validité seront nécessairement suspendus jusqu'à l'échéance du terme (2), mais le droit privatif sera né auparavant.

1. Trib. Perpignan, 6 juin 1864 (J. av. 90, année 1865).

2. Agen, 11 juillet 1862 (D. 62. 2. 64) ; Riom, 10 déc. 1884. (D. Supp. v° S. A. n° 61 ; Sir. 86. 2. 215).

Ce droit privatif ne peut d'ailleurs se comprendre que dans les limites de la saisie-arrêt. C'est ainsi qu'il a été décidé par la Cour de cassation que les juges du fond ont à bon droit refusé d'étendre les effets de la saisie aux relations postérieures qui ont existé entre le tiers saisi et le saisi (1). De même la saisie-arrêt ne frapperait pas les sommes dont le tiers saisi n'est devenu débiteur qu'après l'exploit d'opposition, et pour lesquelles il n'existait au moment de la délivrance de l'exploit, aucun germe de créance ni aucun lieu de droit entre le débiteur saisi et le tiers (2). Dans ces deux cas, la saisie-arrêt ne portant pas ou ne portant plus, il ne saurait être question de droit exclusif au profit du saisissant (3). Mais la saisie-arrêt vaudra, et l'attribution se produira lorsque, s'agissant de salaires, ils dériveront d'un même contrat de louage (4) : cette application des principes que nous venons de poser a une importance pratique considérable et nous la retrouverons quand nous nous occuperons du transport judiciaire dans les petites saisies-arrêts (5).

1. Cass., 15 mai 1876 (D. 76. 1. 436; Sir. 77. 1. 29).

2. Trib. Vassy, 6 avril 1883 (D. Supp. v° S. A. n° 61; Sir. 83. 2. 255).

3. Cass. 19 novembre 1884 (D. 85. 1. 437).

4. Trib. Montdidier, 16 mai 1890 (D. Supp. v° S. A. n° 158; *Gaz. Pal.* 90. 2. 209); Trib. St. Afrique, 11 janvier 1894 (Loi. 7 juin 1894); Cass., 27 nov. 1894 (Sir. 96. 1. 489).

5. Code proc. civil all. art. 733. « Le droit de gage acquis par la saisie d'une créance ayant pour objet un traitement ou d'autres sommes payables par termes périodiques s'étend aux sommes qui ne viendront à échoir qu'après la saisie », art. 734.

SECTION V. — De l'attribution judiciaire des créances indivises.

89. J'ai négligé de traiter jusqu'ici de l'effet attributif du jugement de validité des saisies-arrêts formées par les créanciers d'un communiste, croyant préférable de traiter à part cette délicate matière, de façon à en avoir une vue d'ensemble.

On conçoit que le créancier personnel d'un communiste fasse saisir-arrêter entre les mains des communistes la part d'actif qui doit revenir à son débiteur après liquidation ; on peut supposer également qu'il forme une saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de l'indivision sur la part indivise de son débiteur dans les créances dépendant de l'indivision.

Dans le premier cas, les droits du communiste contre ses cocommunistes sont subordonnés au résultat du partage ; le transport judiciaire pourra bien se produire, mais il ne portera que sur une créance pour le moment indéterminée.

Dans le second cas au contraire, les droits du communiste contre les débiteurs de l'indivision peuvent être considérés immédiatement comme certains et déterminés ; l'art. 1220 du Code civil semble bien exclure de l'application de l'art. 883 les créances de l'indivision

« La saisie du traitement attachée à un emploi public comprend aussi le traitement que le débiteur a à toucher par suite de sa nomination à un autre emploi, ou à un emploi nouveau, ou de l'augmentation de son traitement ».

lesquelles, se trouvant divisées de plein droit en autant de parts qu'il y a de communistes, échappent ainsi à l'effet déclaratif du partage. Mais l'on sait qu'il existe sur le caractère plus ou moins absolu de l'art. 1220 une controverse célèbre ; beaucoup d'auteurs pensent que la division légale établie par cet article n'est que provisoire et que la répartition ne devient définitive qu'en vertu du partage et conformément à ses stipulations. Les droits des communistes, dans cette opinion, sont donc également indéterminés et la saisie-arrêt formée par l'un des créanciers personnels de l'un d'eux peut porter complètement dans le vide, si la créance saisie-arrêtée est mise en totalité dans le lot d'un autre communauté.

Il nous faut maintenant entrer dans les détails, en nous plaçant successivement en présence de saisies-arrêts pratiquées par les créanciers personnels d'un cohéritier, d'un associé et des époux communs en biens.

§ 1. *Des saisies-arrêts formées par les créanciers personnels d'un cohéritier.*

90. Tant qu'une succession n'est pas ouverte, les héritiers présomptifs n'y ont aucun droit (art. 1600 C. civ.) ; et, leurs créanciers ne pouvant avoir plus de droits qu'eux, il en résulte qu'ils ne peuvent former de saisies-arrêts ni entre les mains des cohéritiers de leur débiteur, ni entre celles des débiteurs de la succession.

La succession s'ouvre et se trouve dévolue à plusieurs

héritiers. Il semble que le droit pour les créanciers de pratiquer une saisie-arrêt dans les conditions que nous venons d'indiquer ne puisse faire de doute. On a cependant prétendu que la saisie-arrêt devait en ce cas être déclarée non avenue, sous le prétexte que les droits des créanciers seraient complètement sauvegardés au moyen d'une opposition à partage.

Cette opposition, dit-on, est aussi sûre dans ses résultats, et elle est moins coûteuse (1).

Qu'une opposition à partage soit moins dispendieuse qu'une saisie-arrêt, c'est en effet ce qui se produira le plus souvent; elle se réduit à un simple acte d'opposition, tandis que la saisie-arrêt exige pour sa validité toute une procédure d'opposition, de dénonciation, de contre dénonciation d'instance en validité, qui ne sera pas sans entraîner des frais assez élevés. Il ne faut même pas dire, comme on le fait quelquefois (2), que c'est le contraire qui sera vrai s'il y a beaucoup de copartageants et un seul débiteur de la succession; qu'il suffira alors pour la garantie des droits des créanciers de former une seule saisie-arrêt, alors qu'il serait nécessaire de pratiquer autant d'oppositions qu'il y a de copartageants. On n'envisage ainsi que l'hypothèse où la saisie-arrêt est formée sur une créance dépendant de la succession, et l'on oublie celle où elle porte sur ce que les cohéritiers peuvent se devoir respectivement entre eux à la suite des opéra-

1. Paris, 3 janvier 1829 (D. *Rép.*, v^o S.-A. n^o 47; Sir. 29. 2. 107).

2. Garsonnet, t. III, § 601, p. 718.

tions de partage ; la saisie-arrêt devra, dans cette dernière hypothèse, être signifiée à tous les copartageants, tandis que la jurisprudence n'exige même pas pour la régularité de l'opposition à partage qu'elle soit notifiée individuellement à tous les co-héritiers ; c'est ainsi qu'il a été jugé qu'il suffit d'en faire la modification au notaire liquidateur (1), et qu'une simple opposition aux scellés équivaut à une opposition à partage (2).

D'ailleurs de ce que la saisie-arrêt serait plus coûteuse que l'opposition au partage, il ne s'ensuivrait pas que les créanciers personnels d'un cohéritier ne pussent l'employer alors qu'ils réunissent toutes les conditions pour la former légalement. Notre droit ne connaît pas la règle romaine de l'économie juridique des moyens (3) ; tout ce qui pourrait en résulter ce sont des frais frustatoires qui resteraient à la charge du créancier saisissant (art. 1. 031 C. pr. civ. ; c. f. art. 66 du tarif de 1807).

1. Paris, 15 mars 1860 (D. 61. 2. 14 ; Sir. 60 1. 486) ; Trib. Seine (2^e Ch.), 30 janvier 1896 (Sir. 4 fév. 1896).

2. Paris, 10 juin 1858 (D. sup. v^o. Succ. n^o 1283. Sir. 59.2. 161). On dit même généralement que cette opposition aux scellés ne peut signifier, de la part des créanciers des héritiers, que défense de procéder au partage en leur absence et à leur préjudice, puisqu'elle ne leur donne pas comme aux créanciers héréditaires le droit d'assister à la levée des scellés (art. 932 et 934 C. proc. civil). On la priverait de toute efficacité en lui refusant cet effet. Cass., 9 juill. 1838 (Sir. 38. 1. 764). Cette opposition n'aurait-elle pas tout au moins pour effet de mettre obstacle à la levée pure et simple des scellés et à contraindre les héritiers à faire inventaire ?

3. Ihering. *Esprit du droit romain*. Trad. de Meulancare, t. III, p. 23, t. IV p. 235 et suiv.

91. Mais, en réalité la saisie-arrêt et l'opposition à partage sont deux mesures différentes, produisant chacune des effets différents.

L'opposition à partage a pour effet de donner au créancier le droit d'attaquer le partage auquel il a été procédé en son absence ou sans qu'il y ait été appelé ; cet effet, la saisie-arrêt ne le produira que lorsqu'elle pourra valoir également comme opposition à partage, c'est-à-dire quand elle aura été formée entre les mains de tous les cohéritiers (1) ; ce résultat ne sera pas atteint si elle est pratiquée sur des créances héréditaires à l'encontre d'un seul des héritiers (2).

L'utilité de la saisie-arrêt apparaît de son côté à deux points de vue.

1° Il n'est pas sûr que l'opposition au partage enlève au copartageant débiteur la faculté de disposer de ses droits au préjudice du créancier opposant ; la jurisprudence a, sans doute, une tendance marquée à se prononcer en ce sens, elle considère que le but que s'est proposé le législateur ne serait pas atteint si le débiteur conservait la faculté de céder ses droits à un tiers (3) ;

1. Ou tout au moins entre les mains des cohéritiers de la même ligne, Seine (2^e Ch.), 30 janvier 1896 (Sir. 4 fév. 1896).

2. Demolombe, t. XVII, 233 ; Cass., 24 janv. 1837 (D. 49. 1. 81. Sir. 37. 1. 106) ; Cass., 19 novembre 1838 (D. 39. 1. 16 ; Sir. 39. 1. 309).

3. Cass., 11 juin 1846. (D. 46. 1. 253) ; Cass., 11 fév. 1862 (D. 62. 1. 224) ; Cass., 30 juil. 1895 (D. 96. 1. 369) ; Cass., 18 juill. 1869 (D. 1900. 1. 17). Dans le même sens Demolombe, t. XVII, n. 238 ; Aubry et Rau., t. VI § 626, p. 599 ; Laurent, t. X, n. 531 ; Vigier, t. II, n. 276.

néanmoins beaucoup d'auteurs se prononcent en sens contraire et décident que dans le silence de la loi, il est impossible d'attribuer à un acte qui n'est pas revêtu des formes de la saisie-arrêt les mêmes effets qu'à celle-ci (1) dans cette dernière opinion la saisie-arrêt pourra donc se cumuler utilement avec l'opposition à partage dont elle complètera les effets.

2° La saisie-arrêt peut conduire à une attribution judiciaire ; l'opposition à partage ne donne au créancier qui l'a pratiquée d'autres droits que ceux qu'il tient, d'après le droit commun, de sa qualité de créancier, sans privilège ni droit de préférence d'aucune sorte. La jurisprudence est constante sur ce point (2).

La saisie-arrêt conserve donc encore à ce point de vue, et malgré l'opposition à partage toute son utilité ; de même que le créancier qui, exerçant les droits et actions de son débiteur, forme une demande en partage au lieu et place de ce dernier, peut également pratiquer une saisie-arrêt qui lui permettra d'arriver à avoir un droit exclusif sur les valeurs héréditaires (3), de même le créancier qui a fait opposition au partage aura, pour les mêmes raisons, intérêt à former une saisie-arrêt (4).

1. Huc, t. V. n. 433 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, Des successions, t. 3. 2^e édit. n. 3.254 ; Glasson. D. 96. 1. 369 notes 2-3 ; — Dans le même sens : Bordeaux, 4 déc. 1872 (Dijon, 16 mars 1874 (D. 76. 2. 327) ; Douai, 20 déc. 1890 (D. 92. 2. 27).

2. Paris (5^e ch.), 15 mars 1880 (Droit, 8 juill. 1882) ; Agen, 12 août 1887 (Rec. d'Agen, 1. 1888) ; Angers, 10 janvier 1883 (D. 93. 2. 111) ; Cass., 23 nov. 1897 (D. 98. 1. 39) ; Paris (2^e ch.) 23 déc. 1897 (D. 98. 2. 488).

3. Cass., 23 mars 1881 (D. 81. 1. 417. Sir. 82. 1. 217).

4. Trib. Seine (2^e ch.). 22 février 1882 (Droit, 10 juill. 1882).

Il nous reste maintenant à étudier les effets de cette saisie-arrêt et surtout du jugement de validité d'où résulte le transport judiciaire.

92. Saisie-arrêt entre les mains des cohéritiers. — Cette saisie-arrêt ne peut présenter aucune difficulté ; le jugement de validité devenu définitif entraînera un transport judiciaire dont l'étendue sera naturellement subordonnée aux opérations ultérieures du partage (1).

Saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de la succession. — La saisie-arrêt, avons nous dit, est possible (2) ; mais la question est de savoir quel sera à notre point de vue l'effet du partage.

La créance saisie-arrêtée est-elle mise entièrement dans le lot du débiteur saisi, la saisie-arrêt et l'attribution judiciaire porteront certainement sur l'intégralité de la créance, car cette créance qui appartenait pour moitié au saisi, en vertu de l'art. 1220 C. civ., et que le partage a mise tout entière dans son lot, était pour moitié un bien présent, pour moitié un bien à venir, et pouvait être en cette qualité saisie-arrêtée par ses créanciers et leur être transportée pour la totalité (3).

Il n'y aura pas de difficultés non plus si la division légale de l'art. 1220 est respectée : les créanciers personnels du débiteur saisi ne peuvent se plaindre de ce qu'on

1. Cass., 23 mars 1881 (D. 81. 1. 417).

2. Pau, 24 avril 1858 (D. 60. 2. 81).

3. M. Garsonnet (*op. cit.* § 602, p. 719, note 1) fait remarquer avec raison qu'il est inutile pour arriver à ce résultat d'invoquer l'art. 883 C. civ.

ne mette dans son lot qu'une part de la créance proportionnelle à ses droits.

La question devient au contraire extrêmement délicate, quand la créance est mise exclusivement dans le lot des autres cohéritiers : les créanciers personnels du cohéritier qui ont formé une saisie-arrêt, ou tout au moins les créanciers qui auraient obtenu un jugement de validité passé en force de chose jugée, pourront-ils faire abstraction de l'acte de partage et réclamer leur paiement sur la part de créance dévolue à leur débiteur ? Tout dépend de l'effet que produit le partage en matière de créances. Faut-il appliquer l'art. 883, ou bien cet article est-il écarté par l'art. 1220 qui divise de plein droit les créances entre les héritiers ? La question, on le voit, est beaucoup plus générale, et il ne saurait entrer dans le cadre de cette étude de la discuter ; il suffira d'indiquer les diverses opinions qui se sont produites à cet égard et d'en faire l'application à notre matière.

D'après un premier système, le principe posé par l'art. 883 est absolu, et la division légale des créances consacrée par l'art. 1220 est toujours subordonnée à la condition du partage qui doit déterminer de quelle part dans les créances héréditaires, chacun des cohéritiers aura été saisi. On en conclura qu'il importe peu qu'un créancier des cohéritiers ait pratiqué une saisie-arrêt, et même que cette saisie-arrêt ait abouti à un transport judiciaire ; ce créancier devra, dans tous les cas, respecter le partage comme serait obligé de le faire le bénéficiaire d'un transport conventionnel (1).

1. Cass., 24 janv. 1837 (D. 49. 1. 81 ; Sir. 37. 1. 106) ; Amiens,

Dans un deuxième système, on écarte complètement l'art. 883 ; on considère les créances comme divisées de plein droit et d'une *façon définitive* du jour de l'ouverture de la succession (1) ; sans doute, il sera loisible aux cohéritiers de consentir une cession de leur part dans une créance héréditaire, à l'un d'entre eux qui se trouvera, de la sorte, être seul créancier ; mais cette cession sera régie par les art. 1689 et suiv. du Code civil. Il en résulte qu'elle ne pourra être opposée au créancier saisissant que si elle est parfaite à l'égard des tiers antérieurement à la saisie-arrêt ; sinon, le saisissant et le cessionnaire viendront en concours ; il en résulte encore que si la saisie-arrêt vient à être suivie d'un jugement de validité passé en force de chose jugée et dûment notifié au tiers saisi, avant que le cohéritier dans le lot duquel la créance est mise en entier ait fait la signification prescrite par l'art. 1690, le transport judiciaire qui s'est opéré au profit du saisissant lui sera complètement opposable. (2).

Il est un troisième système qui ne voit dans la dispo-

10 mars 1886 (D. 87. 2. 112) ; Trib. Seine (2^e ch.), 20 juin 1892 (*Gaz. Pal.*, 92. 2. 173) ; Cf. Cass., 30 mai 1877 (Sir. 78. 1. 102).

— Il sera donc très utile au créancier saisissant, dans ce système, de pratiquer en même temps que sa saisie-arrêt une opposition à partage qui lui permettra d'intervenir dans la liquidation de la succession, pour essayer de faire modifier les abandonnements proposés par le notaire liquidateur.

1. Durantou, t. VII, n^{os} 163, 429 et 519 ; Demante ; III, n^o 225 bis ; Du Caurroy, II, 789.

2. Garsonnet, *op. cit.*, t. III, § 602, p. 720 — Paris (2^e Ch.), 26 mars 1896. (D. 98. 2. 280) ; Trib. Seine (2^e Ch.) 27 févr. 1897. Droit 18 juill. 1897).

sition de l'art. 1220 qu'un partage *provisoire* des créances, susceptible d'être modifié par un partage définitif, à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits définitivement acquis à des tiers. Malheureusement, on n'est pas d'accord sur le point de savoir ce qu'il faut entendre par droits définitivement acquis à des tiers.

Tout le monde est d'accord pour dire que le partage définitif ne peut revenir sur un paiement fait à l'un des héritiers pour sa part ou sur une compensation qui s'est opérée quant à cette part : le paiement ou la compensation, dit-on, ayant éteint la part payée ou compensée, il n'est plus possible de la comprendre dans le partage. Mais tandis que les uns (1) s'en tiennent là et se refusent à reconnaître comme un droit acquis le droit résultant d'une cession volontaire ou judiciaire, et *a fortiori* d'une simple saisie-arrêt non validée, d'autres, et la jurisprudence semble bien se dessiner dans ce dernier sens, vont plus loin (2), vont plus loin : ils considèrent que la signification de la cession passée par un des héritiers de sa part dans une créance héréditaire, ou le jugement de validité de saisie-arrêt devenu définitif, confère au cessionnaire ou au saisissant un droit irrévocablement acquis sur la portion de la créance cédée ou arrêtée. En tout cas, il ne faudrait pas aller jusqu'à voir un droit acquis dans le fait par un créancier d'avoir pratiqué une saisie-arrêt qui n'a pas encore abouti à un jugement de validité passé

1. Aubry et Rau, t. VI, § 635, p. 662.

2. Limoges, 19 juin 1863 (D. 64. 2. 16, Sir. 63. 2. 193) ; Cass., 4 déc. 1866 (D. 66. 1. 470, Sir. 67. 1. 5) ; Cass., 23 mars 1881 (D., 81. 1. 417).

en force de chose jugée ; nous verrons, à propos des petites saisies-arrests, que la jurisprudence n'envisage le saisissant comme ayant un droit acquis, qu'à dater du moment où s'opère le transport judiciaire.

§ 2. *Des saisies-arrests formées par un créancier personnel d'un associé.*

93. On conçoit que les créanciers d'un associé puissent pratiquer une saisie-arrest entre les mains des débiteurs sociaux ou entre celles de ses coassociés.

Saisie-arrest entre les mains des débiteurs de la Société.
— Si la société est une personne morale, les créanciers personnels d'un des associés ne peuvent pas faire saisir-arreter sa part dans les créances de la société ; car les débiteurs de la société ne sont pas les siens ; ceci est certain avant la dissolution et également vrai après, puisqu'il est de jurisprudence constante, que la société se survit alors pour les besoins de sa liquidation, qui pourrait se trouver complètement entravée par les saisies-arrests des créanciers personnels des associés (1).

Si la société n'est pas une personne morale, la plupart des auteurs considèrent que la saisie-arrest des créances de la société par les créanciers des associés est encore impossible. « Les créanciers personnels des associés, disent MM. Lyon-Caen et Renault, ne sauraient avoir plus de

1. Paris, 10 déc. 1814 (D. Rép. v° Soc. n° 629) ; Cf. Cass., 27 juill. 1863. (D. 63. 1. 460, Sir 63. 1. 457).

droits que leur débiteur ; ils ne peuvent donc agir au détriment des intérêts des ses coassociés, faire saisir sa part dans les biens sociaux. Seulement, si les créanciers sociaux font vendre un bien social, les créanciers personnels pourront concourir sur la partie du prix qui correspond au droit de copropriété de leur auteur » (1).

94. Saisie-arrêt entre les mains des coassociés.

Il y a lieu de distinguer entre les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux.

a) *Sociétés de personnes.* Les créanciers personnels peuvent d'abord former une saisie-arrêt sur les sommes dues à leur débiteur à titre de dividende (2). Mais pourraient-ils saisir sa part d'associé et la faire vendre ? Cela est très douteux : cette saisie produirait des complications très grandes, car l'associé exproprié ne pourrait être déchargé en même temps de ses obligations (3) ; de plus, cette saisie conduirait forcément à un changement de personne dans la société, ce qui est incompatible avec l'*intuitus personæ* (4).

Le créancier d'un associé pourra donc seulement saisir

1. Lyon-Caen et Renault. *Traité de dr. com.*, t. II, n° 109. Voy. égal Laurent, t. XXVI, n. 358.

2. Dalloz, *Rép.*, v. S. A, n. 131.

3. Voy. cep. Paris, 2 mai 1811 (D. *Rép.* v. S. A, n. 132 en note).

4. Voy. cep. Paris, 13 août 1834 (D. *Rép.* v. S^{te}, v. 635) ; Alger, 11 juin 1866 (D. Supp. v. S^{te}, n. 257. — Si donc on se trouvait en présence d'une société du genre des companies unlimited by shares, peut-être pourrait-on permettre la saisie et la vente (Voyez une clause de ce genre dans une société civile. Paris, 28 janvier 1868, Sir. 69. 2. 105).

ce qui reviendra à son débiteur à la dissolution de la société ; on se trouve alors en présence d'une créance indéterminée et même éventuelle, mais nous savons qu'il n'y a pas là un obstacle à la saisie-arrêt ni même au transport judiciaire (1). Il en sera ainsi même, si la société n'ayant pas la personnalité civile, le droit de l'associé se résume en un droit de propriété : ce qui est saisi et transporté, ce n'est pas le droit de l'associé dans la société, mais le droit qu'il pourra avoir après la dissolution de la société contre ses associés, et la saisie-arrêt ne vaudra que si le droit qui lui est ainsi attribué est un droit de créance ; le créancier saisissant fera donc bien d'intervenir au partage.

b) Sociétés de capitaux. Les créanciers pourront former une saisie-arrêt sur les sommes dues à leur débiteur (actionnaires ou obligataires) à titre de dividende, si le titre est nominatif.

Quant à la saisie du titre lui-même, nous l'avons déjà examinée. Etant donnée la possibilité de former cette saisie-arrêt, les créanciers n'auront guère d'intérêt à saisir les sommes qui pourraient revenir à leur débiteur dans la liquidation.

1. Cass., 11 mars 1855 (Sir. 55. 1. 236), Trib. civil Lyon, 14 juin 1882 (D. supp. v. S¹, n. 260) ; Cass., 29 mars 1886 et 7 avril 1886 (D.86. 1. 329). Les créanciers personnels d'un associé pourraient-ils demander la dissolution de la société ? Les auteurs et la jurisprudence se prononcent en France dans le sens de la négative (Trib. com. Seine, 8 oct. 1895 (Loi 95. 911). Des lois étrangères disposent autrement. Voy. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. II, n. 274 et 336.

§ 3. *Des saisies-arrêts formées par les créanciers personnels des époux.*

95. Saisies-arrêts pratiquées sur des créances dépendant de la communauté.

Ces créances pourront, toujours, bien entendu, être saisies pour dettes communes, que ces dettes soient nées sur la tête de la femme ou sur celle du mari.

Elles pourront également être saisies pour le tout pendant la communauté.

a) Pour dettes propres du mari (1).

b) Pour dettes propres de la femme dans certains cas exceptionnels ; pour dettes de la femme antérieures au mariage et exclues de la communauté par une clause de séparation de dettes (art. 1510, C. civ.) ; ses créanciers peuvent alors poursuivre le paiement de ce qui lui est dû sur les biens communs entrés dans la communauté du chef de leur débitrice et même sur tous les biens communs sans distinction s'il n'a pas été fait d'inventaire ; pour dettes provenant d'une succession à elle échue lorsque cette succession n'a été acceptée qu'avec l'auto-

1. Est donc valable la saisie-arrêt pratiquée par un créancier du mari sur le montant d'un bordereau attribué à la femme d'un débiteur dans un ordre, si la somme qui fait l'objet de la collocation est en réalité un acquêt de communauté, en tant que constituant le remboursement d'une obligation qui, quoique souscrite au profit de la femme, avait été créée pendant le mariage au moyen de fonds n'appartenant pas en propre à cette femme. Cass., 19 déc. 1894 (Sir. 95. 1. 124).

risation de justice : les dettes restent propres à la femme par application de l'art. 1426, C. civ., mais les créanciers de la succession pourront en poursuivre le recouvrement sur les biens héréditaires entrés dans la communauté et même sur tous les biens de la communauté, si le mari n'a pas fait inventaire.

La communauté vient-elle à se dissoudre, nous nous trouvons en présence d'une situation analogue à celle que nous avons examinée à propos de succession. On remarquera cependant que les créanciers de la communauté n'ont pas plus de droits sur les créances faisant partie de l'actif de la communauté que les créanciers personnels des époux ; ils ne pourraient même pas demander la séparation des patrimoines (1).

96. On peut rencontrer sous le régime de communauté des créances dont la communauté a seulement la jouissance, mais dont la nue propriété continue d'appartenir à l'un ou l'autre des époux.

La créance appartient-elle au mari, elle pourra être saisie intégralement pour ses dettes propres et pour toutes les dettes communes, fussent-elles nées sur la tête de la femme (art. 1419 C. civ.).

Appartient-elle à la femme, elle ne pourra en principe être saisie en totalité que pour les dettes tombées dans la communauté de son chef. Ses créanciers personnels, sauf de rares exceptions (2), devront se contenter de sai-

1. Cass. 18 avril 1860. (D. 60. 1. 185. Sir. 60. 1. 305) — Ensens. cont. Bordeaux, 13 nov. 1832 (Sir. 33. 2. 54).

2. C'est ainsi que les créanciers de la femme, dont le titre a

sir la nue propriété ; ils seront obligés de respecter l'usufruit de la communauté (1), et ne pourront se faire judiciairement attribuer que la nue propriété, à laquelle viendra d'ailleurs s'ajouter l'usufruit lors de la dissolution du mariage (2).

Les mêmes solutions devront être appliquées au cas d'une créance dotale, dans les cas que je n'ai pas à rechercher ici, où l'insaisissabilité de la dot ne sera pas opposable aux créanciers de la femme ; ils devront néanmoins respecter l'usufruit du mari.

Seulement, les créanciers de la femme feront bien de se dépêcher s'ils veulent mettre la main sur la créance de leur débitrice contre un tiers et arriver à se la faire transporter judiciairement ; tant pis pour eux, s'ils attendent que cette créance ait cessé d'exister pour former leur saisie-arrêt, s'ils laissent au mari le loisir de toucher la créance de sa femme (3).

date certaine antérieure au mariage, n'auront pas à respecter l'usufruit de la communauté sur les créances de la femme qui lui sont restées propres en vertu d'une clause de réalisation universelle ; de même les créanciers d'une succession échue à la femme et non tombée dans la communauté pourront faire saisir la pleine propriété des créances dépendant de cette succession.

1. Douai, 14 déc. 1881 (*Gaz. Pal.* 81-82, t. I. p. 253).

2. Le Tribunal pourrait-il ordonner la vente de la nue propriété, ou tout au moins, imposer à l'usufruitier, en cas de remboursement de la créance saisie-arrêtée, un mode d'emploi de nature à sauvegarder les droits acquis du créancier saisissant ? Voy. cet à égard Paris (5^e Ch) 15 mai 1880 (*Droit*, 8 juillet 1882).

3. On doit même considérer comme fait à la communauté le paiement fait entre les mains d'un mandataire du mari. Cass., 26 juill. 1886 (*Sir.* 90. 1 526).

Un arrêt a même été jusqu'à décider que dans ce cas la saisie-arrêt entre les mains du mari était impossible (1). Cette opinion est certainement erronée : la femme aura alors contre son mari ou contre la communauté une créance à terme susceptible de saisie-arrêt et d'attribution judiciaire.

97. De la saisie-arrêt des reprises. — Les époux peuvent avoir des reprises à exercer l'un contre l'autre ou contre la communauté. C'est une règle certaine dont la jurisprudence a fait de nombreuses applications, que le montant de ces reprises ne peut être établi qu'à la dissolution du mariage (2) ; mais cela n'empêche pas qu'elles puissent être l'objet d'une saisie-arrêt pendant le cours du mariage, puisque la saisie-arrêt peut porter sur une créance à terme, éventuelle ou indéterminée. Sans doute l'exécution du jugement de validité sera reporté au jour de la dissolution (3) ; mais l'attribution judiciaire pourra se produire bien auparavant (4) ; et, elle pourra être en notre matière d'une importance considérable pour le créancier qui l'a obtenu, surtout s'il s'agit, comme à l'ordinaire, d'un créancier de la femme.

1. Montpellier, 13 juin 1850 (Sir. 50. 2. 413). Cf. Cass., 22 avril 1885 (Loi 26 avril 1885).

2. Cass., 15 mai 1872 (D. 72. 1. 197 ; Sir. 72. 1. 313) ; Caen, 27 juin 1874 (D. 76. 2. 138 ; Sir. 79. 2. 146) ; Amiens, 16 mai 1877 (D. 80. 2. 215 ; Sir. 79. 2. 145) ; Caen, 9 juill. 1889 (D. 90. 2. 137 ; Sir. 90. 2. 73).

3. Riom, 10 déc. 1884 (Sir. 86. 2. 215).

4. Riom 2 juin 1830 (*P. Chrn*) ; Agen, 11 juill. 1862 (D. 62. 2. 164) ; Trib. Figeac, 28 déc. 1892 (Loi 93. 863).

Les reprises de la femme sont garanties par une hypothèque légale sur les immeubles du mari ou de la communauté, laquelle, comme accessoire de la créance de reprises, sera nécessairement transportée au créancier saisissant en même temps que la créance elle-même. Un créancier simplement chirographaire va donc arriver de cette façon à se créer une situation tout aussi favorable — sinon plus — que celle du créancier que la femme aurait subrogé dans son hypothèque légale.

Il n'est pas sans intérêt de montrer en quoi diffèrent les deux hypothèses.

98 C'est la créance même de la femme qui se trouve transmise au créancier saisissant avec l'hypothèque qui la garantit, conformément aux art. 1692 et 2112 du Code civil.

La subrogation à l'hypothèque légale de la femme au contraire n'emporte pas, d'après la généralité des auteurs, cession de la créance même de la femme. M. Bertauld y voyait cependant une cession éventuelle de la créance de la femme contre son mari, mais cette opinion qui conduit à obliger le subrogé à remplir l'une ou l'autre des formalités de l'art. 1690, pour rendre sa subrogation opposable aux tiers, est unanimement repoussée. La jurisprudence va même jusqu'à dire qu'il ne faut pas s'arrêter aux termes de la convention intervenue entre les parties ; que la femme eût-elle cédé, à titre de garantie, sa créance hypothécaire contre son mari, on ne se trouverait pas, en réalité, en présence d'une véritable cession de sa créance, mais simplement de l'exercice de son droit

hypothécaire, parce que telle est l'intention commune des parties qu'il faut avant tout rechercher (1).

La subrogation n'étant pas une cession de la créance hypothécaire, le créancier auquel elle est consentie n'aura pas besoin pour la rendre opposable aux tiers de remplir les formalités de l'art. 1690 ; il devra simplement faire mentionner sa subrogation au bureau des hypothèques conformément à la loi de 1855.

Notre créancier saisissant, lui, n'aura pas à se préoccuper des règles édictées par la loi de 1855 : quant à celles de l'art. 1690, elles seront nécessaires pour rendre parfaite la cession judiciaire de la créance elle-même.

99. Nous nous trouvons en présence d'un transport judiciaire tandis que la subrogation à l'hypothèque légale est toujours conventionnelle.

Lorsque la femme s'oblige conjointement ou solidairement avec son mari, on présume qu'il y a de sa part renonciation à son hypothèque légale au profit du créancier, lorsque le mari a, dans le même acte, constitué une *hypothèque* en faveur de ce dernier. Mais il en est autrement si la femme s'est obligée conjointement et solidairement envers un *créancier chirographaire* du mari ; ce créancier ne jouit dans ce cas d'aucune subrogation, il devra subir le concours de tous les créanciers de la femme, même s'il a obtenu contre elle une condamnation sur le fondement de son obligation. Le jugement emportera bien une hypothèque judiciaire, mais non une

1, Toulouse, 24 fév. 1892 (D. Supp. v. priv. et hyp. n. 533).

hypothèque légale ; le consentement de la femme est nécessaire pour cette subrogation (1). Le créancier qui voudra arriver à passer avant les autres créanciers fera donc bien en même temps qu'il poursuivra contre le mari et la femme le paiement de leur obligation de former une saisie-arrêt des reprises de la femme qu'il pourra faire valider dans la même instance.

De ce que nous avons affaire à une cession judiciaire et non à une subrogation conventionnelle dans l'hypothèque de la femme, on peut encore tirer une autre conséquence. La femme ne peut consentir de subrogation qu'à la condition de pouvoir aliéner sa dot, et encore, décide-t-on que si elle est mariée sous le régime dotal, le droit d'aliéner sa dot n'emporte pas celui de faire une subrogation au profit d'un créancier. Dans notre matière, il ne s'agit pas de savoir si la femme peut aliéner sa dot, mais de savoir si les créanciers peuvent la saisir ; dans le cas où cette saisie serait possible, ils pourront se faire attribuer judiciairement les reprises de la femme,

1. Paris, 2 janvier 1836 (Sir. 36. 2. 149) ; Caen, 15 juill. 1840 (Sir. 40. 2. 522) ; Orléans, 24 mai 1848 (D. 48. 2. 185 ; Sir. 50. 2. 145) ; Paris, 8 avril 1851 (D. 54. 2. 212) ; Orléans, 12 juill. 1854 (Sir. 54. 2. 561) ; Cass., 14 mars 1865 (D. 65. 1. 129 ; Sir. 65. 1. 209) ; Orléans, 9 juin 1874 (Sir. 74. 2. 302). — Il en sera de même si la subrogation résulte de l'accession de la femme à l'obligation hypothécaire contractée par le mari ; elle n'est alors en réalité qu'une cession de rang ou d'antériorité sur les immeubles grevés de l'hypothèque du créancier. Le créancier ne peut agir sur les autres immeubles qu'en qualité de créancier de la femme ; et la saisie-arrêt des reprises pourra seule arriver à lui conférer un droit exclusif. Amiens, 11 nov. 1858 (D. 59. 2. 128 ; Sir. 59. 2. 316).

et, avec elles, l'hypothèque qui en garantit le paiement.

100. A un point de vue cependant, le transport judiciaire et la subrogation conventionnelle à l'hypothèque légale sont soumises aux mêmes règles.

L'effet de la subrogation est subordonné à la condition que la femme aura une créance de reprises à exercer. C'est donc seulement lorsque la liquidation de la société conjugale constituera la femme créancière et jusqu'à concurrence des créances ainsi constatées que le subrogé pourra exercer l'hypothèque légale. La subrogation peut donc se réduire à rien par suite de l'extinction des créances de la femme, si, par exemple, le remploi est ultérieurement fait du prix d'un immeuble aliéné par la femme avant la subrogation.

Il en sera de même dans notre hypothèse : ce qui est cédé, ce sont les reprises éventuelles de la femme, et cette cession ne produira aucun effet si, au jour de la dissolution du mariage, la femme n'a plus aucune créance à exercer.

Le créancier subrogé ou bénéficiant d'un transport judiciaire pourrait cependant quelquefois se prévaloir de l'hypothèque légale de la femme avant cette époque. La femme peut, en effet, lorsqu'un ordre vient à s'ouvrir sur un immeuble de mari ou de communauté, réclamer une collocation pour toutes celles de ses créances qui existent alors, à savoir : la restitution de sa dot, le prix de ses propres aliénés et l'indemnité des dettes qu'elle a

contractées avec son mari et déjà payées (1). Il est vrai qu'elle n'aura pas le droit de toucher avant la séparation de biens ou la dissolution du mariage (2). Jusque-là les fonds resteront entre les mains de l'acquéreur, si mieux n'aime celui-ci consigner. D'une part, la créance de la femme n'est pas exigible ; d'autre part, c'est en règle général entre les mains du mari, administrateur sous la plupart des régimes du patrimoine personnel de la femme que les fonds devraient être versés. Or, il est impossible qu'il en soit ainsi ; autrement la femme perdrait toute garantie. Le juge prendra donc en appliquant l'art. 2195 C. civil toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de la femme.

Le cessionnaire judiciaire des reprises de la femme et le créancier subrogé auront ici une situation meilleure que celle de la femme. Ils pourront toucher même avant la séparation de biens le montant de la collocation de cette dernière. Le pouvoir d'administration du mari faisait obstacle au paiement de la femme : cette difficulté n'existe plus quand les deniers sont versés entre les mains du subrogé ou du cessionnaire.

Aucune difficulté ne pourra, en tous cas, être soulevée quand on se trouvera en présence de la faillite ou de la déconfiture du mari (art. 1446 C. civ.). Les créanciers de la femme peuvent alors sans aucun doute produire dans

1. Cass., 24 juill. 1821 (D. *Rép.* Cont. de mar. n. 3811 ; Sir. 21. 1. 422) ; Toulouse, 30 juin 1858 (D. 59. 5. 77 ; Sir. 59. 2. 474) ; Agen, 17 déc. 1866 (D. 67. 2. 56) ; Cass., 19 nov. 1872 (D. 73. 1. 38 ; Sir. 73. 1. 193)

2. Montpellier, 19 mai 1824 (Sir. 24. 2. 353). Cf. Besançon, 20 nov. 1852 (D. 53. 2. 108 ; Sir. 53. 2. 127).

les ordres ouverts sur le prix des immeubles du mari ou de la communauté et obtenir une collocation actuelle et définitive. Seulement, tandis que les créanciers purs et simples se partageront ce qu'ils auront obtenu, le créancier subrogé ou cessionnaire des reprises aura un droit plus fort et passera avant tous les autres créanciers.

SECTION VI. — Des événements qui peuvent empêcher le transport judiciaire de se produire.

101. Lorsque les conditions que nous avons précédemment étudiées se trouvent réunies, le jugement de validité a, à l'égard du créancier qui l'a obtenu, tous les effets du transport : il n'a plus à craindre le concours des autres créanciers du débiteur commun.

Mais il peut se faire que certains créanciers aient élevé régulièrement des prétentions avant que l'attribution soit un fait accompli, en formant eux-mêmes des saisies-arrêts ; il peut arriver également que le débiteur saisi ait été déclaré en faillite, et l'on sait que la déclaration de faillite équivaut à une mainmise collective des créanciers sur les biens de leur débiteur. Comment et dans qu'elle mesure ces événements, et d'autres que l'on peut leur assimiler, vont-elles empêcher l'attribution de se produire ? Telle est la question que nous avons maintenant à nous poser et à résoudre (1).

1. En tous cas, il est certain et de jurisprudence constante que

Nous examinerons successivement l'influence que peuvent avoir sur le transport judiciaire 1^o les saisies-arrêts formées par d'autres créanciers ; 2^o la faillite ; 3^o la déconfiture.

§ 1^{er}. *Saisies-arrêts.*

102. « Cas sur cas ou main sur main n'a point de lieu, disait Loisel ; ainsi se faut pourvoir par opposition (1) ». Cette règle est encore applicable aujourd'hui sans conteste : à la saisie-exécution (art. 609 à 611) ; à la saisie des rentes (art. 653) ; à la saisie-immobilière (art. 679 et 680). Ce que la loi défend d'ailleurs, c'est n'est pas précisément de former de nouvelles saisies, mais de les mener à fin par la réalisation des biens du saisi. Tout créancier peut former une seconde saisie, à la condition d'arrêter ses poursuites dès qu'il a légalement connaissance de la première : par la représentation du procès-verbal de saisie qui lui est faite par le gardien dans le cas de saisie-exécution (art. 611), par le refus de transcrire qui lui

les créanciers ne peuvent pas attaquer par la voie de la tierce opposition un jugement de validité de saisie-arrêt. La tierce opposition ne peut être formée que par ceux qui, lors du jugement attaqué par cette voie, auraient dû y être appelés ; et le saisissant n'est aucunement tenu d'appeler en cause les prétendus créanciers de son débiteur. Cass., 28 fév. 1822 (D. *Rép.* v. S. A., n. 445 ; Sir. Chr.), Nîmes, 8 fév. 1832. (D. *Rép.* v. Succ. n. 816). Cass., 15 avril 1856 (D. 56. 1. 252 ; Sir. 56. 1. 817). Agen, 28 fév. 1890. (D. 92. 2. 50).

1. Loisel. Inst. cont. liv. V, tit. IV, n. 19.

est opposé par le conservateur des hypothèques dans la saisie-immobilière, lorsqu'il présentera à la transcription son procès-verbal de saisie et l'exploit de dénonciation. Ces saisies, ainsi commencées, conservent leur utilité : elles permettent au créancier qui les a faites, en cas de négligence du premier saisissant, de suivre la saisie-exécution sur ses derniers errements ou de se faire subroger dans les poursuites de saisie-immobilière (1).

Toutes ces règles sont inapplicables en matière de saisie-arrêt ; non seulement le Code ne défend pas aux créanciers de former une seconde ou une troisième saisie-arrêt, mais c'est le seul moyen qu'elle leur donne pour faire valoir leurs droits. Une simple opposition dépourvue des formes de la saisie-arrêt (2), l'intervention dans l'instance en validité de la saisie-arrêt pratiquée par un autre créancier (3), seraient inefficaces et n'empêcheraient pas le premier créancier saisissant d'acquérir un droit privatif.

Que chaque créancier puisse former une saisie-arrêt, ceci n'a rien que de très naturel. Le créancier qui veut participer à la distribution des deniers saisis-arrêtés doit se faire connaître ; il le fait en matière de saisie-exécu-

1. L'utilité d'une seconde saisie, en matière de saisie-immobilière, existe encore à un autre point de vue (voy. n. 24).

2. Il en sera autrement, et une simple opposition suffira pour le transport judiciaire, lorsqu'elle sera faite sur le prix d'objets mobiliers vendus judiciairement. Cass., 2 fév. 1891. (Sir. 91. 1. 217, *Pand. fr.* 92. 1. 17).

3. Rennes 29 janvier 1817. (J. av. t. XLX, p. 344) ; Agen, 8 juill. 1852, J. av. t. LXXI, p. 500). En sens cont. Grenoble, 26 mai 1890. (Recueil de Grenoble 1890, p. 139).

tion par une opposition signifiée au saisissant et à l'officier chargé de la vente ; il le fera en notre matière par une saisie-arrêt. Le tiers saisi doit indiquer au saisissant qui l'assigne en déclaration affirmative les saisies-arrêts formées entre ses mains au moment de cette déclaration et même celles qui surviendraient ultérieurement (art. 573 et 575), ce qui permettra d'appeler tous les saisissants à la répartition des deniers.

Ce qui est moins naturel, c'est que tous les saisissants puissent introduire une instance en validité et en déclaration affirmative, sans que toutes ces procédures soient jointes. Il y a là une source de complications et de frais inutiles qu'il serait facile d'éviter. Le législateur a essayé, dans la loi du 12 janvier 1895, d'y porter remède en simplifiant les formes des saisies-arrêts et en faisant en sorte qu'il n'y ait qu'une seule procédure de validité ; nous reviendrons sur cette loi dans la section VIII.

103. Comment va se régler le concours entre les divers saisissants ?

Il n'y aura pas de difficultés lorsqu'aucun d'eux ne pourra se prévaloir d'un jugement de validité devenu définitif : ils viendront tous au marc le franc ou par privilège, suivant la nature de leurs créances. Des difficultés très sérieuses s'élèvent, au contraire, dans le cas où une cession volontaire vient se placer entre deux saisies-arrêts : nous les avons déjà examinées rapidement et nous n'avons pas à y revenir.

Mais comment le juge-commissaire (1) va-t-il procéder pour faire la répartition quand il se trouvera en présence non plus d'une cession volontaire, mais d'une cession judiciaire ?

Si cette cession judiciaire s'est produite avant qu'il soit intervenu aucune saisie-arrêt, la situation sera très simple : elle aura tous les effets d'un transport volontaire. — Il faut supposer, pour que la question puisse se poser, que des saisies-arrêts ont été formées avant qu'ait pu s'opérer le transport judiciaire ; elle devient alors très délicate, et il faut bien dire que les tribunaux ne se sont guère ingéniés pour la trancher. Autant d'arrêts, autant de décisions en sens divers, qui malheureusement ne sont guère motivées ; en réalité, la répartition se fait alors au petit bonheur.

On peut concevoir trois solutions : 1^o la survenance des saisies-arrêts empêche le transport judiciaire de se former ; 2^o le transport judiciaire a lieu à sa date, mais le bénéficiaire du transport ne doit être considéré que comme opposant au regard des créanciers qui ont pratiqué des saisies-arrêts avant cette époque ; le transport ne nuit pas à ces derniers, mais il ne leur profite

1. La distribution par contribution doit nécessairement avoir lieu par un juge-commissaire ; il ne peut y être procédé par le tribunal ; Cass., 29 août 1832. (Sir. 32. 1. 721) ; Caen, 27 avril 1855 (*J. av.* 1856, p. 172) ; Trib. Seine (2^e Ch.) 16 août 1881 (*Droit*, 17 août 1881) ; Trib. Seine (2^e Ch.) 28 juill. 1885. (*D. supp.* v^o dist. par cont. n^o 4). Le tribunal peut cependant, avant l'ouverture d'une contribution, fixer les principes en vertu desquels elle sera conduite. Seine. (2^e Ch.) 13 janvier 1894. (*Loi* 18 janvier 1894).

pas non plus ; la répartition, dans cette opinion, se fera absolument, comme dans le cas de cession volontaire ; 3^o le transport judiciaire s'opère malgré les nouvelles saisies-arrêts, mais il profite à tous les créanciers qui ont formé des saisies-arrêts jusqu'alors ; c'est un transport collectif.

Le premier système paraît difficile à admettre ; du moment qu'on donne effet au transport conventionnel dans les limites que nous avons fixées, on ne voit pas pourquoi il en serait différemment du transport judiciaire ; à ne lire cependant que les termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 14 février 1899 (1), on pourrait croire que ce système est consacré par la Cour suprême elle-même ; mais ce serait une erreur.

En réalité, la Cour de cassation applique le deuxième système qui assimile purement et simplement le transport judiciaire au transport conventionnel et lui fait produire les mêmes effets. On sait que la Cour de cassation décide que la cession volontaire ne peut valoir comme opposition à l'égard de tous les créanciers opposants, antérieurs ou postérieurs la cession, lorsque les causes de la première saisie-arrêt sont supérieures au montant des sommes saisies-arrêtées. Logique avec elle-même, elle étend sa théorie au transport judiciaire dans un arrêt très bien rédigé du 6 juillet 1899, dont je crois, à raison de son importance en notre matière, reproduire les principaux attendus.

1. Cass. req., 14 fév. 1899 (D. 99. 1. 227).

2. Cass. civ., 6 juill. 1899 (*Gaz. Pal*, 99. 2. 350 ; *Gaz. Trib.*, 13 juill. 1899).

« Attendu que les héritiers d'Allonneau avaient fait pratiquer une saisie-arrêt sur toutes les sommes appartenant à leurs débiteurs et déposées à la Caisse, et que cette saisie-arrêt avait été validée par le jugement, en date du 27 juillet 1893, passé en force de chose jugée ; que dans ces conditions, ils ont prétendu que ce jugement avait opéré en leur faveur un transport judiciaire... ;

Mais attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des documents qui y sont visés, qu'au moment où les consorts Allonneau ont obtenu le jugement validant leur saisie-arrêt, il existait à la caisse des dépôts et consignations, quatre oppositions remontant à moins de cinq ans... ;

Attendu que ces quatre oppositions, étant faites pour un chiffre *supérieur* au montant des sommes mises en distribution, ont eu pour effet de frapper celle-ci d'indisponibilité totale et d'empêcher dès lors qu'il en fût fait un *transport*, soit *volontaire*, soit *judiciaire* ;... ».

La Chambre civile de la Cour de cassation décide ici que le transport judiciaire est impossible, parce qu'il en serait de même du transport volontaire ; il faut en conclure que dans les cas et dans les limites où elle admet la validité de ce dernier, il y a lieu d'admettre également la validité du transport judiciaire, qui vaudra ce que vaut une cession intervenue entre deux saisies-arrêts. La plupart des tribunaux se sont prononcés en ce sens, sauf à adopter ensuite l'un ou l'autre des nombreux systèmes qui ont été proposés pour la répartition (1).

1. Annecy, 19 nov. 1886 (Pand fr. 88. 2. 336) ; Trib. Pontarlier, 26 mars 1887 (*Rec. périod. de proc.*, 87. p. 14) ; Trib. Seine, 15 mai 1888 (Droit, 10 juin 1888) ; Trib. Seine, 29 déc. 1891

Le troisième système, système du transport collectif, ne semble pas avoir eu grand succès jusqu'aujourd'hui ; je ne le trouve consacré, d'une façon très nette, il est vrai, que par un jugement du tribunal de Niort (1) ; il est difficile d'admettre que des créanciers puissent bénéficier d'une instance à laquelle ils n'ont pas été parties. Il en sera autrement en matière de petites saisies-arêts où les instances en validité sont jointes et où il n'est rendu qu'un seul jugement : le transport, à supposer qu'on l'y admette, profitera à tous les créanciers opposants (2).

§ 2. — *Déclaration de faillite.*

104. La déclaration de faillite ou la mise en liquidation judiciaire a pour effet d'opérer le dessaisissement du débiteur et de transporter l'exercice des actions au syndic qui agit dans l'intérêt de tous. Il est donc certain qu'aucune saisie-arrêt ne pourra dès lors être formée entre les mains d'un débiteur du failli. Il ne peut dès

(Droit, 8 fév. 1892) ; Trib. civil de Lyon, 30 déc. 1881 (*Gaz. Pal.*, 81. 82. 1. 513).

1. Trib. civil de Niort, 16 mars 1893 (Droit, 28 nov. 1893).

2. Il y aurait lieu d'appliquer les mêmes principes, si l'on suppose qu'au lieu d'une ou plusieurs saisies-arêts, il est intervenu une cession avant le moment où l'un des saisissants peut se prévaloir d'un jugement de validité devenu définitif. Voy. à ce sujet : Lyon, 22 mars 1830 (*D. Rép.* v^o S.-A., n. 445) ; Trib. civ. 24 mai 1898 de la Seine (3^e ch.), 23 juill. 1886 (*Pand. fr.* 87. 2. 136) ; Lyon (Loi, 1898, p. 645).

lors être question de validation et d'attribution (1) ; on décide même d'ordinaire que le syndic peut toucher des mains du tiers saisi sans être obligé de demander la mainlevée (2).

La question peut paraître plus délicate quand une saisie-arrêt est pratiquée et poursuivie après clôture de la faillite pour insuffisance d'actif. Il est cependant généralement admis que le dessaisissement subsiste malgré le jugement de clôture (3) ; la jurisprudence admet, en conséquence, les syndics à intervenir dans les instances en validité afin de s'opposer à l'attribution. Certains arrêts valident alors la saisie-arrêt, mais sans attribu-

1. Rouen, 21 mars 1838 (*J. av.* 54, p. 688). Trib. com. Seine, 5 oct. 1883 (*Journ. des faill.* 84, p. 13) ; Trib. com. Seine, 13 oct. 1891 (*J. faill.* 91, p. 509) ; Trib. Lyon, 12 nov. 1892 (Loi 11 fév. 1893) ; Rennes, 4 août 1893 (D. 95. 2. 37).

2. Cass., 14 nov. 1883 (D. Supp. v^o S-A. n. 14 ; *J. faill.* 84 p. 5). — Cependant aux termes de l'art. 489, § 2 C. com. « S'il existe des oppositions, les syndics devront préalablement en obtenir mainlevée ». Le directeur de la Caisse des consignations s'est quelquefois emparé de la formule littérale de ce texte, pour exiger toujours des syndics la justification de la mainlevée des oppositions sans distinguer si elles ont été faites, avant ou depuis la faillite, par des créanciers faisant partie de la masse, ou en vertu de droits distincts de ceux que le syndic a qualité pour représenter. La disposition de l'art. 489, § 2 ne nous paraît pas aussi absolue. Elle vise les oppositions qui ont été faites non dans la faillite, mais contre la faillite ; il faut supposer un tiers prétendant qu'il a sur les sommes déposées un droit opposable à la masse des créanciers. C'est dans ces limites que doit être restreint le droit du directeur de la Caisse des consignations.

3. Tout au moins, en tant qu'il s'agit de l'actif existant à cette époque, Trib. com. Seine, 12 mai 1897 (Loi 29 mai 1897).

tion (1) ; d'autres, qui me paraissent plus logiques, refusent en présence de l'intervention du syndic, de valider la saisie-arrêt (2).

Les solutions seraient les mêmes si la saisie-arrêt avait été formée, mais n'avait pas encore été validée avant la déclaration de faillite (3) ; par suite du dessaisissement, la validité de la saisie-arrêt ne peut être demandée, et si, par hasard, il intervenait un jugement, il ne produirait aucun effet.

Le saisissant n'aura pas plus de droits, s'il a déjà fait valider sa saisie-arrêt, mais si le jugement de validité n'est pas encore devenu définitif (4). Les mêmes règles s'appliqueront au cas de liquidation judiciaire (5).

105. Mais qu'arrivera-t-il si le jugement de validité n'a été rendu ou n'est devenu définitif que pendant la période suspecte ? Les syndics de la faillite du débiteur

1. Paris (5^e Ch). 6 août 1896 (D. 97. 2. 87).

2. Paris, (3^e Ch). 4 juin 1891 (G. Trib. 5 oct. 1891 ; *Rec. périod. de proc.* 1892, p. 53) ; Douai, 9 mars 1893 (D. 94. 2. 369).

3. Rouen, 1^{er} février 1882 (*J. faill.* 82, p. 235) ; Trib. com. Seine 23 nov. 1895 (Sir. 13 déc. 1895) ; Trib. Colmar, 10 fèv. 1864 (Sir. 64 2. 122).

4. Cass., 20 nov. 1860 (D. 60. 1. 478 ; Sir. 61. 1. 270) ; Lyon 30 novembre 1866 (D. 67. 2. 89 ; Sir. 67. 2. 262).

5. Cass., 27 fèv. 1892 (D. 93. 1. 26) ; — Voy. égal. Ann de dr com , 1889. p. 127 et suiv. — La signification au tiers saisi ne pourrait pas même être faite utilement après la déclaration de faillite. Cass., 4 janv 1847 (D. 47. 1. 133 ; Sir. 47. 1. 161) ; Paris, 28 juin 1855 (Sir. 56. 2. 232) ; Cass., 26 janvier 1863 (D. 63. 1. 47 ; Sir. 63. 1. 64).

saisi ne pourront-ils pas, pour le faire tomber, invoquer les art. 446 et 447 C. com. ? (1).

Cette question est une de celles qui ont été le plus discutées en notre matière. Elle a fait notamment l'objet de deux notes très étendues de M. Labbé dans le Recueil de Sirey, 1880. 2. 61 et de M. Levillain dans le Recueil de Dalloz, 1881. 2. 225.

On est à peu près d'accord pour repousser l'application de l'art. 446. Cet article, édicte, dit-on, une disposition rigoureuse qui ne doit pas être étendue par analogie. On ne saurait assimiler celui qui obtient par les voies judiciaires normales le paiement de ce qui lui est dû, au créancier qui se fait consentir par le débiteur une cession de créance, ce que l'art. 446 appelle un paiement par transport. Tout au plus l'art. 446 pourra-t-il recevoir son application lorsque l'opération pourra être considérée comme présentant un caractère contractuel, lorsque le saisi aura, par exemple, acquiescé à un jugement par défaut rendu contre lui (2).

« Si l'attribution qui a lieu au profit des créanciers, dit très bien M. Levillain, est présentée à bon droit comme étant, dans une certaine mesure, l'équivalent d'une délégation ou d'un transport, toujours est-il qu'elle n'est pas assimilable aux paiements par voie de transport

1. La question ne se pose pas en ce qui concerne la signification du jugement de validité au tiers saisi ; le transport judiciaire ne pourra être attaqué, bien que cette signification ait été faite pendant la période suspecte, l'art. 448 § 2 n'étant pas applicable à la signification de la cession faite pendant cette période.

2. V. Nîmes, 23 déc 1898 (*Gaz Pal.*, 99. 1. 151).

que condamne l'art. 446. Les seuls paiements que vise en effet cet article, sont ceux que le futur falli effectue de *gré à gré*, et dans *l'ombre* au profit de tel ou tel créancier de son choix ; de plus, si on les déclare nuls, c'est que des opérations présentant un caractère aussi anormal offrent, lorsqu'elles sont réalisées, un moyen facile d'avantager celui ou ceux des créanciers en faveur desquels elles se produisent au détriment des autres, et que, pour cette raison elles donnent prise au soupçon. Mais la loi ne se réfère nullement aux opérations judiciaires qui ont lieu à la suite de poursuites régulièrement exercées par les ayants droit, et qui ont pour effet de permettre à ceux-ci de percevoir, pour leur part et portion, les sommes qu'une tierce personne peut devoir à leur débiteur ; car d'une part, on ne peut suspecter la sincérité d'opérations qui s'accomplissent au grand jour, contre le gré de celui auquel la réclamation s'adresse et sous le contrôle de l'autorité judiciaire. D'un autre côté, les poursuites individuelles étant recevables jusqu'au moment de la déclaration de faillite, les actes d'exécution accomplis suivant les formes légales par un créancier de bonne foi et afin d'obtenir le paiement de ce qui lui est dû, doivent nécessairement être inattaquables ».

Les objections que l'on fait valoir contre cette doctrine peuvent être assez facilement écartées 1^o Le falli ne peut faire tacitement, par un consentement obtenu en justice, ce qu'il ne peut faire expressément ; on peut répondre qu'il n'y a ici aucune adhésion même tacite de la part du débiteur puisque, nous le supposons par hypothèse, l'attribution judiciaire se produit contre sa

volonté. 2^o Les tribunaux ne peuvent suppléer au consentement de la partie elle-même qu'autant que l'acte à accomplir n'est pas formellement prohibé par la loi ; le jugement de validité ne saurait avoir plus d'effet que le consentement spontané et libre du débiteur. La différence entre les deux situations tient justement au contrôle de l'autorité judiciaire qui ne permet pas d'en suspecter la sincérité. 3^o L'art. 446 assimile l'hypothèque judiciaire à l'hypothèque conventionnelle au point de vue de la nullité ; il n'y a donc pas lieu de distinguer non plus entre les deux genres de paiement par transport ; qu'il soit judiciaire ou conventionnel, il sera toujours nul. Cet argument n'est pas bien sérieux ; car, si la loi croit nécessaire de faire cette assimilation, c'est qu'elle ne va pas d'elle-même, qu'elle considère que la nullité ne peut résulter que d'un texte précis, que justement nous n'avons pas (1).

106. Mais à défaut de la nullité de plein droit prononcée par l'art. 446, les syndics ne peuvent-ils pas du moins invoquer l'art. 447 ?

Cet article, on le sait, laisse complètement de côté les actes passés dans les dix jours qui précèdent la cessation de paiements ; il ne réfère qu'à ceux qui s'accomplissent dans l'intervalle qui s'écoule entre la cessation des paiements et le jugement déclaratif, et ils permettent aux tribunaux d'en prononcer la nullité lorsque celui au profit

1. En ce sens : Paris, 24 déc. 1849 (D. 50. 2. 195 ; Sir. 53. 2. 227) ; Dijon, 8 février 1858 (D. 60. 2. 38) ; Dijon, 3 juill. 1874 (S. 76. 2. 247) ; Orléans, 25 juill. 1880 (D. 82. 1. 198).

duquel l'acte a été passé connaissait, au moment de l'opération, la situation obérée du failli.

On a soutenu, et la jurisprudence de la Cour de cassation est en ce sens (1), que l'art. 447 n'est pas plus applicable que l'art. 446 au jugement validant la saisie-arrêt. L'art. 447, dit-on, n'est sans doute pas limitatif, en ce sens qu'il ne contient pas une énumération restrictive comme celle de l'art. 446. Mais il n'en est pas moins vrai que la formule générale de l'art. 447 n'embrasse que les *paiements faits par le débiteur ou les contrats passés par lui*, et, par suite ne comprend pas les jugements. « On conçoit du reste, dit M. Levillain qui se prononce en faveur de cette opinion, que les actes judiciaires, alors même qu'ils confèrent à des tiers certains avantages au détriment de la masse, soient traités moins défavorablement que ne le sont les actes volontaires. Il y a ici, en effet, un facteur dont il faut tenir compte, c'est l'intervention du magistrat. Celui-ci ne prononce qu'après examen préalable, il ne fait droit à la poursuite qu'autant qu'elle ne lèse aucun droit acquis : non-seulement sa décision diffère des actes consensuels en ce qu'elle

1. Cass., 21 déc. 1881. (D. 82. 1. 198 ; Sir 82. 1. 202) ; Bourges 11 juill. 1882 (D. 83. 2. 221 ; Sir. 82. 2. 5). Dans le même sens : Levillain, *op. cit.* ; Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. VII, p. 351. En sens contraire : Paris, 18 août 1860 (D. 60. 1. 574 ; Sir. 80, p. 162 en note). Paris, 8 mai 1879. (D. 81. 2. 225. S. 80. 2. 161) ; Paris, 10 juill. 1879. (D. 81. 2. 225. ; S. 80. 2. 161) ; Dutruc. Dict. de dr. com. v^o faillite n^o 464 ; Demangeat sur Bravard, V, p. 269 en note ; Bedarride, t. I^{er}. n^o 119 ; Alauzet t. II, n^o 2 527 ; Laroque, t. I. p. 378 ; Revue crit. de lég. et de jur. 81. p. 276.

échappe à tout soupçon de fraude, mais elle en diffère également en ce qu'elle ne peut même être taxée d'erreur. Il n'est donc pas étonnant que l'opération ainsi sanctionnée par les tribunaux revête une autorité et acquière par suite une irrévocabilité que ne possèdent pas les actes ordinaires. Ces considérations, jugées suffisamment probantes à l'effet d'écarter l'application de l'art. 446, le sont également lorsqu'il s'agit de soustraire les jugements et actes judiciaires à la nullité facultative de l'art. 447 ».

Ces arguments sont loin d'être convaincants. La loi, sans doute, dit « paiements faits par le débiteur, actes passés par lui ». Mais on ne peut sérieusement reprocher au législateur de 1807 de n'avoir pas prévu le cas d'attribution judiciaire qui n'est qu'une création de jurisprudence et qui ne date que de 1822. Est-il même nécessaire de dire, comme le fait M. Labbé, qui admet l'application de l'art. 447 « La loi fait allusion à des actes dont le débiteur est l'auteur ou dans lesquels le débiteur est partie active comme cocontractant. Peut-on dire du jugement rendu contre le débiteur que c'est un acte passé par lui ? — Tout au moins faut-il reconnaître que c'est un acte auquel le débiteur n'est pas resté étranger. Il a été mis en cause, il est parti au procès. Il a pu, étant en état de cessation de paiement, pour maintenir l'égalité entre ses créanciers, déposer son bilan. S'il ne l'a pas fait, il a par son inaction favorisé un créancier au détriment des autres, comme il l'aurait fait spontanément. Dans un cas comme dans l'autre, l'intérêt de la masse doit être sauvegardée. » — Je ne le crois pas ;

cette argumentation est trop subtile, et l'on se place, en raisonnant ainsi, sur un mauvais terrain. Est-il exact de dire que l'art. 447 ne s'applique qu'aux actes passés par le créancier ? Pas le moins du monde ; on voit tous les jours des créanciers saisir leur débiteur à la veille de sa déclaration de faillite et obtenir leur paiement au moyen d'une exécution forcée, et c'est même de cette façon qu'ils l'obtiendront le plus souvent. Le futur failli n'a pas consenti à ce paiement qui a bien eu lieu malgré lui ; les syndics auront cependant le droit de l'attaquer et de forcer le créancier à rapporter à la masse les sommes qu'il a touchées, s'ils peuvent prouver — et la preuve ne sera pas bien difficile à faire, — qu'il a eu connaissance de la cessation des paiements au moment où il a exécuté son débiteur. Il serait véritablement bizarre que le créancier qui, au lieu de pratiquer une saisie exécution, a agi par voie de saisie-arrêt ait une situation plus favorable, alors qu'il n'a pas encore été payé, sous le prétexte qu'un transport judiciaire s'est opéré en sa faveur. Qu'on le remarque bien d'ailleurs, ce n'est pas précisément le jugement de validité qu'on attaque en pareil cas ; ce n'est pas ce jugement qui entraîne le transport judiciaire, c'est plutôt l'expiration des délais d'opposition ou d'appel dont il peut être susceptible. Il ne s'agit pas de savoir uniquement si le jugement de validité rendu pendant la période suspecte peut être annulé en vertu de l'art. 447, mais si ce jugement, fut-il rendu antérieurement à la période suspecte, peut acquérir force de chose jugée pendant cette période et conduire à une attribution opposable aux autres cré-

anciers : c'est ainsi que nous avons posé la question. Il ne faut donc pas dire que l'art. 447 est inapplicable en notre matière parce qu'il ne parle que des actes faits par le débiteur et non pas des jugements : ce que l'on attaque, ce n'est pas le jugement en lui-même, mais l'effet attributif qu'on fait découler, et du jugement, et aussi des circonstances que nous avons précédemment étudiées ; les effets n'en sauraient être plus considérables que le paiement lui-même vers lequel ils ne sont qu'un acheminement (1).

1. On pourrait être tenté de tirer argument en faveur de la non-application de l'art. 447 au transport judiciaire des solutions que la jurisprudence donne dans une matière très voisine : je veux parler du droit exclusif qu'acquiert les créanciers qui produisent en temps utile dans une distribution par contribution. A quelle époque s'acquiert ce droit exclusif ? C'est une question très controversée. Les uns le placent au moment de l'expiration des délais de production. Seine, 2. juill. 1875 (*J. av.* 1875, p. 435) ; Seine, 21 août 1877 (D. 79. 2. 185 et note de Levillain) ; Alger, 11 fév. 1878 (D. 79. 2. 185) ; Douai, 6 janvier 1887 (Jur. Cour de Douai, 1887, p. 13) ; Seine, 20 juill. 1889 (*Gaz. Pal.*, 89. 2. 296) ; Paris, 12 août 1890 (Pand. fr. 91. 2. 331) ; — les autres au moment de la confection du règlement provisoire. Paris, 30 mars 1848 (D. 48. 2. 91 ; Sir. 48. 2. 223) ; Metz, 16 août 1849 (D. 56. 2. 128 ; Sir. 49. 2. 520) ; Paris, 4 déc. 1856 (Sir. 57. 2. 770) ; Paris, 29 mars 1860 (*J. av.* 1861, p. 125) ; Cass., 13 nov. 1861 (D. 61. 1. 484) ; Paris, 25 juill. 1882 (D. 83. 2. 215 ; Sir. 84. 2. 33) ; Trib. civil Louviers, 15 mai 1884 (J. faill. 84. 599) ; — d'autres enfin seulement après le jugement des contredits ou à l'expiration des délais pour contredire. Rouen, 31 mai 1850 (D. 54. 5. 521 ; Sir. 52. 2. 120) ; Rouen, 6 juin 1851 (D. 51. 2. 252 ; Sir. 52. 2. 120) ; Rouen, 1^{er} août 1861 (Sir. 62. 2. 465). — Les syndics de la faillite du saisi peuvent-ils obtenir la nullité des collocations et faire, par suite, tomber

§ 3. — *Déconfiture.*

107. Il n'y a pas, en cas de déconfiture, comme en cas de faillite, de procédure d'ensemble, pas de dessaisissement (1), ni de suspension du droit de poursuites individuelles ; chaque créancier pourvoit à ses intérêts comme il l'entend ; tant mieux pour ceux qui parviennent à se faire payer les premiers.

Il semble donc que l'état de déconfiture d'un débiteur n'empêchera jamais le transport judiciaire de se former ; cependant, dans certains cas exceptionnels que nous allons passer en revue rapidement, on a essayé de denier au créancier saisissant tout droit privatif.

Séquestre. — Si les tribunaux ne peuvent ordonner ni organiser pour le cas de déconfiture une administration analogue à celle que le législateur indique en cas

ces sommes dans l'actif de la faillite au profit de tous les créanciers, dans le cas où les créanciers ayant produit ont acquis leur droit exclusif dans la période suspecte ? L'application des art. 446 et 447 est généralement repoussée. Voy. notamment, Seine (2^e Ch.) 20 juill. 1897 (Droit, 23 nov. 1897). On dit d'ordinaire que la question étant identique à celle qui se présente pour les jugements de validité, elle doit être résolue de la même manière ; ce n'est pas tout à fait exact. Le Code de procédure déclare forclos les créanciers qui n'ont pas produit en temps utile : il est tout naturel que la faillite soit obligée de respecter cette forclusion. Or, aucune forclusion de ce genre n'est édictée au profit des créanciers qui ont obtenu un jugement de validité de saisie-arrêt.

1. Cass., 17 janv. 1855 (Sir. 55. 1. 102) ; Cass., 10 juill. 1876 (Sir. 76. 1. 405).

de déconfiture, il arrive assez souvent que le tribunal et, à Paris surtout, le juge des référés, nomment un séquestre chargé de percevoir les créances d'une personne dont la situation est particulièrement obérée et qui se trouve sous le coup de nombreuses poursuites de la part de ses créanciers ; cela se produit le plus souvent en matière de saisie-arrêt de loyers, afin d'éviter que le montant d'un trop grand nombre de termes ne reste entre les mains du tiers saisi qui pourrait devenir insolvable.

Si l'on en croit certains jugements, la nomination d'un séquestre dans de pareilles conditions mettrait obstacle à la naissance d'un droit exclusif au profit du saisissant (1). Cette solution peut être équitable ; mais elle ne saurait être admise en l'absence d'un texte. Le séquestre judiciaire a uniquement pour but d'assurer la conservation de la chose ou des sommes affectées à la garantie des obligations du débiteur ; mais il ne peut empêcher les créanciers d'exercer leurs droits de poursuite dans les formes tracées par la loi (2).

108. Ouverture d'une distribution par contribution. —

1. Trib. Lyon, 7 janv. 1871 (*Moniteur de Lyon*, 11 février 1871) ; Lyon, 6 août 1886 (*Monit. Lyon*, 20 nov. 1886).

2. Seine (2^e Ch.) 26 mai 1883 (*Gaz. Pal.*, 83. 2. 211) ; Seine, 10 juill. 1883. (*Gaz. Pal.*, 83. 2. 257 ; *Rec. périod. proc.* 83. p. 356). — Ce dernier jugement décide que la nomination d'un séquestre autorisé à toucher les sommes saisies-arrêtées ne saurait dispenser le saisissant devenu attributaire de ces sommes, de la formalité de la signification au tiers saisi, la signification qui en est faite au séquestre ne pouvant suffire s'il n'a reçu mandat spécial à l'effet de recevoir la signification au lieu et place du tiers saisi lui-même.

Par cela même qu'une distribution par contribution est ouverte, tous les créanciers sont appelés à exercer leurs droits sur les sommes à distribuer ; tous deviennent en quelque sorte virtuellement opposants, bien qu'ils n'aient pas encore produit ; ils peuvent le faire jusqu'à l'expiration des délais de production ; à cette époque, ceux d'entre eux qui ne se sont pas présentés sont forclos, et un droit privatif naît au profit des créanciers qui ont fait valoir leurs droits en temps utile. C'est donc avec raison que la jurisprudence décide que la réquisition d'ouverture de contribution empêche le transport judiciaire de s'opérer (1).

109. Société en liquidation. — Une société en liquidation n'est pas forcément une société en déconfiture ; mais cela peut arriver, et c'est alors qu'il sera intéressant pour un créancier de la société de former une saisie-arrêt sur les sommes qui peuvent se trouver entre les mains du liquidateur. Cette saisie-arrêt pourra-t-elle faire naître à son profit un droit privatif ? On conçoit facilement que les tribunaux, soucieux d'assurer l'égalité entre créanciers, lui aient dénié cet effet (2). Malheureusement, il n'est guère possible de donner une base juridique aux jugements qui se sont prononcés dans ce sens. Le liquidateur ne représente pas les créanciers qui ne forment pas une

1. Cass., 25 juill. 1871 (D. 71. 1. 302. Sir. 71. 1. 100) ; Seine, 6 avril 1886. (Loi, 26 juin 1886) ; Trib. d'Annecy, 19 novembre 1886 (Pand. fr. 88. 2. 336) ; Trib. Charolles, 15 juillet 1892 (*G. Pal.*, 92. 2. 160).

2. Paris, 26 juill. 1890.

masse semblable à celle des créanciers d'un failli ; c'est un tiers entre les mains duquel une saisie-arrêt peut être conduite et validée, et du moment qu'on admet le transport judiciaire, il faut l'accepter ici comme ailleurs (1).

110. Succession bénéficiaire. — Quelques décisions judiciaires ont anciennement refusé aux créanciers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire le droit de former une saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de la succession (2). Aujourd'hui, la jurisprudence et les auteurs sont d'accord pour reconnaître aux créanciers le droit de saisir tous les biens dépendant de la succession, et en particulier les créances héréditaires (3).

Mais l'on discute toujours la question de savoir si : 1^o la saisie-arrêt peut aboutir au transport judiciaire ; 2^o si tout au moins les oppositions formées en vertu de l'art. 808 n'y font pas obstacle.

Sur le premier point, il ne saurait y avoir de doute.

1. Trib. civil Versailles, 1^{er} août 1889 (D. *Supp.* v^o Sté, n. 614) ; Trib. civil St-Etienne, 9 juill. 1887 (Monit., Lyon, 15 oct. 1887) ; Seine, 15 janv. 1891 (*Pand. fr.* 92. 2. 164) ; Seine, 9 fév. 1892 (Loi 18 fév. 1892) ; Bourges, 7 nov. 1898 (*Gaz. Trib.*, 7 janv. 1899).

2. Paris, 27 juin 1820 (D. *Rép.* v^o son 819 ; Sir. chr.) ; Rouen, 12 août 1826 (Sir. chr.) ; Riom, 24 août 1837 (D. *Rép.* v^o son 819 ; Sir. 39. 2. 379).

3. Les arrêts rendus en ce sens sont extrêmement nombreux. Je citerai seulement les plus récents : Lyon, 6 janv. 1881 (*Gaz. Pal.*, 81-82. 1. 526) ; Pau, 21 fév. 1887 (D. 88. 2. 181) ; Riom, 4 juill. 1890 (D. 91. 2. 348 ; Sir. 91. 2. 62) ; Lyon, 6 juill. 1891 (*Gaz. Pal.*, 92. 1. *supp.* 7) ; Soissons, 21 janvier ou avril 1891 (*Pand. fr.* 92. 2. 107).

L'héritier bénéficiaire n'est pas le représentant des créanciers ; il est héritier, et comme tel, il administre pour lui et comme propriétaire des biens successions. La possibilité et la légitimité de la saisie-arrêt une fois admises, on ne peut en restreindre les effets en la réduisant à une simple mesure conservatoire (1).

Mais les oppositions faites par d'autres créanciers en vertu de l'art. 808 ne produiront-elles pas le même effet que la saisie-arrêt, et si elles sont faites avant que le jugement de validité soit devenu définitif, n'y aura-t-il pas lieu de faire concourir le saisissant et les opposants d'après les règles que nous connaissons ? Quelques jugements en ont décidé ainsi (2) ; mais la jurisprudence paraît être fixée dans le sens contraire. Elle décide que les dispositions des art. 808 et 809 C. civ., ne s'appliquent que dans les rapports de ces créanciers avec l'héritier bénéficiaire, mais qu'elles ne sauraient être invoquées pour empêcher l'attribution au saisissant des deniers par lui saisis (3).

111. Succession vacante. — On n'est pas fixé sur la qualité en laquelle agit le curateur à succession

1. Voy. cep. en sens Lyon, 6 janvier 1881 (*Gaz. Pal.*, 81-82. 1. 526).

2. Trib. Soissons, 21 janvier ou avril 1891 (*Gaz. Pal.*, 92. 1. *supp.* 7).

3. Cass., 1^{er} août 1849 (D. 49. 1. 287) ; Pau, 21 fév. 1887 (D. 88. 2. 181) ; Riom, 4 juill. 1890 (D. 91. 2. 348 ; Sir. 91. 2. 62) ; Cass., 27 juin 1892 (D. 93. 1. 125 ; Sir. 92. 1. 519) ; Limoges, 3 avril 1895 (Loi 26-27 janvier 1896) ; Orléans, 28 juill. 1891 (D. 93. 2. 36).

vacante. D'après les uns, il représente le défunt lui-même dont il continue en quelque sorte la personne, et non les créanciers de la succession (1). D'après d'autres, au contraire, il est le représentant légal des créanciers et il a simplement pour mission de liquider, dans l'intérêt de ceux-ci, la situation active et passive de la succession (2). La plupart des auteurs (3) admettent cette dernière opinion, mais n'en décident pas moins qu'en l'absence d'une réglementation spéciale analogue à celle de la faillite, les créanciers conservent leur droit de poursuite individuelle, et en particulier, celui de saisir-arrêter les créances héréditaires.

Les tribunaux se refusent généralement à valider une saisie-arrêt pratiquée sur une succession vacante, ou tout au moins à en faire découler un effet attributif. Les oppositions ne peuvent être faites que pour manifester les droits et prétentions des créanciers, et permettre au curateur de les appeler à la distribution par contribution où ils feront valoir leurs droits, mais elles sont impuissantes à faire que l'un des créanciers puisse se faire attribuer, au détriment et hors la présence des autres ayants droit, une part quelconque de la succession (4).

1. Seine, 15 déc. 1893 (Loi 18 mars 1893).

2. Voy. notamment : Seine, 30 janvier 1892 (D. *Supp.* v. S.-A., n. 162).

3. Demolombe, t. 15, n. 457 ; Laurent, t. 10, n. 204 ; Huc. t. V, n. 253 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. 2, n. 2589.

4. Rouen, 21 janv. 1853 (D. 53. 2. 28). Cet arrêt valide la saisie-arrêt et donne même au jugement de validité un effet attributif, mais seulement sur le reliquat disponible du compte qui sera présenté par le curateur. — Cass., 13 fév. 1865 (D. 65. 1.

Beaucoup de décisions judiciaires fondent, pour refuser l'attribution sur ce qu'aux termes de l'art. 813, le curateur n'a pas qualité pour toucher les deniers ou les créances appartenant à l'hérédité ; c'est à la Caisse des consignations que doivent être faits aujourd'hui les versements par les débiteurs de la succession ; mais cet établissement ne doit pas être considéré autrement que comme le caissier légal du curateur ; c'est ce dernier qui délivre les mandats de paiement et le simple fait qu'il n'a pas à sa disposition, le fonds provenant de la succession ne suffit pas pour empêcher la saisie-arrêt d'être régulièrement pratiquée sur lui et d'aboutir au transport judiciaire.

SECTION VII. — L'effet attributif du jugement de validité peut-il préjudicier et dans quelle mesure aux droits des créanciers privilégiés et hypothécaires ?

112. Lorsque le jugement de validité a été signifié au

79 ; Sir. 65. 1. 117). Si durant l'instance d'appel contre le jugement de validité, le débiteur saisi décède et si la succession est déclarée vacante, les derniers saisis doivent, même en cas de confirmation ultérieure du jugement, être déposés à la Caisse des consignations pour la conservation des droits de qui il appartiendra. — Seine, 20 avril 1886 (Loi 2 août 1886) — Seine, 16 février 1888 (Droit, 7 mars 1888). Renvoi à distribution — Paris, 6 février 1889 (D. 90. 2. 48). Renvoi à contribution. — Seine, 30 janv. 1892 (D. *Suppl.* v. S.-A, n. 162). Même solution — Seine, 22 mars 1893 (Droit, 26 avril 1893). — Seine, 9 mai 1895 (Droit, 15 sept. 1895). Mêmes solutions ; En sens contraire. Trib. Mauriac, 15 janvier 1891 (Droit, 4 février 1891). L'attribution judiciaire est possible, et le créancier saisissant est préféré dans le règlement par contribution.

tiers saisie et est passé en force de chose jugée avant la survenance d'un des évènements dont nous venons de parler, le saisissant a sur la créance saisie-arrêtée un *droit acquis* (1) qui semble opposable à tous les créanciers. Mais il peut se faire que certains d'entre eux aient un droit de préférence sur cette créance qui est, par exemple, le prix d'un bien grevé à leur profit d'un privilège ou d'une hypothèque.

Qui va-t-on préférer du créancier chirographaire qui a fait valider sa saisie-arrêt ou du créancier privilégié ou hypothécaire ? La question ne peut être résolue de la même façon dans tous les cas, et il est nécessaire de faire des distinctions.

113. Le transport judiciaire ne nuira pas, en général, aux créanciers hypothécaires ou ayant un privilège immobilier. L'hypothèque est opposable aux tiers dès qu'elle a été inscrite, si elle est soumise à l'inscription,

1 La Cour de cassation a même été jusqu'à décider que, lorsqu'une saisie-arrêt pratiquée par une femme divorcée sur son mari pour avoir paiement de la pension qu'il a été condamné à lui fournir a été validée par une décision passée en force de chose jugée, le mari ne peut plus en demander la nullité sous prétexte que le jugement de divorce en vertu duquel elle a été faite n'aurait pas été régulièrement transcrit. Cass., 3 fév. 1896. (D. 96. 1. 76 ; Sir. 97. 1. 393). Jusqu'à concurrence de qu'elle somme l'attribution est-elle faite ? Voy. a ce sujet Cass., 21 août 1860 (D. 61. 1. 107) ; Cass., 16 mai 1882 (D. 83. 1. 175) ; Cass., 4 juin 1896 (Loi 2 sept. 1896) ; — Le droit acquis au saisissant ne saurait subir aucune atteinte du fait de la translation du domicile du tiers saisi à l'étranger, ni des injonctions adressées au tiers saisi par la juridiction étrangère Cass., 23 mars 1881 (Sir. 83. 1. 455).

et même avant d'être inscrite, si elle rentre dans la catégorie des hypothèques légales dispensées d'inscription. Un immeuble vient-il à être vendu, c'est à l'acheteur qu'il appartient de requérir l'état des inscriptions ou de faire la purge des hypothèques légales, avant de payer son prix entre les mains du vendeur ou de son cessionnaire ; le créancier hypothécaire qui, grâce à son droit de suite, peut saisir l'immeuble entre les mains de tout tiers détenteur, n'est pas obligé de lui dénoncer son hypothèque qui est réputée comme lui. L'acheteur n'aura donc pas à tenir compte ni des saisies-arrêts formés entre ses mains ni du jugement de validité qui lui serait signifié si ce n'est pour la partie du prix qui excède le montant des charges hypothécaires (1).

La saisie-arrêt pourra, toutefois, conduire à une attribution judiciaire, lorsque les créanciers hypothécaires ayant perdu leur droit de suite, en seront réduits à invoquer uniquement leur droit de préférence. Le paiement du prix, la cession de la créance ou sa délégation mettent dans ce cas les créanciers dans l'impossibilité de se

1. Bourges, 16 nov. 1821 (D. *Rép.* v° S-A, n. 456) ; Cass., 7 mai 1827 (D. v° Priv. et hyp. Supp. n. 2177) ; — Cass., 15 janv. 1839 (D. *Rép.* v° S-A, n. 455) ; Cass., 10 déc. 1851 (D. 52. 1. 59 ; Sir. 52. 1. 272) ; Douai, 17 mars 1858 (D. 59. 2. 188 ; Sir. 58. 2. 468). — La situation de l'assureur d'un immeuble sinistré diffère, sur ce point, de celle de l'acheteur ; d'après la plupart des auteurs, il n'est tenu de faire aucune recherche d'aucune sorte, à l'effet de savoir s'il existe ou non une hypothèque sur le bien sinistré ; la cession de l'indemnité ne préjudiciera cependant pas au créancier hypothécaire s'il forme opposition avant que l'assureur se soit dessaisi des fonds entre les mains du cessionnaire.

prévaloir du droit de préférence dont ils restent investis (1).

114. Plaçons-nous maintenant en présence d'un créancier ayant privilège sur un meuble corporel. Ce meuble est vendu ; la créance du prix peut-elle être saisie-arrêtée par un créancier chirographaire et lui être transportée judiciairement au détriment du créancier privilégié ?

Le privilège est-il fondé sur une idée de nantissement, il disparaît dès que le créancier cesse d'être nanti de son gage ; il ne se reporte pas sur le prix, si la vente n'est pas la conséquence de l'exercice du privilège. On décide cependant par analogie que le créancier privilégié pourra demander une collocation par préférence, si la vente a eu lieu par autorité de justice, à la suite d'une saisie (2) pratiquée par d'autres créanciers, ou à la requête d'un administrateur chargé de réaliser le patrimoine du débiteur pour le compte de tous les intéressés (3) ; il lui

1. Grenoble, 8 fév. 1842 (Sir. 42. 2. 162) ; Montpellier, 17 déc. 1845 (D. 47. 2. 57). — Il faut cependant faire une réserve : on dit quelquefois que le droit de préférence survit au droit de suite en cas de purge ; ce n'est pas tout à fait exact ; le droit de suite n'est alors éteint que si le prix est payé entre les mains des ayants droit ; sinon, les créanciers auxquels il a été offert peuvent exercer leur droit de suite et faire vendre l'immeuble sur la tête du tiers détenteur quel qu'il soit.

2. Cass., 16 août 1814 (D. *Rép.* priv. ethyp. n. 245 ; Sir. 15. 1. 93) ; Paris, 4 juin 1875 (*Journ. des trib. de com.*, t. XXV, p. 158) ; Trib. com. Chambéry, 11 mars 1884 (*Journ. des faill.*, 1884, p. 650).

3. Poitiers, 4 mars 1863 (D. 63. 2. 218 ; Sir. 64. 2. 31) ; Cass., 9 juill. 1894 (D. 95. 1. 97) ; Poitiers, 15 févr. 1899 (*Gaz. Pal.*, 99. 1. 154) ; Orléans, 19 août 1899 (Loi 23 mai 1899).

suffira de manifester sa volonté d'exercer son privilège par une opposition sur le prix (art. 609 et 610 C. proc. civil) jusqu'au jour de la distribution des deniers, par une saisie-arrêt ou par tout autre acte équivalent.

S'agit-il au contraire d'un de ces privilèges basés sur cette circonstance que le créancier a mis ou conservé un bien dans le patrimoine de son débiteur, la question est controversée de savoir si le créancier peut exercer son privilège sur le prix de la vente, non seulement lorsqu'elle a lieu à la suite d'une saisie pratiquée par lui, par un autre créancier, ou bien à la requête d'un syndic, d'un curateur ou d'un héritier bénéficiaire, — ce qui n'est pas douteux, et alors aucune cession du prix ne pourra être faite à son préjudice, s'il l'invoque dans les conditions que nous venons d'indiquer, — mais aussi lorsque la vente à lieu à l'amiable. La jurisprudence est aujourd'hui fixée en ce sens que, même dans ce cas, le privilège continue de subsister sur le prix (1) ; mais, à la condition qu'il se manifeste en temps utile, et il sera trop tard, si un créancier chirographaire a formé sur ce prix une saisie-arrêt qui s'est convertie en cession judiciaire (2) : le privilège a disparu avec la créance elle-même.

115. On peut enfin supposer que le saisissant soit

1. Riom, 20 mars 1879 (D. 80. 2. 4 ; Sir. 80. 2. 121) ; Caen, 8 août 1865 (Sir. 66. 2. 224). Cf. Cass., 19 fév. 1894. (D. 94. 1. 413).

2. De nombreuses applications de ce principe ont été faites au sujet du privilège du cédant d'un office ministériel. Voy. not. Bourges, 14 nov. 1890 (D. 92. 2. 21 ; Sir. 92. 2. 245).

en conflit avec un créancier ayant un privilège sur une créance, ou jouissant d'une de ces actions directes qui, selon un certain nombre d'auteurs, ne seraient autres que des privilèges sur des créances mal qualifiées.

Y a-t-il des privilèges sur des créances ? Bien que l'existence en ait été contestée, l'affirmative ne me paraît pas douteuse. Les privilèges généraux portent sur les créances comme sur les autres éléments du patrimoine du débiteur, et, pour s'en tenir aux privilèges spéciaux, on peut citer : le privilège du créancier gagiste sur la créance donnée en gage (art. 2075 C. civ.), le privilège du conservateur sur la créance qu'il a conservée (1), du vendeur sur la créance qu'il a vendue (2), les privilèges sur les cautionnements, le fret, etc.

Mais ces privilèges résisteront-ils à une cession de la créance qui serait consentie par le débiteur ou à un transport judiciaire ? (3).

1. Paris, 16 juill. 1831 (D. *Rép.* v^o faill. n. 1069 ; Sir. 31. 2. 260) ; Cass., 13 mai 1835 (D. *Rép.* v^o Priv. et hyp. n. 308 ; Sir. 35. 1. 707. — Voy. aussi Paris, 16 déc. 1841 (D. *Rép.* v^o Priv. et hyp. n. 309). Bourges, 9 juin 1846. (D. 46. 2. 423).

2. Civ. cass., 28 nov. 1827. (D. *Rép.* v^o Priv. et hyp. n. 338 ; Sir. 28. 1. 12).

3. La question ne se pose pas pour le privilège du créancier gagiste et le privilège sur les cautionnements qui est basé sur une idée de gage ; le nantissement d'une créance ressemble beaucoup à une cession, et on emploie même assez souvent dans la pratique, pour le désigner, l'expression transport en garantie. La cession de la créance n'aura certainement lieu dans ce cas que sous la réserve des droits des créanciers privilégiés. Le cautionnement des officiers ministériels pourra bien être saisi par des créanciers, autres que ceux pour faits de charge ; mais les effets

Oui, dit M. Labbé (1). « Après la signification d'un transport, la créance existe-t-elle encore ? A-t-elle été anéantie ou même seulement novée par la cession ?... La réponse n'est pas douteuse. La créance subsiste ; elle a été transmise et non éteinte. Donc le privilège subsiste ; donc la créance a passé au cessionnaire grevé du privilège établi par la loi... Le privilège affecte et suit l'obligation tant qu'elle subsiste ».

Non, disent tous les auteurs. Aux termes de l'art. 2119, « Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque » ; cette disposition est générale ; elle s'applique à tous les meubles corporels ou incorporels. Le privilège ne pourra plus s'exercer sur la créance, après la cession, parce qu'elle est sortie du patrimoine du débiteur.

116. Il y a cependant un privilège qui fait exception à la règle (2) : je veux parler du privilège du décret du 26

de la saisie seront ajournés, quant au capital, jusqu'au jour de la cessation des fonctions. Cass., 17 juill. 1849 (Sir. 50. 1. 529) ; en ce qui concerne les intérêts, elle produira immédiatement ses effets. Bourges, 14 juill. 1851 (Sir. 51. 2. 737) ; Bourges, 5 juin 1852 (D. 54. 2. 125).

1. Revue crit. de lég. et de jur., 1876.

2. Il y en aurait même d'autres, si l'on considère la loi du 19 fév. 1889 comme ayant créé de nouveaux privilèges sur les créances. Le privilège accordé par l'art. 2 du décret de 1806 (décret de Posen, aux sous-traitants pour fournitures faites au ministère de la guerre s'exerce aussi nonobstant tout transport ou cession que l'entrepreneur aurait consenti. En est-il de même du privilège créé par la loi du 29 déc. 1892 au profit des créanciers de l'indemnité due pour occupation de terrains ou extraction de matériaux en matière de travaux publics ? La question est controversée.

pluviôse an II, complété et modifié par la loi du 25 juillet 1891. Ce décret interdit, dans ses art. 1 et 2, aux créanciers particuliers de former des oppositions sur les fonds destinés aux entrepreneurs et adjudicataires de travaux pour le compte de l'Etat. L'art. 3 excepte de cette prohibition « les créances provenant du salaire des ouvriers employés par lesdits entrepreneurs et les sommes dues pour fournitures de matériaux et autres objets servant à la construction des ouvrages ». Enfin, l'article 4 autorise les saisies-arrêts après la réception des travaux sur ce qui resterait due à cette époque, et lorsque les sommes dues aux ouvriers et fournisseurs de matériaux auront été acquittées. La loi du 25 juillet 1891 assimile « tous les travaux ayant le caractère de travaux publics » aux travaux entrepris pour le compte de l'Etat, et étend le privilège à tous les travaux.

Bien entendu, ce privilège ne pourra plus s'exercer, si, avant toute opposition les sommes ont été versées entre les mains de l'entrepreneur ou de ses représentants; les ouvriers ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes de la perte du privilège qu'il leur était facile de conserver en faisant une opposition avant l'époque fixée pour le paiement de l'entreprise (1).

Il est universellement admis au contraire que les cessions consenties à des tiers ne sauraient nuire aux ouvriers et fournisseurs, même si ces cessions étaient faites au profit d'un créancier privilégié. Il résulte en effet de la combinaison des art. 3 et 4 du décret que les

1. Cass., 21 janv. 1888 (D. 88. 1. 410 ; Sir. 88. 1. 118).

ayants-cause de l'entrepreneur ne peuvent avoir de droits sur les sommes dues pour l'entreprise, qu'après le paiement de la créance des ouvriers et fournisseurs (1).

Mais faut-il prendre le texte du décret à la lettre et décider que pendant la période antérieure à la réception des travaux, la créance de l'entrepreneur est absolument insaisissable et ne peut faire l'objet d'aucune attribution judiciaire ? A vrai dire, nous aurions alors plus qu'un privilège. Un privilège, en effet, fût-il assorti d'un droit de suite n'enlèverait pas aux créanciers chirographaires le droit de saisir la créance de leur débiteur et de faire valider la saisie-arrêt. Sans doute, le transport judiciaire ne nuirait pas aux créanciers privilégiés en ce sens qu'ils seraient en droit de le méconnaître, mais il serait opposable aux autres créanciers chirographaires. Nous serions ici en présence d'une créance insaisissable.

Et en réalité c'était bien là l'intention des auteurs du décret qui n'ont aucunement été préoccupés de l'intérêt des créanciers et des fournisseurs ; c'est parce qu'ils craignaient que des cessions, des oppositions ne missent les entrepreneurs dans l'impossibilité de payer ces derniers, que le législateur imagina de prohiber pendant la période antérieure à la réception des travaux toutes les saisies-arêts autres que celles de ces ouvriers ou fournisseurs. La jurisprudence en avait tiré cette conséquence logique que les créanciers particuliers d'un entrepreneur ne pouvaient faire de saisies-arêts pendant

1. Paris, 27 août 1853 (D. 54. 2. 104 ; Sir. 53. 2. 647) ; Cass., 9 juin 1880 (D. 80. 1. 305 ; Sir. 80. 1. 369). Cass., 25 fév. 1885 (D. 85. 1. 281 ; Sir. 85. 1. 493).

cette période, même par mesure conservatoire, et à plus forte raison arriver au transport judiciaire (1).

Aujourd'hui le privilège du décret de pluviôse apparaît sous un nouveau jour ; on ne considère plus l'intérêt de l'Etat, mais uniquement celui des ouvriers et fournisseurs ; dans ces conditions, il n'y a plus aucune raison d'empêcher les créanciers des entrepreneurs de se faire consentir une cession ou de former des saisies-arêts qui aboutissent à une cession judiciaire, à la condition que cette cession ne soit pas opposable aux ouvriers ; et, c'est en effet ce que font les tribunaux qui dénaturent ainsi complètement les intentions primitives du législateur (2).

Seulement, avec ce système, il n'y avait plus aucune raison de distinguer deux périodes, comme le fait le décret de l'an II : période antérieure à la réception des travaux où les saisies-arêts des créanciers particuliers sont impossibles, période postérieure dans laquelle elles peuvent être formées et validées à la condition de ne pas porter atteinte à la situation privilégiée des ouvriers et fournisseurs. Aussi est-ce avec raison que la loi de 1891 a supprimé cette distinction en s'en tenant aux règles établies pour la seconde période.

117. Aux termes de l'art. 1166 C. civil, un créancier peut exercer les droits de son débiteur. En posant cette règle, l'article 1166 ne fait, avons-nous vu, qu'appliquer le grand principe de l'art. 2092. Ce droit d'exercer les

1. Poitiers, 28 fév. 1837 (D. 38. 2. 7.) ; Alger, 19 juillet 1850 (D. 51. 2. 142 ; Sir. 51. 2. 255).

2. Amiens, 7 déc. 1895 (D. 96. 2. 500 ; Sir. 97. 2. 51).

actions de son débiteur dérivant du principe général qui donne en gage au créancier la fortune de son débiteur doit pouvoir être invoqué par tout créancier, et il en est en effet ainsi (art. 2093).

Il est des exceptions à cette règle, il peut arriver qu'un créancier ait sur une action de son débiteur un droit exclusif, qu'il puisse empêcher les autres créanciers de partager avec lui le bénéfice de son action. On dit alors que ce créancier a une *action directe*, tandis que lorsqu'il invoque l'art. 1166, on dit qu'il a une action oblique. Cette expression « action directe » est en somme assez mal choisie ; on la trouve cependant dans l'art. 1994. On pourrait croire que celui qui exerce l'action directe est créancier directement de celui contre qui il l'exerce, et cependant, ce n'est pas exact. Il y a sur ce point encore bien des équivoques en doctrine et en jurisprudence. Celui qui a une action directe n'est pas le créancier de la personne contre qui il a une action directe, mais il conserve le bénéfice de cette action pour lui seul. L'action directe, nous apparaît donc comme une cause de préférence ; elle n'est autre chose qu'un privilège sur une créance.

Les deux principaux cas d'action directe sont : l'action directe du bailleur contre le sous-locataire (art. 1753) et l'action directe de l'ouvrier contre le maître de l'ouvrage (art. 1798).

Le jugement de validité de saisie-arrêt, passé en force de chose jugée, rendu au profit d'un créancier du locataire principal dans le premier cas, de l'entrepreneur dans le second, met-il obstacle à l'exercice de l'action di-

recte ? Les solutions sont les mêmes dans les deux hypothèses : je raisonnerai sur la seconde en raison du plus grand nombre de documents de jurisprudence (1).

118. Aux termes de l'art. 1798 C. civ. « Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée ». Il semble bien que cette action directe constitue un véritable privilège sur une créance, et la Cour de cassation paraît le décider elle-même dans un arrêt du 14 nov. 1867 (2). « Attendu que l'art. 1798 en donnant une action directe à l'ouvrier contre le propriétaire du bâtiment à la construction duquel il a concouru, pour le paiement de son salaire, a créé au profit de cet ouvrier un *privilège* qui se comprend et se justifie par l'intérêt qui s'attache à une pareille créance ». Il ne faut cependant pas s'illusionner sur les termes de cet arrêt ; la jurisprudence n'admet pas comme nous l'avons fait, sans pouvoir discuter la question, ce qui nous mènerait trop loin, — le système du privilège ; elle voit plutôt dans les dispositions de l'art. 1798 une fiction de la loi ayant pour objet de faire considérer les ouvriers comme créanciers du propriétaire et non de l'entrepreneur. Quoi qu'il en soit, l'action directe produit même

1. Voy. sur le conflit du créancier saisissant et du bailleur. Seine, 8 avril 1895 (Droit, 15 sept. 1895).

2. Sir. 67. 1. 429.

dans cette théorie, les effets du privilège, celui de faire attribuer aux ouvriers les sommes restant dues par préférence aux autres créanciers de l'entrepreneur.

L'art. 1798 n'accorde l'action directe aux ouvriers que jusqu'à concurrence de ce dont le maître se trouve débiteur vis-à-vis de l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée. Elle se trouve donc paralysée par les paiements que le maître aurait consenti à l'entrepreneur ; mais le sera-t-elle également par une cession volontaire ou judiciaire ? M. Labbé (1) voit dans le droit conféré aux ouvriers par l'art. 1798 un privilège de même nature que celui du décret de pluviôse, et par conséquent susceptible de survivre à la cession. « Il est vrai, dit-il, que l'entrepreneur cesse en cédant d'être créancier, comme il cesserait de l'être par le paiement. Oui l'entrepreneur cesse d'être créancier parce qu'il a aliéné sa créance. Mais le propriétaire de la construction cesse-t-il d'être débiteur ? » Non, sans aucun doute ; mais il cesse d'être débiteur de l'entrepreneur ; aussi, dans l'opinion générale, on décide que la cession fait obstacle à l'exercice de l'action des ouvriers.

Il en sera de la cession judiciaire comme de la cession volontaire ; les ouvriers doivent manifester leur intention de se prévaloir des dispositions de l'article 1798 avant que cette cession soit un fait accompli. Ils ont deux moyens pour le faire, ils peuvent agir directement (2)

1. Labbé. *Revue crit. de lég. et de jur.*, 1876.

2. Des tribunaux décident même que si l'ouvrier actionne directement le propriétaire, celui-ci peut être contraint de s'acquitter envers lui sans qu'on ait à lui rapporter la mainlevée des saisies-

contre le propriétaire ou former une saisie-arrêt entre ses mains; ils conservent ainsi leur privilège, mais il sera trop tard et le privilège sera éteint, si d'autres créanciers de l'entrepreneur ont déjà obtenu contre lui un jugement de validité passé en force de chose jugée (1).

Une difficulté assez sérieuse peut se présenter dans le cas où l'on admettrait, conformément à notre opinion, que le jugement de validité rendu pendant la période suspecte peut être annulé en vertu de l'art. 447 C. com. Les ouvriers ne sont-ils pas alors en droit de dire que les choses doivent être considérées comme si le transport judiciaire ne s'était jamais produit et qu'en conséquence leur action directe, qui survit à la faillite, leur confère le droit d'être payé sur la créance de l'entrepreneur à l'exclusion des autres créanciers ? S'il en était ainsi, le syndic n'aurait aucun intérêt à intenter l'action en nullité et se garderait bien de le faire ; mais il semble bien que la prétention des ouvriers doit être repoussée. Il est de principe en effet que les nullités des art. 446 et 447 sont édictées en faveur de la masse seule et ont un effet essentiellement relatif : les ouvriers ne pourront donc profiter de la nullité invoquée par le syndic que comme créanciers chirographaires et au même titre que tous autres créanciers.

arrêts dont il aurait reçu signification. Bordeaux, 8 juill. 1862 (S. 63. 2. 13.) ; Seine, 24 mars 1886 (Droit, 2 avril 1886) — En sens cont : Bordeaux, 11 mai 1854 (Sir. 54. 2. 102).

1. Poitiers, 9 juill. 1863 (D. 63, 2, 151 — S. 63. 2. 529).

SECTION VIII. — De l'effet attributif du jugement de validité dans les petites saisies-arêts.

119. La loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés devait faire naître, avec beaucoup d'autres, un certain nombre de difficultés à propos de l'effet attributif du jugement de validité de saisie-arrêt.

On sait que cette loi déclare insaisissables au-dessus du dixième, sauf pour dettes alimentaires, les salaires des ouvriers, quel que soit le chiffre de ces salaires et les traitements des commis, employés ou fonctionnaires, qui ne dépassent pas 2.000 fr. par an, et que de plus, elle déclare incessibles les mêmes salaires ou traitements pour un autre dixième.

Le législateur n'ayant pas songé à édicter aucune disposition transitoire, une première question, qui n'a plus guère aujourd'hui d'intérêt pratique, se posait le lendemain de la loi nouvelle : quels effets devait-elle produire sur les saisies-arêts formées antérieurement à sa promulgation ? Et comme la loi de 1895 a un caractère mixte, qu'elle renferme à la fois des dispositions qui touchent aux règles de compétence et de procédure et d'autres qui touchent le fond du droit, notre question se subdivisait immédiatement en deux autres : les saisies-arêts pratiquées avant la loi du 12 janvier 1895 seront-elles soumises aux règles de procédure et de compétence édictées par cette loi ou aux règles de la loi

ancienne ? porteront-elles sur l'intégralité du traitement ou sur le dixième seulement ?

Nous n'avons pas à nous occuper de la première qui n'a rien à voir avec l'effet attributif du jugement de validité (1), mais il nous faut en dire un mot de la seconde.

On entend généralement le principe de la non-rétroactivité des lois posée par l'article 2 du Code civil en ce sens que si les lois nouvelles peuvent bien modifier ou détruire rétroactivement les simples expectatives, elles ne peuvent préjudicier aux droits acquis. Mais, à partir de quel moment le créancier saisissant a-t-il en notre matière un droit acquis ? C'est à partir de l'exploit de saisie-arrêt, disent un certain nombre d'auteurs et de jugements (2) ; et il ne faudrait pas objecter que la loi de 1895 est d'ordre public, car le principe posé par l'article 2 ne comporte aucune restriction (3).

1. Les tribunaux se sont prononcés en général en faveur de l'application de la procédure créée par la nouvelle loi. Trib. paix. Paris (9^e arrd.), 17 déc. 1895 (D. 97. 2. 44) ; Lyon, 20 déc. 1895 (D. 96. 2. 289 ; Sir. 96. 2. 52) ; Seine, 10 nov. 1896 (Droit, 24 déc. 1896) ; Beauvais, 24 déc. 1896 (Sir. 97. 2. 120) ; Seine (7^e Ch.), 29 mai 1897 (D. 98. 2. 515) ; Seine (7^e Ch.), 1^{er} juin 1897 (D. 98. 2. 65) ; Cass., req. 20 fév. 1899 (*Gaz. trib.*, 21 fév. 1899) ; En sens contraire : Perpignan, 20 fév. 1895 (D. 96. 2. 185 ; Sir. 95. 2. 220) ; Seine (7^e Ch.), 9 juin 1896 (Sir. 97. 2. 119) ; Seine (7^e Ch.), 23 mars 1897 (D. 97. 2. 353 ; Sir. 98. 2. 181) ; Narbonne 1^{er} avril 1897 (D. 97. 2. 352 ; Sir. 98. 2. 116).

2. Glasson, note dans D. 96. 2. 185 ; Référé. Seine, 2 mars 1895 (Sir. 95. 2. 220) ; Seine (7^e Ch.), 9 juin 1896 (Sir. 97. 2. 119) ; Seine (7^e Ch.), 23 mars 1897 (D. 97. 2. 353 ; Sir. 98. 2. 181).

3. Auxerre, 12 juin 1895 (D. 96. 2. 185 ; Sir. 95. 2. 220). Ce

Je crois, au contraire, avec la Cour de cassation (1), que c'est seulement à dater du transport judiciaire que l'on peut dire que le saisissant a véritablement un droit acquis. Jusque-là la saisie-arrêt ne constitue qu'une simple mesure conservatoire permettant au saisissant d'espérer que le montant de la somme saisie lui sera attribuée ; mais il n'y a pour lui jusqu'au moment où la saisie-arrêt est validée par un jugement devenu définitif, qu'une simple espérance qu'une nouvelle loi peut lui ravir ; au contraire, dès que le transport judiciaire se sera produit, le saisissant aura un véritable droit acquis auquel une loi nouvelle ne peut porter atteinte (2).

120. Le jugement de validité devenu définitif emporte-t-il attribution des retenues opérées et à opérer au profit des parties au jugement ?

Ce n'est pas dans les travaux préparatoires qu'il faut chercher la réponse à notre question : nulle part, il n'y est fait mention des effets du jugement de validité. Ce

jugement décide que la nouvelle loi est applicable aux saisies-arrêts non validées par un jugement définitif avant sa promulgation, parce qu'elle présenterait un caractère d'ordre public ; mais l'argument invoqué n'est même pas exact ; car la nouvelle loi n'est point une loi de police et de sûreté, mais ne touche qu'à des intérêts privés.

1. Cass., req. 20 fév. 1899 (*Gaz. trib.* 21 fév. 1899) ; dans le même sens Pabon, *Traité sur la saisie-arrêt des salaires*, n. 93 ; Appleton, note dans *Dall.* 96. 2. 289 ; Auxerre, 4 mars 1896 (*D.* 96. 2. 289 ; *Sir.* 96. 2. 314) ; Narbonne, 1^{er} avril 1897 (*D.* 97. 2. 353 ; *Sir.* 98. 2. 116).

2. Trib. paix Lille, 7 avril 1897. (*Revue des Just. de paix*, 97. 361).

n'est pas non plus dans le texte même de la loi qui est absolument muette sur ce point. La conclusion qui se dégage tout naturellement du silence du législateur à cet égard, c'est qu'il n'a pas entendu déroger aux principes consacrés en matière de saisie-arrêt ordinaire.

L'opinion contraire a cependant trouvé des partisans, et il n'y a pas lieu de s'en étonner ; c'est que s'il peut paraître jusqu'à un certain point injuste de voir l'égalité entre créanciers ruinée par un transport judiciaire, l'iniquité est ici bien plus frappante.

Les créanciers qui pratiqueront une saisie-arrêt en vertu de la nouvelle loi seront en général, dans une situation modeste ; ce seront, le plus souvent, de petits fournisseurs dont les créances sont également intéressantes, et il est naturel qu'ils souffrent tous de la gêne de leur débiteur. L'injustice sera surtout criarde, si le transport s'opère au profit d'un créancier plus riche, mieux averti, qui absorbera peut-être pendant longtemps les retenues d'ordinaire très modiques du débiteur commun.

Le mal ne serait pas encore bien grave si l'effet attributif ne s'appliquait qu'aux sommes dues par le tiers saisi au moment du prononcé du jugement ; il profiterait d'ailleurs dans la même mesure à tous les créanciers qui seraient intervenus jusqu'à cette époque, et l'on pourrait reprocher à bon droit à ceux qui ne l'ont pas fait, de ne pas s'être fait connaître par une intervention que la loi a cherché à rendre aussi peu coûteuse que possible. Mais nous savons qu'il n'y a pas que les créances échues qui peuvent être l'objet d'un transport judiciaire ; il en est de même des créances à échoir ; de sorte qu'aucune

répartition des retenues futures ne pourra avoir lieu tant que le premier créancier saisissant ne sera pas complètement désintéressé.

Le danger sera d'autant plus grand que la procédure organisée par la loi est plus rapide et que les délais d'opposition ou d'appel sont considérablement abrégés.

Malgré ces considérations d'équité, je crois qu'il ne faut pas hésiter à admettre dans toute sa rigueur l'effet attributif. Le seul argument de texte qu'on puisse faire valoir en faveur de la doctrine adverse est tiré de l'art. 11 de la loi. En matière de petites saisies-arêts, contrairement à ce qui a lieu dans les saisies-arêts ordinaires, la procédure est collective et non individuelle ; il n'y a qu'un seul jugement de validité rendu au profit du créancier saisissant et des créanciers intervenants. On pourrait s'imaginer que le juge de paix va pouvoir répartir les retenues opérées, par le jugement de validité ; mais la loi organise une procédure de répartition distincte de l'instance en validité, et elle appelle à cette répartition tous les créanciers *connus* ; le mot *connus* employé par le législateur est évidemment inexact ; il ne suffit pas qu'un créancier soit connu pour que le juge de paix le colloque d'office ; il faut qu'il ait demandé à être colloqué par une réclamation faite au greffe sur le registre spécial prescrit par l'art. 14. La loi ne faisant aucune distinction entre les créanciers dont l'intervention est antérieure et ceux dont l'intervention est postérieure au jugement de validité, on en tire cette conséquence que la répartition se fera entre eux au marc le francs, qu'ils auront tous les mêmes droits. Cette con-

clusion n'est rien moins que nécessaire : de ce que les créanciers *connus* seront convoqués pour la répartition devant le juge de paix, il ne s'ensuit pas qu'ils y viendront avec des droits égaux, et si les uns ont acquis un droit privatif, le juge de paix devra les colloquer en première ligne, sauf à répartir le surplus des retenues opérées entre les autres créanciers connus.

On pourrait encore dire, pour refuser au jugement de validité le caractère attributif : la loi nouvelle ne permet au créancier que de saisir un dixième du salaire de son débiteur et de se faire céder un autre dixième ; c'est une question discutée que de savoir si le dixième saisissable est cessible, de manière à permettre au créancier de se faire céder le dixième saisissable en même temps que le dixième cessible ; on la résout d'ordinaire par la négative en présence surtout des termes du rapport de la loi au Sénat : quoi de plus facile, disait le rapporteur, pour un débiteur de mauvaise foi, de se procurer le bénéfice de l'insaisissabilité complète en cédant l'unique dixième à un compère ! Si l'on admet en notre matière le transport judiciaire, les deux dixièmes vont être cédés, ce qui est contraire à l'esprit de la loi. — Il est facile de répondre que le législateur n'a voulu prohiber que la cession amiable, à cause des fraudes auxquelles elle prêterait, et aucunement la cession judiciaire qui est jusque aujourd'hui la conséquence normale du jugement de validité.

En tous cas, il faut prendre parti sur la question : il ne me paraît pas possible de laisser au bon plaisir des

juges de paix le soin de prononcer ou non l'attribution judiciaire selon les circonstances (1).

121. Bien que cette question paraisse être d'une importance pratique considérable, je ne connais qu'un seul jugement (1) qui ait été appelé à statuer directement sur la question : il se prononce d'ailleurs dans le sens de l'effet attributif.

Reste donc à rechercher rapidement les conditions particulières auxquelles est subordonnée la naissance de ce droit privatif ; je suivrai pour cela le même ordre que celui que j'ai adopté de matière de saisie-arêts ordinaires : ce qui rendra les rapprochements plus faciles.

Le jugement de validité n'aura pas besoin d'être signifié au saisi (art. 10) ni même au tiers saisi, si, à l'audience il a accepté de se libérer entre les mains des saisissants et si le jugement en a donné acte.

Il devra être passé en force de chose jugée ; mais les délais d'appel ou d'opposition sont très courts (art. 10).

La créance du tiers saisi devra être liquide, ce qui constitue une différence avec le transport judiciaire ordinaire ; cela résulte de la présence du tiers saisi dans l'instance en validité (art. 9).

Enfin, l'attribution portera sur les salaires à échoir, comme sur les salaires échus ; nous nous sommes déjà expliqués sur ce point.

Le transport judiciaire a lieu au profit de tous les créanciers intervenant avant que le jugement de validité

1. Voy. cependant en ce sens : Pabon, *op. cit.*, n. 277.

2. Sedan, 6 juin 1899 (Loi, 14-15 juill. 99).

soit rendu et même avant qu'il soit devenu définitif : nous ne rencontrons plus les difficultés qui se présentent dans la saisie-arrest ordinaire et qui tiennent à ce que l'instance en validité est suivie au nom d'un seul créancier.

Enfin, il préjudiciera aux créanciers privilégiés, les privilèges généraux portant sur une créance ne sauraient survivre à la cession de cette créance.

Vu par le président
GLASSON

Vu par le doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1^{er}

DE LA CESSION LÉGALE, DE LA VENTE FORCÉE ET DU TRANSPORT JUDICIAIRE EN GÉNÉRAL DES CRÉANCES

	Pages
Sect. 1 ^{re} . — De la cession légale des créances.....	1
Sect. II. — De la vente forcée des créances.....	7
Sect. III. — Du transport judiciaire en général des créances..	35
§ 1 ^{er} . — Généralités.....	35
§ 2. — De l'exercice des droits et actions du débiteur en tant qu'ils portent sur une créance de somme d'argent.	45
§ 3. — Du droit des créanciers de la femme d'exercer ses reprises en cas de déconfiture ou de faillite du mari...	59
§ 4. — Du sous-ordre.....	61
§ 5. — De la sous-distribution par contribution.....	66
§ 6. — De la distraction des dépens.....	70

CHAPITRE II

DU TRANSPORT JUDICIAIRE DANS LA SAISIE-ARRÊT.

Sect. I. — De la situation respective des divers saisissants antérieurement au jugement de validité.....	74
Sect. II. — Historique.....	90
Sect. III. — De la nature du transport judiciaire. Essai de justification.....	97

Sect. IV. — Des conditions auxquelles est subordonné le transport judiciaire.....	114
§ 1 ^{er} . — Le jugement de validité doit être signifié au tiers saisi.....	124
§ 2. — Il doit être passé en force de chose jugée.....	128
§ 3. — La créance du saisi contre le tiers saisi doit-elle être liquide ?.....	136
§ 4. — Doit-elle être exigible ?.....	148
Sect. V. — Du transport judiciaire des créances dans le cas d'indivision.....	153
§ 1 ^{er} . — Créanciers personnels d'un héritier.....	154
§ 2. — Créanciers personnels d'un associé.....	163
§ 3. — Créanciers personnels des époux.....	166
Sect. VI. — Des événements qui mettent obstacle au transport judiciaire....	175
§ 1 ^{er} . — Saisies-Arrêts..	176
§ 2. — Faillite.....	182
§ 3. — Déconfiture.....	192
Sect. VII. — Du conflit entre le créancier bénéficiaire d'un transport judiciaire et les créanciers hypothécaires, privilégiés ou pouvant exercer une action directe.....	198
Sect. VIII. — Du transport judiciaire dans les petites saisies-arrests (loi du 12 janvier 1895).....	212

